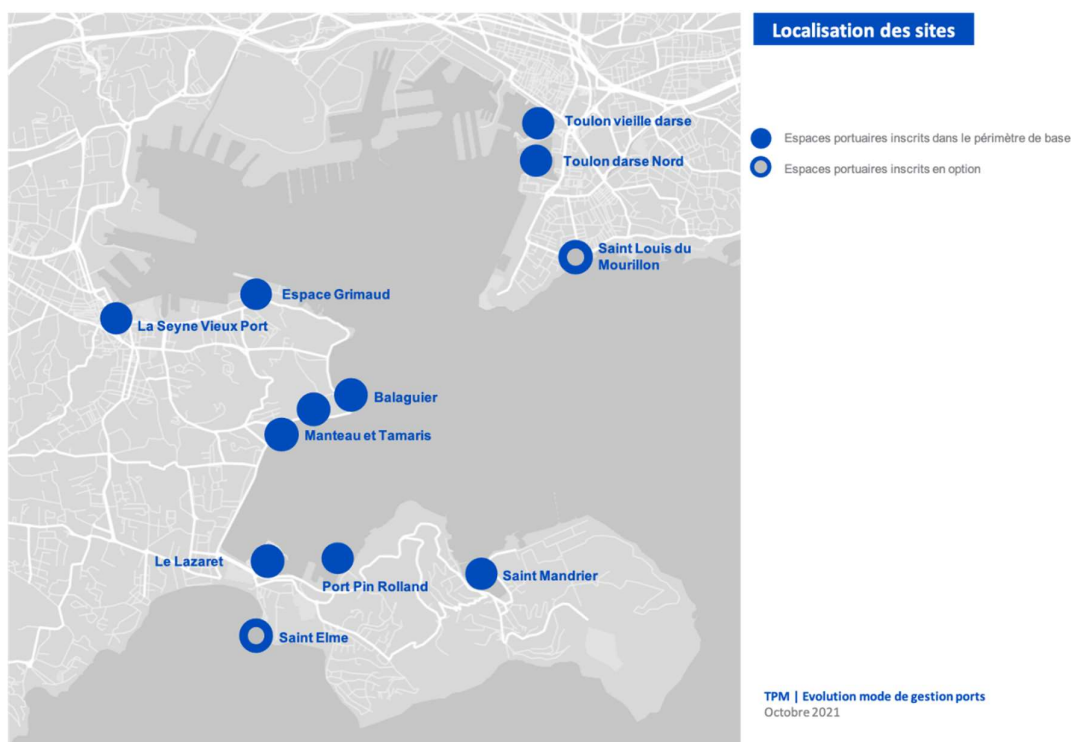




CONTRAT DE CONCESSION EMPORTANT CONCESSION DE SERVICE PUBLIC

POUR L'EXPLOITATION DES PORTS DE PLAISANCE DE LA RADE DE TOULON



IDENTIFICATION DES PARTIES

ENTRE

Toulon Provence Méditerranée,

Dont le siège est situé 107 Boulevard Henri FABRE – 83000 TOULON

Représentée par son Président en exercice, dûment habilité aux fins des présentes par une délibération du Conseil Métropolitain en date du 28 septembre 2023.

Ci-après dénommée : « TPM » ou « le Concédant »,

D'UNE PART,

ET

PORTELO SAS, représentée par (*à préciser*) et dont le siège est (*à préciser*),

Ci-après dénommé : « le Concessionnaire »,

D'AUTRE PART.

Ci-après collectivement les « Parties » et individuellement une « Partie »

SOMMAIRE

CHAPITRE I – DISPOSITIONS GENERALES	11
Article 1 : Objet.....	11
Article 2 : Durée.....	11
Article 3 : Documents contractuels	12
Article 4 : Société dédiée.....	13
Article 5 : Droits et obligations du Concédant	14
Article 6 : Droits et obligations du Concessionnaire	14
6.1 Missions générales	15
6.2 Missions de service public.....	16
6.3 Admission des usagers aux outillages et ouvrages des Ports	16
Article 7 : Cession du Contrat	17
Article 8 : Subdélégation et autres contrats liés à l'exécution du service	18
Article 9 : Traitement des données personnelles par le Concessionnaire.....	19
Article 10 : Commission d'attribution des postes d'amarrages.....	21
Article 11 : Constitution de droits réels au profit du Concessionnaire.....	22
CHAPITRE II – RESPONSABILITES ET RISQUES	22
Article 12 : Principes généraux	22
Article 13 : Responsabilité du Concessionnaire	23
Article 14 : Obligation d'assurance du Concessionnaire.....	23
Article 15 : Garanties	25
15.1 Garantie à première demande.....	25
15.2 Garantie maison-mère	26
Article 16 : Force majeure.....	27
Article 17 : Imprévision	27
Article 18 : Causes légitimes	28
Article 19 : Fait du Prince	31
CHAPITRE III – REGIME DES BIENS	33

Article 20 : Régime des biens.....	33
20.1 Principes généraux.....	33
20.2 Biens de retour.....	34
20.3 Biens de reprise	34
20.4 Biens propres.....	35
Article 21 : La mise à disposition des biens par le Concédant et l’incorporation à l’inventaire des biens en cours d’exécution du Contrat.....	35
21.1 Mise à disposition au moment de la conclusion du Contrat	35
21.2 Incorporation en cours d'exécution du Contrat.....	36
21.3 Déclassement et aliénation des biens de retour	37
CHAPITRE IV – TRAVAUX.....	38
Article 22 : Programme Pluriannuel d’Investissements	38
22.1. Principes généraux.....	38
22.2. Réalisation des études.....	41
22.3. Réalisation des travaux.....	41
22.4. Déroulement des travaux.....	42
22.5. Constat de l’achèvement du Programme Pluriannuel d’Investissements	42
Article 23 : Gros entretien et renouvellement à la charge du Concessionnaire.....	43
Article 23.1 Travaux de gros entretien et de renouvellement des biens.....	43
Article 23-2 Entretien des profondeurs	45
Article 24 : Travaux d’entretien et de maintenance	47
Article 25 : Contrôle et exécution des travaux	49
CHAPITRE V – EXPLOITATION.....	50
Article 26 : Principes généraux	50
Article 27 : Gestion domaniale du plan d’eau.....	50
Article 28 : Gestion domaniale des terre-pleins et des quais.....	51
Article 29 : Promotion et animation du Port et des activités associées	52
Article 30 : Services rendus aux usagers.....	54
Article 31 : Conditions générales d’exploitation.....	54

Article 32 : Respect des normes environnementales	56
CHAPITRE VI – REGIME DU PERSONNEL	57
Article 33 : Reprise du personnel de l’ancien Concessionnaire et des ports gérés en régie.....	57
Article 34 : Gestion du personnel.....	57
CHAPITRE VII – REGIME FINANCIER	59
Article 35 : Rémunération du Concessionnaire.....	59
Article 36 : Recettes du service	59
36.1. Recettes perçues par le Concessionnaire.....	59
36.2. Révision des tarifs	60
36.3. Facturation.....	61
Article 37 : Redevance versée par le Concessionnaire.....	61
37.1. Part fixe de la redevance.....	62
37.2. Part variable de la redevance.....	62
<i>Article 37-3 : Clause d’intéressement</i>	<i>63</i>
Article 38 : Impôts et taxes.....	63
CHAPITRE VIII – CONTROLE ET SANCTIONS	64
Article 39 : Rapport annuel	64
39.1 Dispositions générales.....	64
39.2 Contenu du rapport.....	64
Article 40 : Tableau de bord périodique.....	66
Article 41 : Contrôle du Concédant.....	66
Article 42 : Pénalités	67
Article 43 : Mise en régie provisoire.....	69
CHAPITRE IX – FIN DU CONTRAT	69
Article 44 : Dispositions générales.....	69
44.1 Faits générateurs.....	69
44.2 Continuité du service.....	70
Article 45 : Echéance normale du Contrat	70

Article 46 : Déchéance	71
Article 47 : Résiliation pour motif d'intérêt général	74
Article 48 : Bouleversement de l'économie générale du Contrat.....	76
Article 49 : Résiliation pour force majeure	77
Article 50 : Rachat anticipé.....	77
Article 51 : Sort des biens	78
51.1 Les biens de retour.....	78
51.2 Les biens de reprise	78
51.3 Stock et approvisionnement	79
51.4 Les Biens propres	79
CHAPITRE X – DIVERS	79
Article 52 : Réexamen du Contrat.....	79
52.1. Modification contractuelle.....	79
52.1.2. Modification et extension des biens du Plan Pluriannuel d'Investissements (PPI).....	80
52.2. Modification unilatérale	82
Article 53 : Recours contre le Contrat et les autorisations administratives.....	83
53.1 Recours contre le Contrat et/ou l'un de ses actes détachables.....	83
53.2. Recours contre les Autorisations Administratives.....	84
53.3. Retrait.....	85
Article 54 : Intérêts de retard.....	87
Article 55 : Règlement des différends.....	88
Article 56 : Election de domicile – Délais de notification	88

VU le Code Général des Collectivités Territoriales (CGCT), et notamment ses articles L. 1411-1 et suivants ;

VU le Code Général de la Propriété des Personnes Publiques (CG3P) ;

VU le Code de la commande publique (CCP) ;

VU l'avis préalable de la Commission Consultative des Services Publics Locaux émis le 31/08/2021, en application des articles L.1411-4 et L.1413-1 du Code Général des Collectivités Territoriales ;

VU l'avis préalable du Comité Technique émis le 09/07/21, en application des articles L. 1411-1 et suivants du Code Général des Collectivités Territoriales ;

VU la délibération du Conseil Métropolitain en date du 30 septembre 2021 approuvant le lancement d'une procédure de concession de service public portant exploitation des Ports de plaisance de TPM ;

VU la parution d'un avis d'appel public à concurrence dans les différents organes de publication en application du Code de la commande publique en date du 28 octobre 2021 ;

VU la réunion de la commission de délégation de service public relative à l'établissement de la liste des candidats admis à présenter une offre en date du 21 décembre 2021 ;

VU la réunion de la commission de délégation de service public relative à l'examen des offres en date du 1^{er} juillet 2022 ;

VU le respect du délai de deux mois à compter de la date limite de réception des offres conformément à l'article L. 1411-7 du code général des collectivités territoriales ;

VU la transmission des documents opérée aux membres de l'assemblée délibérante au moins quinze jours avant la réunion du Conseil Métropolitain en application de l'article L. 1411-7 du Code général des collectivités territoriales ;

VU la délibération du Conseil Métropolitain en date du 28 septembre 2023 approuvant le choix du candidat et autorisant Monsieur le Président à signer le contrat de concession de service public.

PREAMBULE

Conformément à la loi portant Nouvelle Organisation Territoriale de la République (dite loi NOTRe), la Métropole Toulon Provence Méditerranée (TPM) est compétente depuis le 1er janvier 2017 pour l'aménagement, l'entretien et la gestion de tous les ports relevant antérieurement de l'autorité portuaire du Département.

La plaisance s'organise à partir de plusieurs types d'équipements, aujourd'hui intégrés dans des périmètres d'exploitation différents :

1. Les ports de plaisance "structurants" proposant un bon niveau de services et des capacités importantes ;
2. Les ports de plaisance "à vocation plus locale" proposant une offre de services plus limitées ;
4. Des zones de mouillages organisées ou sauvages ;
5. Une cale de mise à l'eau et son parc à bateaux associés au Lazaret à La Seyne-sur-Mer ; une cale de mise à l'eau proche du Stade Nautique du port marchand à Toulon ;
6. Des espaces à terre, pour l'entretien des bateaux et l'accueil des entreprises du nautisme.

En engageant une délégation de service public, sous forme concessive, auprès d'un opérateur unique, TPM entend activer les synergies, permettre des mutualisations de moyens et permettre un partage d'investissement entre des ports en bon état et d'autres réclamant des projets de développement importants.

En matière environnementale :

- L'objectif politique est de faire de la rade de Toulon le port le plus propre de la Méditerranée.
- Une attention particulière sera également apportée aux conséquences de la montée du niveau des eaux sur les infrastructures et sur l'exploitation des ports.

En matière de services :

- L'enjeu de développement sera en premier lieu de faire progresser le niveau de l'offre générale de services et de se positionner de manière affirmée sur les nouveaux marchés de la plaisance.
- La mise en réseau des offres créera également des opportunités en termes de réorganisation des activités et de spécialisation des ports.
- De la même manière, le schéma pourrait intégrer l'ensemble des professionnels présents sur l'espace Grimaud compte tenu des complémentarités importantes avec les places à flot.

En matière d'animation et de réseaux portuaires et maritimes, une attention particulière sera portée :

- Au positionnement des activités nautiques sportives préexistantes dans le périmètre

portuaire : aviron club seynois et toulonnais, ...

- Aux activités économiques associées (shipchangers, concessionnaires ...), des partenariats étroits devront être construits avec les professionnels de la filière afin de mettre en œuvre des projets collectifs.
- A l'objectif de devenir un pôle nautique structurant en Méditerranée et accueillir des grands événements à fort rayonnement national et international (courses au large, America's Cup World Series).

Ces principes clés de la compétitivité et du développement des ports sont guidés par trois orientations stratégiques principales :

1. Développer l'activité des ports de plaisance dans le strict respect de l'environnement ;
2. Développer des services innovants et connectés au service des usagers ;
3. Affirmer la dimension Métropolitaine en lien avec les communes et proposer des offres adaptées aux différents segments de marché visés.

Ces ambitions sont traduites dans le contrat de concession (ci-après le « **Contrat** ») par un programme de développement adapté où différents types d'investissements sont nécessaires en fonction des spécificités de chaque site :

- Un projet ambitieux de réhabilitation et de modernisation des infrastructures : Toulon darse nord, Toulon vieille darse...
- Un projet de développement portuaire en lien avec les communes : Baie du Lazaret, évolutions du port de la Seyne-sur-Mer centre et de l'espace Grimaud, développement de services au port de St Mandrier...
- Une adaptation aux nouveaux enjeux environnementaux : poursuite des démarches ports propres et ports propres actifs en biodiversité ;
- Une adaptation des ports aux nouveaux usages : nouvelles offres de service, ports connectés, nouveaux services aux usagers, bornes de recharge, énergies renouvelables...

Ainsi, en termes de développements pour ses ports de plaisance, les objectifs de TPM peuvent ainsi être résumés :

- Le renforcement, le développement et la diversification des activités nautiques afin de répondre aux usages actuels de la plaisance mais également de nouvelles offres permettant de capter de nouveaux profils de pratiquants (location notamment).
- Le renforcement de l'attractivité touristique et commerciale des emprises « plaisances » pour des publics non pratiquants par le renouvellement et la qualification des espaces publics, des bâtiments et du cadre urbain et paysager.
- Le maintien en parfait état, comprenant, le cas échéant, leur renouvellement, des infrastructures, biens mobiliers et immobiliers de l'Emprise concédée.
- La mise en œuvre d'un plan pluriannuel d'investissements (PPI) de nature à pérenniser l'exploitation des ports et à les faire monter en niveau. Ce programme s'inscrit dans une réflexion partagée de l'avenir des ports, mobilisant les différents acteurs concernés et s'intéressant aux différents usages, pratiquants ou non.

- La mise en place d'une organisation adaptée aux besoins et contraintes des clients, des professionnels et acteurs présents au sein de l'Emprise portuaire et notamment les entreprises du nautisme et les prestataires d'activités.
- L'accompagnement des professionnels du nautisme dans leur développement, et notamment l'activité de location et assimilé qui mérite une réelle mise en valeur
- L'animation et la coordination d'une dynamique partenariale avec les différentes parties prenantes concernées par l'avenir des ports (commerçants, plaisanciers, acteurs nautiques, ...)
- Le renforcement des actions de commercialisation et de promotion des ports, en adéquation notamment avec les pratiques de la profession, permettant de renforcer sa fréquentation, de diversifier les publics et plus largement de consolider la place et la visibilité de l'offre nautique de la rade de Toulon.
- La valorisation de manière générale du domaine public délégué.
- Le renforcement de la dynamique événementielle en lien avec les acteurs concernés (professionnels, associations de plaisanciers, acteurs nautiques, organisateurs d'événements...).

Par une délibération, en date du 30 septembre 2021, le Conseil Métropolitain a approuvé le principe d'une concession de service public pour l'exploitation des ports de plaisance de TPM, et ce pour une durée de 30 ans.

Cette durée a été déterminée pour tenir compte de l'ampleur du programme d'investissement et d'entretien des ports de plaisance mis à la charge du Concessionnaire, lequel doit être intégralement amorti sur la durée du Contrat.

Dans ce contexte, TPM a procédé à une procédure de publicité et de mise en concurrence préalable dans les conditions prévues par les dispositions du Code de la commande publique.

Au terme de cette procédure, TPM a décidé de retenir l'offre présentée par le groupement Eiffage Concessions et Sodeports.

Par délibération du 28 septembre 2023, le Conseil Métropolitain a approuvé le présent Contrat et autorisé sa signature avec PORTELO SAS.

Ceci étant précisé, il a été convenu ce qui suit.

CHAPITRE I – DISPOSITIONS GENERALES

Article 1 : Objet

Le présent Contrat est relatif à une concession de service public au sens des dispositions du Code de la commande publique (article L.1121-1). Il est également régi par les articles L.1411-1 et suivants et R.1411-1 et suivants du Code général des collectivités territoriales (CGCT).

Dans les conditions prévues par le présent Contrat, TPM confie, aux risques et périls du Concessionnaire, qui l'accepte, l'exploitation, l'entretien et la maintenance des ports concédés, ainsi que le financement, la conception et la réalisation d'un programme d'investissements objet de l'annexe 7 (*Programme d'investissements*) au présent Contrat.

A cette fin, le Concédant confie au Concessionnaire l'ensemble de la surface ainsi que les ouvrages et installations compris dans le périmètre délégué.

Le périmètre délégué figure en annexe 1 (*Plan des ports de plaisance ainsi que le Périmètre Délégué*) du présent Contrat (le « Périmètre Délégué »).

Il comporte les ports suivants :

- Toulon Darse Nord
- Toulon Vieille Darse
- La Seyne-sur-Mer Vieux Port
- Espace Grimaud
- Tamaris
- Le Manteau
- Balaguier
- Le Lazaret
- Port Pin Rolland
- Saint-Mandrier

Le Concédant confère au Concessionnaire, pendant la durée du Contrat, un droit exclusif sur la gestion des ouvrages et installations du Périmètre Délégué et l'autorise, à titre de rémunération, à percevoir les différentes recettes prévues à l'article 36, ci-dessous.

Article 2 : Durée

Le Contrat est conclu pour une durée de trente ans à compter du 1^{er} janvier 2024, sous réserve de sa notification, au plus tard à cette date, par le Concédant au Concessionnaire.

Dans le cas où la notification serait postérieure au 1^{er} janvier 2024, le présent Contrat entrera en vigueur à compter de la date de notification et prendra fin à l'issue d'une période de (30) trente ans.

A l'expiration du Contrat, le Concessionnaire ne pourra en aucun cas se prévaloir d'un quelconque droit au maintien dans les lieux ou au renouvellement du Contrat.

Article 3 : Documents contractuels

Les documents contractuels sont constitués du présent Contrat et des annexes suivantes :

- annexe 1 : Plan des ports de plaisance ainsi que le Périmètre Délégué ;
- annexe 2 : Caractéristiques de la société Concessionnaire (forme sociale, statuts, composition du capital) ;
- annexe 3 : Projet de développement global et par sites ;
- annexe 4 : sans objet ;
- annexe 5 : Liste du personnel et organigramme ;
- annexe 6 : Plan d'entretien et de maintenance des biens ;
- annexe 7 : Programme d'investissements ;
- annexe 8 : Règlements particuliers de police des ports de plaisance relevant de la compétence de TPM *[NB : ces documents seront élaborés et proposés par le Concessionnaire dans les six mois suivant la signature du Contrat de Concession]* ;
- annexe 9 : Compte d'exploitation prévisionnel ;
- annexe 10 : Tarifications spécifiques et mesures visant à accompagner le développement d'activités ;
- annexe 11 : Protocole d'attribution sur liste d'attente ;
- annexe 12 - A : Modèle de contrat de poste ;
- annexe 12 – B : Modèle d'AOT - terre-plein ;
- annexe 12 – C : Liste des AOT signées ;
- annexe 13 : Principes et actions relatifs au développement durable ;
- annexe 14 : Etat des lieux contradictoire, lequel comprendra un inventaire et un état des biens (retour, reprise et propres) *[NB : ce document sera élaboré entre le concédant et le Concessionnaire dans le mois suivant la signature du Contrat]* ;
- annexe 15 : Synthèse de l'offre du candidat ;
- annexe 16 : Garantie à première demande]
 - annexe 16.1 : Garantie d'Exploitation
 - annexe 16.2 : Garantie de Conception-Construction
- annexe 17 : Caution maison-mère ;
- annexe 18 : Plan de financement du PPI (incluant les principales caractéristiques du financement) ;
- annexe 19 : Plan de mouillage et d'affectation par site des bassins *[ce document sera élaboré entre le concédant et le Concessionnaire dans les six mois suivant la signature du Contrat]* ;
- annexe 20 : Prise en charge financière de l'indexation des prestations de réalisation des Travaux ;
- annexe 21 : Principaux termes et conditions du protocole tripartite à conclure entre le Concédant, le Concessionnaire et l'ancien concessionnaire ;

- annexe 22 : Investissements d'Exploitation.

En cas de contradiction des documents contractuels, l'ordre de priorité est le suivant : les dispositions législatives et réglementaires applicables aux activités du service public concédé, le présent Contrat et ses annexes.

De même, en cas d'incohérences, de divergences ou de contradictions entre plusieurs dispositions du Contrat (hors annexes), la disposition la plus favorable à TPM prévaudra.

Si l'une des stipulations du présent Contrat était déclarée nulle ou inapplicable, ou devait faire l'objet d'une requalification par un tribunal, ladite stipulation étant réputée non écrite, les autres stipulations du présent Contrat continueront à produire tous leurs effets.

Dans ce cas de figure, les Parties conviennent de se rapprocher pour convenir d'une clause mutuellement satisfaisante visant à remplacer la stipulation du Contrat déclarée nulle ou non applicable.

Article 4 : Société dédiée

Pour faciliter le contrôle des engagements souscrits et dans un objectif de transparence et simplicité, une société dédiée est créée par le candidat attributaire au plus tard à la signature du Contrat.

Les caractéristiques principales de la société dédiée (forme sociale, statuts, composition du capital) sont décrites en annexe 2 (*Caractéristiques de la société concessionnaire*). Ses frais de création et gestion sont inclus dans les comptes d'exploitation.

Le Concessionnaire est tenu d'informer le Concédant, au plus tard trente (30) jours ouvrés avant la modification envisagée, de toute opération visant à modifier les caractéristiques figurant en annexe 2 (*Caractéristiques de la société concessionnaire*) et tout particulièrement :

- tout changement de la forme juridique ou de l'objet social,
- la composition et la répartition du capital social (s'il s'agit d'une société par actions),
- toute nomination ou révocation de l'un des organes dirigeants,
- tout changement de contrôle au sens des dispositions de l'article L.233-3 du Code de commerce.

Dans le délai de trente (30) jours ouvrés précité, le Concédant pourra s'opposer à la modification envisagée s'il établit que cette modification est de nature à compromettre la bonne exécution du Contrat. En l'absence de réponse du Concédant dans le délai de trente (30) jours ouvrés précité, la modification est réputée acceptée par le Concédant. Les parties conviennent que les stipulations qui précèdent ne s'appliquent toutefois pas à toute nomination ou révocation de l'un des organes dirigeants et aux cessions de titres du Concessionnaire résultant de la réalisation de tout nantissement qui serait consenti par les associés aux créanciers financiers, pour les besoins du financement du programme d'investissements (annexe 7 *Programme d'investissements*).

En qualité d'observateur, un représentant de TPM sera invité à chaque assemblée générale de la société Concessionnaire. Le Concessionnaire s'oblige à tenir au minimum une assemblée générale par an.

Article 5 : Droits et obligations du Concédant

Le Concédant est autorité portuaire au sens du 3° de l'article L.5331-5 du Code des transports et autorité concédante au sens des articles L.1411-1 et suivants du Code général des collectivités territoriales.

Au titre de ces deux qualités, le Concédant exerce notamment les missions suivantes :

- veille au respect des prescriptions du Code des transports qui lui sont applicables, ainsi qu'aux prescriptions des règlements particuliers de police objet de l'annexe 8 (*Règlements particuliers de police des ports de plaisance relevant de la compétence de TPM*) pour les Ports de la Rade de Toulon, lesquels peuvent être modifiés unilatéralement au titre des pouvoirs de police de l'autorité portuaire en ayant recueilli au préalable l'avis simple du Concessionnaire sur les modifications envisagées,
- définit les conditions d'organisation et de fonctionnement des activités du service public délégué,
- approuve ou rejette les modifications tarifaires proposées par le Concessionnaire et objet de l'annexe 10 (*Tarififications spécifiques et mesures visant à accompagner le développement d'activités*),
- met à disposition du Concessionnaire le Périmètre Délégué décrit en annexe 1 (*Plan des ports de plaisance ainsi que le Périmètre Délégué*) et les biens de retour objets de l'annexe 4 (*Etat des lieux contradictoire, lequel comprendra un inventaire et un état des biens (retour, reprise et propres)*),
- s'assure, de la possibilité pour le Concessionnaire de bénéficier des locaux situés dans le bâtiment du Palais de la Mer sur le Port de Toulon Darse Nord dédiés à l'exploitation du port et du chantier naval, notamment par une sous-occupation dans le cadre de l'article 7 de la convention d'occupation temporaire constitutive de droits réels du Port de Toulon – Site de Darse Nord pendant toute la durée de ladite convention.
- approuve préalablement tous les investissements non prévus à l'annexe 7 (*Programme d'investissements*), lesquels donneront lieu à l'établissement d'un avenant au Contrat,
- contrôle le respect des obligations du Concessionnaire,
- décide d'apporter des modifications au projet de développement et de promotion objet de l'annexe 3 (*Projet de développement global et par sites*) dans les conditions prévues à l'article 52.2,
- assure la police de l'exploitation et de la conservation du domaine portuaire, l'exécutif de TPM étant notamment détenteur des missions de police de l'autorité investie du pouvoir de police portuaire (AI3P - articles L.5331-6 et L.5331-8 du Code des transports) ; ainsi que des missions d'autorité portuaire (AP - articles L.5331-5 et L.5331-7),
- assure la maîtrise d'ouvrage des éventuels travaux ne relevant pas de la responsabilité du Concessionnaire,
- approuve les autorisations d'occupation temporaire privatives des dépendances bâties ou non bâties des terre-pleins du Périmètre Délégué dans les conditions prévues à l'article 28 du Contrat et des règlements particuliers de police objets de l'annexe 8 (*Règlements particuliers de police des ports de plaisance relevant de la compétence de TPM*) au présent Contrat.

Article 6 : Droits et obligations du Concessionnaire

6.1 Missions générales

Dans les conditions et limites du Contrat et de ses annexes, le Concessionnaire a notamment pour missions :

- le financement, la conception, et la réalisation du programme d'investissements figurant à l'annexe 7 (*Programme d'investissements*),
- la conception et la mise en œuvre d'un projet de développement, de promotion et d'animation des Ports conforme aux engagements mentionnés en annexe 3 (*Projet de développement global et par sites*) : développement des activités et des fréquentations, avec une importance accordée à la diversité des cibles de clients (Propriétaires – avec des niveaux très différents en termes d'attente de services -, consommateurs du nautisme, non pratiquants, navires de tradition, régatiers ...), actions visant à renforcer l'animation sur les ports et en développer la notoriété dans leur environnement concurrentiel,
- l'entretien et la maintenance des biens confiés par le Concédant et de ceux réalisés par le Concessionnaire dans les conditions précisées en annexe 6 (*Plan d'entretien et de maintenance des biens*),
- la promotion de l'identité métropolitaine du port conformément à l'annexe 3, la gestion commerciale du domaine public (terre-pleins, quais et plan d'eau) par l'octroi d'autorisations d'occupation du domaine public dans les conditions prévues au règlement particulier de police objet de l'annexe 8 (*Règlements particuliers de police des ports de plaisance relevant de la compétence de TPM*) au présent Contrat, ainsi que la gestion de contrats de location sur les postes d'amarrage,
- l'affectation du personnel nécessaire pour assurer la bonne utilisation du matériel conformément aux usages des ports,
- l'organisation, la fourniture de services et tout autre service accessoire compatible avec le bon fonctionnement et la vocation du service délégué, y compris électricité, wifi, application spécifique qu'il développe,
- l'exploitation technique du plan d'eau et des terre-pleins,
- le conseil auprès du Concédant dans les différents domaines objet du présent Contrat,
- la mise en œuvre de toute mesure nécessaire pour garantir la sûreté et la sécurité des installations dont il a la responsabilité ainsi que la protection environnementale,
- la gestion des fonctions support telle que notamment la comptabilité, l'informatique, la gestion des ressources humaines, etc.,
- l'octroi de son concours dans l'exercice des missions de la police portuaire relevant de la compétence du Concédant et de toute autre autorité administrative,
- la participation aux instances de contrôle et de pilotages désignées à l'article 10 du Contrat.

Sans préjudice des travaux liés au Programme Pluriannuel d'Investissements des ports de plaisance (ci-après le « **PPI** »), et nonobstant le devoir de conseil dans le cadre des travaux qui seraient rendus nécessaires en cours d'exécution du Contrat, compte tenu de sa qualité de professionnel dans le secteur concédé, le Concessionnaire est tenu à une obligation générale d'information et d'avis vis-à-vis de TPM.

Sans préjudice des autres stipulations du Contrat, cette obligation concerne notamment toute information détenue par le Concessionnaire de nature à permettre à TPM d'améliorer le service rendu aux usagers, de prévenir les risques, et de limiter les risques de nature à mettre en jeu la

responsabilité de TPM. À ce titre, le Concessionnaire la conseille et l'invite à prendre les mesures de son ressort, notamment en matière de sécurité.

6.2 Missions de service public

Dans l'exercice de ses missions, le Concessionnaire s'assure du respect des principes du service public, à savoir la neutralité, l'égalité de traitement, la continuité et la mutabilité du service.

Le Contrat ayant pour objet l'exécution de services publics, le Concessionnaire, conformément à la loi n°2021-1109 du 24 août 2021 confortant le respect des principes de la République, est tenu d'assurer l'égalité des usagers devant le service public et de veiller au respect des principes de laïcité et de neutralité du service public. Il prend les mesures nécessaires à cet effet et, en particulier, il veille à ce que ses salariés ou les personnes sur lesquelles il exerce une autorité hiérarchique ou un pouvoir de direction, lorsqu'ils participent à l'exécution du service public, s'abstiennent notamment de manifester leurs opinions politiques ou religieuses, traitent de façon égale toutes les personnes et respectent leur liberté de conscience et leur dignité.

Le Concessionnaire est autorisé à créer d'autres activités compatibles avec la mission qui lui est concédée après accord expresse et préalable du Concédant. Il sera notamment en charge de proposer tous les ans un programme des différentes manifestations qui seront organisées sur l'espace concédé. Un programme prévisionnel des manifestations devra être soumis au plus tard le 30 septembre de l'année N-1 au Concédant. Les éventuelles modifications du programme prévisionnel seront notifiées par le Concessionnaire au Concédant au plus tard 90 jours ouvrés avant. L'organisation des manifestations sera placée sous l'autorité et la responsabilité du Concessionnaire.

Les communes membres de TPM sont susceptibles d'organiser des animations (mise en scène, éclairage aquatique, etc.). Le Concessionnaire est tenu de tout mettre en œuvre pour répondre positivement à leurs attentes. A ce titre, le Concessionnaire proposera un devis en réponse à la demande transmise par la ou les communes membres de TPM. Avant l'organisation de l'animation, une convention sera conclue entre le Concessionnaire et la ou les communes membres de TPM concernées formalisant l'accord des parties.

De façon générale, il veille à faciliter l'accueil des administrations et notamment les représentants du Concédant, des services publics et des entreprises dont l'intervention est nécessaire aux activités des ports et contribue à la meilleure coordination avec elles.

Le Concessionnaire s'engage, dans le cadre de la gestion du présent Contrat à assurer les obligations qui sont mises à sa charge dans le respect de l'environnement.

6.3 Admission des usagers aux outillages et ouvrages des Ports

Les vedettes et semi-rigides de la gendarmerie maritime, des douanes et des services de secours et de sauvetage en mer disposeront d'un appontement privilégié pour l'exercice de leurs missions d'intérêt général.

Les usagers sont admis dans l'ordre de leur inscription préalable ou à défaut dans l'ordre de leur arrivée conformément aux dispositions particulières de l'annexe 11 (*Protocole d'attribution sur liste d'attente*).

L'accueil de bateaux – logements ne pourra être autorisé qu'avec l'accord du Concédant préalablement à leur signature et dans un cadre organisé spécifiquement. En particulier, l'accueil de bateaux – logements et l'octroi de contrats de poste d'amarrage par le Concessionnaire pourra faire l'objet d'un pré-agrément par le Concédant préalablement à l'entrée en vigueur du Contrat.

Ces occupations du domaine public maritime concédé seront impérativement formalisées par la mise en place de conventions délivrées par le Concessionnaire et agréées par le Concédant préalablement à leur signature.

Les conventions d'abonnements, amodiations ainsi que les conventions particulières avec les associations dont les échéances sont postérieures au 31/12/2023, et dont la liste figure en annexe 21 (*Principaux termes et conditions du protocole tripartite à conclure entre le Concédant, le Concessionnaire et l'ancien concessionnaire*) devront être honorées et respectées par le Concessionnaire. Elles sont constitutives de droits pour les bénéficiaires.

6.4 Reprise des obligations inhérentes au contrat de concession antérieur

Le Concédant, le Concessionnaire et l'ancien concessionnaire signeront un protocole tripartite au plus tard le 30 juin 2024. Les principaux termes et conditions dudit protocole, et notamment les conditions de transfert de la concession antérieure, sont précisés à l'annexe 21 (*Principaux termes et conditions du protocole tripartite à conclure entre le Concédant, le Concessionnaire et l'ancien concessionnaire*).

Le Concédant s'engage à transmettre les informations, notamment financières et sociales de la concession antérieure demandées par le Concessionnaire et requises pour la poursuite du service délégué.

En l'absence de transmission ou dans l'impossibilité de la transmission de ladite information, le Concédant et le Concessionnaire se rencontreront afin de trouver une solution.

En cas d'écart entre les termes et conditions mentionnée à l'annexe 21 (*Principaux termes et conditions du protocole tripartite à conclure entre le Concédant, le Concessionnaire et l'ancien concessionnaire*) et le protocole signé, les parties, y inclus l'ancien concessionnaire, TPM se portant fort pour ce dernier, conviennent de se rencontrer afin d'examiner les conséquences dudit écart et les modalités de prise en charge de celles-ci par le Concédant. En l'absence de signature du protocole tripartite, les parties conviennent de se rencontrer afin d'examiner les conséquences de cette absence de signature et les modalités de prise en charge de celles-ci par le Concédant.

Ce protocole devra intégrer également la poursuite de l'exploitation commerciale, notamment par le transfert et/ou la signature des contrats et AOT qui débutent dès le 1^{er} janvier 2024.

Article 7 : Cession du Contrat

La cession partielle ou totale du présent Contrat, à quelque titre ou sous quelque forme que ce soit, ne peut intervenir qu'après un accord préalable, expresse et éclairé du Concédant et ce dans le respect des dispositions de l'article R. 3135-6 du Code de la commande publique.

Dans ce cas, toute cession est soumise à l'agrément préalable obligatoire du Concédant portant à la fois sur les conditions de la cession et la qualité du nouveau Concessionnaire.

Cet agrément est lié au contrôle que le Concédant entend effectuer pour s'assurer des garanties techniques, financières et de savoir-faire du repreneur dans le respect des obligations de service public et des obligations spécifiques du présent Contrat.

Ledit repreneur potentiel doit présenter *a minima* les mêmes garanties techniques et financières que le Concessionnaire en place.

Il devra se subroger au dit Concessionnaire, avec la garantie d'une reprise de l'intégralité des droits et obligations issus du Contrat sans modification et pour la durée restant à couvrir.

Le Concédant peut exiger du Concessionnaire, qui est tenu de le lui fournir dans les délais requis, tout renseignement nécessaire avant de donner son accord à une cession du présent Contrat.

Le Concédant fait connaître sa décision écrite et motivée dans un délai de trois (03) mois à compter de la réception de la demande écrite du Concessionnaire.

L'autorisation de la Collectivité se traduit par une délibération du Conseil Métropolitain.

Cet accord est notifié de façon expresse par lettre recommandée avec accusé de réception.

L'absence de réponse dans ce délai vaut refus de sa part.

Dans ce cadre, le Concessionnaire aura l'obligation de poursuivre l'exploitation du service public délégué.

Si la cession est acceptée par le Concédant, elle sera formalisée par un avenant de transfert donnant acte de la substitution du nouveau Concessionnaire dans tous les droits et obligations résultant du Contrat.

Toute cession intervenue sans l'accord du Concédant peut donner lieu à la déchéance du Contrat dans les conditions prévues à l'article 46.

Sous réserve d'en avoir préalablement informé le Concessionnaire au moins deux (2) mois avant la date de la cession envisagée, le Concédant pourra céder ses droits et obligations au titre du Contrat à toute Entité Eligible, sauf disposition légale ou réglementaire s'imposant au Concédant. L'Entité Eligible désigne tout établissement public administratif créé par Toulon Métropole ou toute autre personne morale de droit public présentant des garanties financières, un profil de risque et de solvabilité au moins équivalent à ceux du Concédant à la date d'entrée en vigueur du Contrat de concession.

Il en est de même en cas de modification de la composition du Concédant.

Article 8 : Subdélégation

Le Concessionnaire pourra subdéléguer ou sous-contracter à des entités filiales ou à des tiers une partie des tâches qui lui sont confiées, à la condition expresse que le Concessionnaire conserve la responsabilité entière du service. La subdélégation totale de l'exploitation des ports concédés est interdite.

Ainsi, la subdélégation n'exonère pas le Concessionnaire de la parfaite exécution de ses obligations contractuelles, lequel demeure personnellement responsable tant envers le Concédant qu'envers les tiers de l'accomplissement de toutes ses obligations que lui impose le présent Contrat.

La subdélégation ne peut pas porter sur la facturation, la perception et le recouvrement des recettes prévues à l'article 36.

Hormis ceux dûment approuvés par le Concédant au titre de l'offre du Concessionnaire et notamment ceux visés à l'annexe 15 (*Synthèse de l'offre du candidat*), tout subconcessionnaire doit, préalablement à la conclusion de tout contrat de subdélégation, produire les attestations et documents prévus à l'article R. 3123-16 et suivants du Code de la commande publique.

Toute subdélégation à un opérateur économique tiers au Concessionnaire portant sur l'exploitation d'une partie des activités déléguées valant délivrance de titres d'occupation sur le domaine public portuaire concédé doit être précédée, à l'exception des titres approuvés par le Concédant au titre du présent contrat et mentionnés à l'annexe 12 - C (*Liste des AOT déjà signées*), d'une procédure de publicité et de mise en concurrence dans les conditions prévues par les articles L.2122-1-1 et suivants du Code général de la propriété des personnes publiques.

Le Concessionnaire est tenu, avant la conclusion de tout contrat de subdélégation, de soumettre l'objet de la subdélégation, ses caractéristiques et le choix du subconcessionnaire envisagés au Concédant. Le Concédant peut exiger tout justificatif afférent aux capacités du subconcessionnaire pressenti.

Le Concédant dispose d'un délai de trois (03) mois, à compter de la présentation d'une demande d'approbation du projet de subdélégation et d'agrément d'un subconcessionnaire, pour notifier son accord au Concessionnaire.

A défaut de réponse dans ce délai, l'accord est réputé refusé. Toute demande de justificatif, telle que visée précédemment, suspend ce délai jusqu'à transmission des justificatifs sollicités.

Les contrats de subdélégation sont transmis au Concédant dans un délai de quinze (15) jours suivant leur signature. Ces contrats ne peuvent avoir une durée supérieure à celle du présent Contrat.

Le Concessionnaire fait son affaire de tout contentieux qui pourra survenir du fait ou à l'occasion de cette subdélégation ou de tout contrat conclu par lui avec des tiers.

Tous les contrats passés avec les tiers et nécessaires à la continuité du service, doivent comporter une clause réservant expressément au Concédant, ou toute autre personne désignée par elle, la possibilité de se substituer au Concessionnaire jusqu'à la fin normale ou anticipée du Contrat.

Lesdits contrats comportent des clauses nécessaires pour permettre au Concédant d'assurer pleinement le suivi et le contrôle de l'exécution du Contrat.

Ils offrent explicitement au Concédant la possibilité de disposer d'un niveau d'information équivalent à celui dont il dispose lorsque les missions, objet des contrats, sont réalisées directement par le Concessionnaire.

Les données d'exploitation et financières de toute subdélégation sont transmises à TPM et incluses dans le rapport annuel objet de l'article 39 du présent Contrat.

Article 9 : Traitement des données personnelles par le Concessionnaire

Dans le cadre de leurs relations contractuelles, les parties s'engagent à respecter la réglementation en vigueur applicable au traitement de données à caractère personnel et, en particulier, le règlement (UE) 2016/679 du Parlement européen et du Conseil du 27 avril 2016 entré en vigueur à compter du 25 mai 2018, ainsi que les dispositions issues de la loi n° 2018-493 du 20 juin 2018 *relative à la protection des données personnelles* et son décret

d'application n° 2018-687 du 1^{er} août 2018 (ci-après, « le règlement la protection des données personnelles » ou « RGPD »).

En application du RGPD, il appartient au Concessionnaire (en qualité de « sous-traitant » au sens du RGPD) d'assurer une protection des données à caractère personnel dont il pourra avoir la gestion pour le compte de TPM (en qualité de « responsable du traitement »).

Les informations en question concernent celles permettant d'aboutir à la reconnaissance de l'identité d'une personne.

Il peut s'agir notamment des éléments suivants, identifiés de manière non exhaustive : Nom, prénom, adresse mail, numéro de téléphone, immatriculation, données de géolocalisation, etc.

Plus précisément, le Concessionnaire s'engage à :

- traiter les données uniquement pour la ou les seule(s) finalité(s) qui fait/font l'objet du contrat de Concession.
- traiter les données conformément aux instructions de TPM.
- garantir la confidentialité des données à caractère personnel traitées dans le cadre du présent contrat de Concession.
- veiller à ce que les personnes autorisées à traiter les données à caractère personnel en vertu du contrat de Concession s'engagent à respecter la confidentialité ou soient soumises à une obligation légale appropriée de confidentialité et reçoivent la formation nécessaire en matière de protection des données à caractère personnel.
- prendre en compte, s'agissant de ses outils, produits, applications ou services, les principes de protection des données dès la conception et de protection des données par défaut.

Dans les conditions prévues à l'article 8 du présent Contrat, le Concessionnaire peut confier à un tiers des activités de traitement spécifiques.

Dans ce cas, il informe préalablement et par écrit TPM de tout changement envisagé concernant l'ajout ou le remplacement d'autres sous-traitants au sens du RGPD.

Cette information doit indiquer clairement les activités de traitement sous-traitées, l'identité et les coordonnées du sous-traitant et les dates du contrat de sous-traitance.

Par dérogation à l'article 8 du présent Contrat, TPM dispose d'un délai minimum de quinze (15) jours ouvrés à compter de la date de réception de cette information pour présenter ses objections. Cette sous-traitance ne peut être effectuée que si TPM n'a pas émis d'objection à l'issue du délai convenu.

Le sous-traitant ultérieur est tenu de respecter les obligations posées au présent article pour le compte et selon les instructions de TPM.

Il appartient au sous-traitant initial (le Concessionnaire) de s'assurer que le sous-traitant ultérieur présente les mêmes garanties suffisantes quant à la mise en œuvre de mesures techniques et organisationnelles appropriées de manière à ce que le traitement réponde aux exigences légales et réglementaires en matière de protection des données.

En tout état de cause, le sous-traitant initial demeure pleinement responsable envers TPM de l'exécution par l'autre sous-traitant de ses obligations.

Dans la mesure du possible, le Concessionnaire doit aider TPM à s'acquitter de son obligation de donner suite aux demandes d'exercice des droits des personnes concernées : droit d'accès, de rectification, d'effacement et d'opposition, droit à la limitation du traitement, droit à la

portabilité des données, droit de ne pas faire l'objet d'une décision individuelle automatisée (y compris le profilage).

A ce titre, le Concessionnaire doit répondre, au nom et pour le compte de TPM et dans les délais prévus par le RGPD aux demandes des personnes concernées en cas d'exercice de leurs droits, s'agissant des données faisant l'objet de la sous-traitance au sens du RGPD.

Après accord de TPM, le Concessionnaire notifie à l'autorité de contrôle compétente (la CNIL), au nom et pour le compte de TPM, les violations de données à caractère personnel dans les meilleurs délais et, en tout état de cause, dans un délai maximum de soixante-douze (72) heures après en avoir pris connaissance, à moins que la violation en question ne soit pas susceptible d'engendrer un risque pour les droits et libertés des personnes physiques. TPM s'engage à répondre au Concessionnaire dans un délai maximal de 24 heures, à défaut de réponse dans ce délai il est considéré que TPM a donné tacitement son accord.

De même, après accord de TPM, le Concessionnaire communique, au nom et pour le compte de TPM, la violation de données à caractère personnel à la personne concernée dans les meilleurs délais, lorsque cette violation est susceptible d'engendrer un risque élevé pour les droits et libertés d'une personne physique. La communication à la personne concernée décrit, en des termes clairs et simples, la nature de la violation de données à caractère personnel.

Le Concessionnaire peut être sollicité par TPM pour l'aider à la réalisation d'analyses d'impact relative à la protection des données.

Au terme du présent Contrat, le Concessionnaire s'engage à :

- soit renvoyer toutes les données à caractère personnel directement à TPM.
- soit renvoyer les données à caractère personnel à un sous-traitant désigné par TPM.

Le renvoi doit s'accompagner de la destruction de toutes les copies existantes dans les systèmes d'information du Concessionnaire. Une fois détruites, ce dernier doit justifier par écrit de la destruction.

Le Concessionnaire communique à TPM le nom et les coordonnées de son délégué à la protection des données, s'il en a désigné un conformément à l'article 37 du règlement (UE) 2016/679 du Parlement européen et du Conseil du 27 avril 2016.

Tout manquement aux dispositions du présent article sera susceptible d'entraîner des sanctions pouvant aller jusqu'à la résiliation de plein droit du Contrat dans les conditions mentionnées en son article 46.

Article 10 : Commission d'attribution des postes d'amarrages

Est instituée une Commission d'attribution des postes d'amarrage, chargée d'assurer une concertation entre les Parties et un contrôle du Concédant sur la gestion et les conditions d'occupation des plaisanciers.

Cette commission est également chargée de veiller au respect du protocole d'attribution des places en considération de la liste d'attente et des règles précisées en annexe 11 (*Protocole d'attribution sur liste d'attente*) au présent Contrat.

Cette commission se réunit au moins deux (02) fois par an, sur convocation du Concessionnaire ou, en cas de carence de ce dernier, caractérisée par une absence de convocation de plus de huit (8) mois consécutifs, sur convocation du Concédant.

Cette commission est présidée par le représentant du Concédant, à savoir le Président de TPM (ou son représentant), accompagné des agents en charge du suivi de l'exécution du présent Contrat.

Le Concessionnaire est représenté par son représentant légal ou par une personne dûment habilitée accompagné, en tant que de besoin, du personnel de la structure Concessionnaire.

La Commission d'attribution des postes annuels comprend également deux représentants du comité local des usagers permanents du port (CLUPP) institué au titre de l'article R.5314-19 du Code des transports ou, à défaut des deux représentants des usagers titulaires d'un contrat de location supérieur à six mois, choisis conjointement par le Concédant et le Concessionnaire.

Le Concessionnaire établit le compte-rendu et le relevé de décisions de chaque réunion de la Commission d'attribution des postes annuels.

Article 11 : Constitution de droits réels au profit du Concessionnaire

Le Contrat donne lieu à constitution au profit du Concessionnaire de droits réels sur les ouvrages et équipements qu'il réalise et ce, dans les conditions prévues par le Code général de la propriété des personnes publiques. En tout état de cause, les droits réels attachés au Contrat ne sont de nature ni à entraver l'exécution du service public, ni à affecter le classement des biens dans la catégorie des biens de retour.

Ils ne pourront, en aucune façon, excéder le terme du Contrat.

CHAPITRE II – RESPONSABILITES ET RISQUES

Article 12 : Principes généraux

Le Concessionnaire met en œuvre les droits et obligations résultant du présent Contrat à ses risques et périls, conformément au cadre juridique français des délégations de service public objet notamment des articles L 1411-1 et suivants du Code général des collectivités territoriales.

En particulier, le Concessionnaire assume, sauf force majeure telle que prévue à l'article 16, imprévision telle que prévue à l'article 17, cause légitime telle que prévue à l'article 18 ou faute du Concédant :

- le risque commercial, c'est-à-dire le risque sur le niveau des activités attachées au service délégué et les produits en découlant,
- le risque industriel, c'est-à-dire le risque sur le niveau des charges induites par la mobilisation des moyens nécessaires à l'accomplissement des droits et obligations confiés par le Contrat au Concessionnaire,
- les risques naturels et technologiques, c'est-à-dire les risques sur le niveau des charges induites résultants de phénomènes naturels ou anthropiques, notamment ceux répertoriés dans le « Porter à connaissance » prévu à l'article L. 181-14 du Code de l'environnement.

Article 13 : Responsabilité du Concessionnaire

Dès l'entrée en vigueur du Contrat, le Concessionnaire est responsable du bon fonctionnement de l'ensemble des activités attachées au service concédé ainsi que des dommages corporels, matériels et immatériels qui pourraient résulter d'un dysfonctionnement du service tant à l'égard du Concédant que des tiers.

Tous les biens et activités du service délégué sont exploités par le Concessionnaire conformément aux dispositions réglementaires en vigueur et aux règles de l'art dans le souci de garantir la qualité et la continuité du service public, la conservation du patrimoine du Concédant, les droits des tiers, le développement social, la qualité des conditions de santé et de sécurité au travail, ainsi que la protection de l'environnement.

Le Concessionnaire est tenu de prévenir, faire cesser dans les plus brefs délais, réparer, le cas échéant compenser les dommages aux personnes, aux biens et à l'environnement. Il garantit le Concédant contre tout recours des usagers ou des tiers à son égard. Il a toute latitude pour se retourner contre l'auteur des faits ayant entraîné des dommages pour lui-même ou pour autrui, en utilisant les voies de droit appropriées.

La responsabilité du Concessionnaire s'étend notamment :

- aux dommages causés par les subconcessionnaires, sous-traitants agents ou préposés du Concessionnaire dans l'exercice de leurs fonctions,
- aux dommages causés par la réalisation des travaux prévus au chapitre II du présent Contrat,
- aux dommages causés aux usagers du fait d'un accident ou d'une fausse manœuvre dès lors que ces causes relèvent, dans l'exercice de leurs fonctions, de la responsabilité des agents ou d'entreprises intervenant pour le compte du Concessionnaire ou de ses subconcessionnaires,
- aux dommages causés par l'incendie, le dégât des eaux, l'explosion, la foudre, les attentats, les accidents, les pollutions causés par des tiers, les actes de vandalisme et les catastrophes naturelles au sens de la législation en vigueur, ainsi que leur vol ou disparition,
- aux dommages causés par les matériaux, substances ou produits que le Concessionnaire met en œuvre pour l'exploitation, la maintenance ou les opérations d'investissement ou qui constituent des déchets de ces activités.

Toutefois, le Concessionnaire est exonéré totalement ou partiellement de sa responsabilité en cas de faute du Concédant ou de survenance d'un événement présentant les caractéristiques de la force majeure telle que prévue à l'article 16, de l'imprévision telle que prévue à l'article 17 ou de cause légitime telle que prévue à l'article 18.

Article 14 : Obligation d'assurance du Concessionnaire

14.1 Conditions générales

Le Concessionnaire contracte, auprès de compagnies notoirement solvables, les assurances adaptées à l'objet du Contrat, dont notamment les suivantes :

- assurance de responsabilité civile : cette assurance a pour objet de couvrir le Concessionnaire des conséquences pécuniaires de la responsabilité civile, quel qu'en soit le fondement juridique, qu'il est susceptible d'encourir vis-à-vis des tiers et des usagers à raison des dommages corporels, matériels et immatériels qui trouvent leur origine dans l'exécution de ses obligations,

- assurance de dommages aux biens : cette assurance est souscrite par le Concessionnaire pour son propre compte ainsi que pour le Concédant en sa qualité d'assuré additionnel. Elle a pour objet de garantir l'ensemble des biens du Contrat contre les risques définis ainsi que, le cas échéant, les pertes de recettes résultant des dommages aux biens. Les risques couverts sont notamment les suivants : incendie, explosion, foudre, grêle, tempête, neige, attentat, vandalisme, chute d'avion, chocs de véhicules et navires...
- assurance d'atteinte à l'environnement : cette assurance garantit le Concessionnaire contre les dommages qualifiés d'atteinte à l'environnement qu'ils soient d'origine accidentelle ou non.

Au titre du ou des contrat(s) d'assurance qu'il a souscrit(s) pour se couvrir, et ce à hauteur de la totalité des montants de garantie dont il dispose, le Concessionnaire s'engage à obtenir de son ou ses assureur(s) que le Concédant soit considéré comme assuré additionnel pour les dommages relevant de l'assurance de dommages aux biens et d'atteinte à l'environnement telles que définie ci-dessus :

- l'intégralité des franchises est à la charge du Concessionnaire.
- les compagnies d'assurances doivent informer le Concédant, en cas de défaut de paiement des primes par le Concessionnaire, dans un délai minimum d'un (01) mois, avant de prononcer toute résiliation du contrat d'assurance. Le Concessionnaire a l'obligation d'informer les compagnies d'assurance de cette disposition,
- en cas de sinistre, l'indemnité versée par les compagnies est intégralement affectée à la remise en état des biens, sauf décision contraire du Concédant,
- à ce titre, les indemnités sont réglées au Concessionnaire qui les utilise pour effectuer lui-même ces travaux, sauf décision contraire du Concédant.

Il est convenu que les compagnies d'assurances auront communication des termes spécifiques du Contrat afin de rédiger en conséquence leurs garanties.

Les polices d'assurance que le Concessionnaire souscrit pour couvrir ses risques peuvent contenir une clause spéciale permettant d'en étendre le bénéfice aux occupants du domaine portuaire délégué, sur demande et moyennant le paiement d'une redevance particulière.

Le Concessionnaire exige des occupants du domaine portuaire délégué qui n'ont pas adhéré aux polices souscrites par lui qu'ils justifient d'une assurance particulière couvrant les responsabilités qu'ils sont susceptibles d'encourir.

Il est précisé que le Concédant ne souscrira pas de garantie dommage-ouvrage.

14. 2 Transmission des polices d'assurances

Dans le délai d'un (01) mois après la date d'entrée en vigueur du Contrat, le Concessionnaire transmet à TPM les diverses attestations d'assurances qu'il a souscrites. Il transmet, au plus tard le 1er octobre de l'année N-1, les attestations d'assurances correspondant à l'année N pour les polices d'assurance mentionnées ci-dessus.

Les attestations d'assurances font apparaître, au minimum, les mentions suivantes :

- le nom de la compagnie d'assurance ;
- les activités garanties ;
- les risques garantis ;
- les montants de chaque garantie ;

- les franchises ;
- la période de validité ;
- la qualité d'assuré additionnel pour le Concédant (au titre de l'assurance dommages aux biens) ;
- le règlement des primes dues pour la période de garantie considérée.

La transmission de ces attestations d'assurance ainsi que des garanties effectivement souscrites ne modifie en rien l'étendue des responsabilités assumées par le Concessionnaire au titre du Contrat.

Afin d'éviter qu'un même risque soit couvert tant par les assurances du Concédant que celles du Concessionnaire, les parties conviennent d'organiser, dans les meilleurs délais, une réunion commune d'examen des assurances souscrites.

Le Concessionnaire s'assure que chaque usager du domaine public à qui il est lié dispose également de ses propres assurances. A défaut, il en supporte l'entière responsabilité.

Article 15 : Garanties

15.1 Garantie à première demande

Le Concessionnaire constitue dès l'entrée en vigueur du Contrat une garantie autonome appellable à première demande auprès d'un établissement de crédit de premier rang, ou de tout autre entité dont la solvabilité aura préalablement été jugée satisfaisante par le Concédant et n'entraînant pas de coût supplémentaire par rapport à l'émission d'une garantie, ayant pour objet de garantir l'ensemble des obligations du Concessionnaire au titre de l'exploitation, l'entretien et la maintenance des ports concédés, conformément au modèle figurant en annexe 16.1 (*Garantie d'exploitation*), d'un montant égal à 350.000 € (trois cent cinquante mille euros) (ci-après « **Garantie d'Exploitation** »). Il est d'ores et déjà convenu qu'Eiffage SA et Eiffage Infrastructures SAS sont des entités considérées comme solvables par le Concédant.

Par ailleurs, dès l'entrée en vigueur du Contrat et jusqu'à la levée des Réserves des Opérations, le Concessionnaire constitue ou fait constituer une garantie autonome appellable à première demande auprès d'un établissement de crédit de premier rang ou de toute autre entité dont la solvabilité aura préalablement été jugée satisfaisante par le Concédant, conformément au modèle figurant en annexe 16.2 (*Garantie de conception-construction*), d'un montant maximum égal à 7% du montant des travaux à la charge du Concessionnaire au titre des Opérations en cours, telles que définies à l'article 22.1 du Contrat et pour la période de réalisation desdits travaux de ou des Opérations en cours (ci-après « **Garantie de conception-construction** »).

Ces garanties pourront être mises en jeu dans les cas suivants :

- a) à la garantie de toutes les obligations de payer par le Concessionnaire à l'égard du Concédant, et principalement de toutes redevances, pénalités, amendes et dommages-intérêts, notamment :
 - à la garantie du montant des pénalités dues par le Concessionnaire s'il ne les a pas versées dans les conditions prévues à l'article 42,
 - à la garantie des dépenses engagées par le Concédant s'il a été obligé de prendre des mesures d'urgence,
 - à la garantie des dépenses engagées par le Concédant si, à la fin du Contrat, le Concessionnaire n'a pas remis l'ensemble des biens mis à disposition en état normal

- d'entretien ;
- b) aux primes d'assurances échues ;
- c) à la remise en état ou à la réfection des parties incendiées ou détériorées des ouvrages de la Concession en cas d'insuffisance de l'indemnité versée par les compagnies d'assurances.

Le Concessionnaire s'engage irrévocablement et inconditionnellement à ce que l'émetteur de la garantie désigné paye au Concédant, dès production d'une lettre de mise en demeure de régler adressée au Concessionnaire, les sommes relevant des présentes dispositions.

Le non-renouvellement de la Garantie d'exploitation conformément aux stipulations du présent article, et après une mise en demeure restée sans effet au terme d'un délai d'un mois, ouvrira droit, pour le Concédant, de prononcer la déchéance du Concessionnaire pour faute.

À l'expiration du Contrat, et au plus tard dans les six mois précédant le terme du présent Contrat, un état des lieux contradictoire sera effectué et pourra être actualisé avant le terme du Contrat. À cette occasion un procès-verbal sera dressé. Les biens et ouvrages qualifiés de biens de retour et de reprise si ces derniers sont effectivement repris par le Concédant nécessitant une réparation, une remise en état, une mise en conformité, ou un renouvellement y seront inventoriés. Si le Concessionnaire n'a pas réalisé lesdites réparations, remises en état, mises en conformité ou renouvellement mis à la charge du Concessionnaire dans le cadre du procès-verbal contradictoire visé ci-dessus, le Concédant pourra appeler la Garantie d'exploitation pour ce faire.

Après une éventuelle imputation des sommes dues au Concédant telles que définies ci-dessus, ladite garantie ou son éventuel reliquat seront automatiquement levés passé un délai de 3 mois à compter de la date du procès-verbal exempt de réserve ou de toute autre pénalité et / ou dette à devoir au Concédant au titre de sa gestion, et au plus tard à la date de fin du Contrat. Cette date correspondra à la levée de l'obligation de garantie à première demande et sera ainsi identifiée dans la garantie elle-même.

En tout état de cause, la garantie cessera de plein droit dans les quatre (04) mois à compter de la fin du Contrat et ne pourra être appelée durant cette période de quatre (04) mois que pour les réparations non effectuées constatées dans le cadre du procès-verbal réalisé avant le terme du Contrat et mentionné ci-dessus.

15.2 Garantie maison-mère des actionnaires du Concessionnaire

En garantie des obligations de payer qui incombent au Concessionnaire, le Concédant dispose d'une caution maison-mère visant à garantir financièrement la bonne exécution des obligations confiées au Concessionnaire au titre de l'exploitation, l'entretien et la maintenance des ports concédés, pendant toute la durée du Contrat. Cette caution pourra être exclusivement mise en jeu dans les mêmes cas que ceux de la Garantie d'Exploitation. Elle figure à l'annexe 17 (*Caution Maison-Mère*) du Contrat.

Ainsi, le Concessionnaire garantit le Concédant de toute défaillance de payer de la société dédiée relative aux obligations susmentionnées visée à l'Article 4, en mettant à sa disposition des moyens financiers qui lui sont nécessaires dans la limite d'un montant d'un million euros (1 000.000 €).

La société EIFFAGE SA, en qualité de maison-mère, pourra, préalablement à la mise en œuvre de sa garantie, opposer toutes les exceptions que le Concessionnaire aurait ou viendrait opposer au Concédant.

En toute hypothèse, la Garantie d'Exploitation prévue à l'article précédent devra, au préalable avoir été « consommée en totalité » pour que le Concédant puisse actionner la garantie consentie par la maison-mère, cette garantie ne pouvant en aucun cas être appelée deux fois pour le même fait générateur.

Article 16 : Force majeure

Au titre du présent Contrat, la force majeure désigne, au sens de la jurisprudence administrative française, un événement extérieur aux Parties, imprévisible et irrésistible.

Aucune Partie n'encourt de responsabilité envers l'autre Partie pour n'avoir pas accompli, ou avoir accompli avec retard, une obligation du Contrat dès lors qu'un tel manquement ou retard résulte d'un événement présentant les caractéristiques de la force majeure.

Lorsqu'une des Parties invoque la survenance d'un événement de force majeure, elle le notifie dans les plus brefs délais à l'autre Partie :

- s'il s'agit du Concessionnaire, celui-ci doit communiquer au Concédant une note décrivant la nature de l'événement et précisant les conséquences de cet événement sur l'exécution du Contrat ainsi que les mesures prises pour en atténuer les effets,
- s'il s'agit du Concédant, celui-ci doit communiquer au Concessionnaire une note décrivant la nature de l'événement, précisant les conséquences de cet événement sur l'exécution du Contrat ainsi que les mesures qu'il prend pour en atténuer ses effets.

En cas de survenance d'un événement de force majeure, chacune des Parties a l'obligation de prendre, dans les meilleurs délais, toutes les mesures raisonnablement envisageables pour en faire cesser ou atténuer l'impact sur l'exécution de ses propres obligations. La Partie qui, par action ou omission, aurait sérieusement aggravé les conséquences d'un événement de force majeure ne peut l'invoquer que dans la mesure des effets que l'événement seul aurait provoqués si cette action ou omission n'avait pas eu lieu.

En dehors de la survenance d'un événement présentant les caractéristiques de la force majeure ou de toute Cause Légitime, aucune partie n'est déliée de ses obligations au titre du Contrat à raison d'une impossibilité d'exécution ou de la survenance d'événements qui échappent à son contrôle.

Le Contrat peut être résilié pour force majeure dans les conditions et selon les modalités prévues à l'article 49.

Article 17 : Imprévision

L'imprévision désigne, au sens de la jurisprudence administrative française, un événement présentant cumulativement les conditions suivantes :

- indépendant de la volonté des Parties,
- imprévisible lors de la signature du Contrat ou dont les effets ne pouvaient être raisonnablement prévus lors de la signature du Contrat,
- entraînant un bouleversement temporaire de l'économie générale du Contrat,

Si le Concessionnaire invoque un cas d'imprévision, il doit communiquer à TPM une note décrivant la nature de l'évènement, précisant les conséquences de cet évènement sur l'exécution du Contrat ainsi que les mesures qu'il envisage de mettre en œuvre pour en atténuer les effets.

TPM dispose d'un délai de quinze (15) jours ouvrés pour notifier au Concessionnaire sa décision concernant la qualification de l'évènement considéré et le bien-fondé des propositions du Concessionnaire. L'absence de décision de TPM dans ce délai vaut refus de la qualification.

Si TPM invoque un cas d'imprévision, cette dernière communique au Concessionnaire une note décrivant la nature de l'évènement, précisant les conséquences de cet évènement sur l'exécution du Contrat ainsi que les mesures qu'elle prend pour en atténuer ses effets.

TPM doit recueillir l'avis du Concessionnaire quant aux conséquences de cet évènement sur l'exécution du Contrat.

Le Concessionnaire donne son avis, dans un délai de quinze (15) jours ouvrés suivant la demande de TPM. TPM dispose ensuite d'un délai de quinze (15) jours ouvrés pour notifier au Concessionnaire sa décision quant aux mesures à prendre, par elle ou par le Concessionnaire.

En cas de survenance d'un évènement d'imprévision, chacune des Parties a l'obligation de prendre, dans les meilleurs délais, toutes les mesures raisonnablement envisageables pour en atténuer les conséquences sur l'exécution du Contrat. La Partie qui, par action ou omission, aurait sérieusement aggravé les conséquences d'un cas d'imprévision n'est fondée à l'invoquer que dans la mesure des effets que l'évènement aurait provoqués si cette action ou omission n'avait pas eu lieu.

En tout état de cause, en cas de survenance d'un évènement d'imprévision, les Parties ne sont pas déliées de leurs obligations de réaliser les prestations dont l'exécution n'est pas directement empêchée par la survenance dudit évènement d'imprévision.

Article 18 : Causes légitimes

18.1 Identification des Causes légitimes

Sont considérés comme des causes légitimes (ci-après les « **Causes Légitimes** ») susceptibles d'exonérer le Concessionnaire de sa responsabilité, les évènements suivants :

- (a) les retards dans la mise à disposition par TPM d'un ou plusieurs biens du Périmètre Délégué ;
- (b) la suspension du contrat dans les conditions de l'article 53 (Recours ou retrait contre le Contrat et les autorisations administratives) ;
- (c) les émeutes, risques terroristes, faits de guerre (se déroulant sur le territoire national ou à l'étranger) ;
- (d) la grève générale ou particulière à l'industrie du bâtiment ;
- (e) les troubles résultant de catastrophes naturelles (tempêtes, choc mécanique lié à l'action des vagues, trombes, tornades, inondations, crues, effondrements de terrains, submersion, érosion, séisme, pyrotechnique...) ;
- (f) pour la réalisation du Programme Pluriannuel d'Investissements des ports de plaisance objet de l'annexe 7 (*Programme d'investissements*), les jours d'intempéries, au-delà d'une franchise de vingt (20) jours ouvrés par an, déterminés sur la base de la station météorologique la plus proche, entendus comme les jours où les conditions atmosphériques

ou les inondations (vigilance orange ou rouge) rendent dangereux ou impossible l'accomplissement du travail eu égard soit à la santé ou la sécurité des salariés, soit à la nature ou à la technique du travail à accomplir.

Sera considérée, au-delà d'une franchise de vingt (20) jours ouvrés par an, comme intempérie la survenance d'au moins un des phénomènes naturels ci-après définis qui dépassera son intensité limite :

<i>Nature du phénomène</i>	<i>Intensité limite</i>
○ Précipitations	Hauteur : 100 mm sur une durée de 24 heures
○ Vent	Vitesse : pointes à 60 km/h plus de deux heures par jour
○ Agitation du plan d'eau	Hauteur : 0,6 mètre relevé à proximité du site de travaux (étant précisé que le phénomène de houle sera mesuré en temps réel par la bouée houlographe située au large de Porquerolles, de latitude 42°58.000' N et de longitude 06°12.290' E)
○ Gel	-5 degrés C à 7h00 du matin
○ Neige	2 cm à 7h00 du matin
○ Barrière de dégel	durée de l'interdiction de circuler.

- (g) les découvertes archéologiques, d'engins explosifs ou vestiges de guerre ;
- (h) les découvertes de réseaux, de pollutions de sols, sous-sols ou bâtiments existants et des ouvrages portuaires, ainsi que du sol du plan d'eau jusqu'au substratum qui ne pouvaient raisonnablement être identifiables par le Concessionnaire à la date de la remise de son offre finale au vu des documents joints en annexe au présent Contrat ou informations communiquées par TPM avant cette date ;
- (i) les risques de nature géologiques ou hydrauliques ;
- (j) les risques liés à la mise en œuvre ou à l'aggravation des mesures sanitaires liées à une pandémie ou une épidémie en ce compris, la Covid-19, prescrites postérieurement à la date du dépôt de l'offre finale du Concessionnaire ;
- (k) l'annulation, la suspension, le retard, le retrait ou le refus d'une autorisation administrative définitive ou non, pour un motif non imputable au Concessionnaire ;
- (l) les injonctions administratives ou judiciaires de suspendre ou d'arrêter tout ou partie du Contrat, non imputables au Concessionnaire ;
- (m) les retards imputables à l'intervention tardive des concessionnaires de services publics ou des fournisseurs d'énergie, étant entendu que le Concessionnaire devra justifier avoir accompli en temps utile les démarches et diligences nécessaires à cet égard ;

- (n) l'allongement de délais de livraison ou la survenance de difficultés d'approvisionnement en raison notamment de guerre ou conflit ;
- (o) la découverte de désordres imputables à l'ancien concessionnaire qui ne pouvaient être identifiables par le Concessionnaire au vu des documents et informations transmis ;
- (p) les conséquences des écarts entre les conditions de sortie mentionnées à l'annexe 21 et le protocole entre le Concédant, le Concessionnaire et l'ancien concessionnaire et les conséquences de l'absence ou de l'inexactitude des informations transmises pour la reprise du service délégué demandées par le Concessionnaire ;
- (q) le Fait du Prince.

18.2 Procédure de constatation des Causes légitimes

Les cas de Causes Légitimes devront être notifiés par le Concessionnaire à TPM dans les meilleurs délais suivant leur survenance par lettre recommandée avec accusé de réception en indiquant :

- l'impossibilité ou la difficulté en terme de délais d'exécution et/ou de coûts, malgré ses meilleurs efforts, d'accomplir une ou plusieurs obligations au titre du Contrat ;
- dans la mesure du possible, justifier l'impact prévisionnel provisoire sur le calendrier d'exécution du Programme Pluriannuel d'Investissements des ports de plaisance ou/et ses conséquences financières et opérationnelles sur la réalisation du Programme Pluriannuel d'Investissements et/ou ses conséquences financières sur l'exploitation des Ports de Plaisance de TPM ;
- si elles existent, les mesures qu'il envisage de mettre en œuvre pour atténuer les effets de la Cause Légitime.

Le Concessionnaire devra mettre en œuvre tous les moyens normaux pour réduire l'impact de l'évènement considéré, en termes de délais et de coûts.

TPM dispose d'un délai de trente (30) jours calendaires à compter de cette notification pour faire part au Concessionnaire de sa décision quant à la qualification de l'évènement considéré. A défaut de réponse dans le délai ainsi imparti, TPM est réputée accepter la qualification donnée par le Concessionnaire à l'évènement considéré.

En cas d'accord, le Concessionnaire notifie à TPM par lettre recommandée avec accusé de réception, dans un délai fixé par les Parties qui ne peut être inférieur à un délai d'un (01) mois à compter de l'acceptation expresse ou tacite, une estimation des conséquences financières, opérationnelles et des conséquences en termes de délai de l'évènement considéré.

TPM dispose d'un délai de trente (30) jours calendaires à compter de la notification susmentionnée pour faire part au Concessionnaire de son accord sur les conséquences financières, opérationnelles et les conséquences en termes de délai de l'évènement considéré. A défaut de réponse dans le délai ainsi imparti, TPM est réputée accepter lesdites conséquences.

En cas de désaccord persistant sur la qualification de l'évènement considéré et/ou sur ses conséquences financières, opérationnelles ou ses conséquences en termes de délai, ou si les Parties ne sont pas parvenues à un accord quant à la qualification de l'évènement considéré il est fait application de l'article 55 (Règlement des différends).

18.3 Conséquences des Causes Légitimes

Sans préjudice de l'application de l'article 52, en cas de qualification d'une Cause Légitime, les conséquences suivantes s'appliquent :

- les délais d'exécution qui lui sont impartis sont prolongés, d'une durée égale à celle durant laquelle l'évènement considéré aura perturbé l'exécution du Contrat,
- le Titulaire ne se voit appliquer aucune pénalité ou sanction prévue au Contrat,
- les frais de préfinancement liés au décalage de la date contractuelle d'achèvement des travaux et les coûts de recalage et de débouclage des instruments de couverture sont pris en charge par le Concessionnaire dans la limite de la Franchise des Coûts,
- les autres conséquences financières directes et indirectes des Causes Légitimes sont prises en charge par le Concessionnaire dans la limite d'un montant cumulé sur la durée du Contrat de cinq cent mille euros (500.000 €) (ci-après la « **Franchise de Coûts** »). Au-delà de la Franchise de Coûts, TPM procédera à un paiement desdits coûts dans les trente (30) jours ouvrés suivant l'accord sur les conséquences financières estimées, opérationnelles et des conséquences en termes de délai prévues au quatrième alinéa de l'Article 18.2 (Procédure de constatation des Causes Légitimes).

Par exception à ce qui précède, les conséquences financières des Causes Légitimes mentionnées aux paragraphes (a), (b), (o), (p) et (q) de l'Article 18.1 (Identification des Causes Légitimes), sont assumées intégralement par TPM.

Il est à noter que le Concessionnaire pourra également procéder, en accord avec TPM, à la compensation des sommes dues au titre des conséquences des Causes Légitimes sur le montant de la prochaine redevance due mentionnée à l'article 37 du Contrat.

Dans l'hypothèse où une ou plusieurs Causes Légitimes constatées durant la Phase 2 auraient pour conséquence de retarder la date d'achèvement du programme d'investissement de Travaux de plus de douze (12) mois au regard de la date prévisionnelle d'achèvement du programme d'investissement de travaux, TPM peut, à la demande du Concessionnaire, prononcer la résiliation du Contrat dans les conditions stipulées à l'article 49 (Résiliation pour Force Majeure).

Article 19 : Fait du Prince

Un Fait du Prince est un acte ou une décision de TPM agissant au titre de pouvoirs ou de compétences autres que ceux dont elle dispose au titre du Contrat, qui présente cumulativement et au sens de la jurisprudence administrative, un caractère d'imprévisibilité au moment de la conclusion du Contrat ou dont les effets ne pouvaient être raisonnablement prévus au moment de la conclusion du Contrat et qui a pour objet ou pour effet d'affecter ou de rendre plus difficile ou onéreuse l'exécution du Contrat.

Les désordres résultant d'un cas de Fait du Prince sont constitutifs d'une Cause Légitime telle que prévue à l'article 18 (Causes Légitimes).

La résiliation du Contrat résultant d'une cause imputable à un Fait du Prince est traitée conformément aux dispositions de l'article 47 (Résiliation pour motif d'intérêt général).

En cas de survenance d'un acte constitutif d'un Fait du Prince, le Concessionnaire le notifie dans les meilleurs délais à TPM en précisant les faits invoqués et leurs conséquences financières, tel que prévu à l'Article 18.2 (Procédure de constatation des Causes Légitimes).

Les Parties conviennent de se rencontrer en vue d'arrêter d'un commun accord les mesures permettant de limiter les affectations ou le caractère plus difficile ou onéreux de l'exécution du Contrat résultant de ce Fait du Prince.

En tout état de cause, la survenance d'un Fait du Prince ne délie par les Parties de leurs obligations de réaliser les Prestations dont l'exécution n'est pas directement empêchée par la survenance dudit Fait du Prince.

CHAPITRE III – REGIME DES BIENS

Article 20 : Régime des biens

20.1 Principes généraux

Les biens mobiliers et immobiliers, matériels et immatériels mis à la disposition du Concessionnaire par le Concédant, ainsi que ceux acquis, réalisés ou modifiés par le Concessionnaire en cours de Contrat, sont, soit des biens de retour, soit des biens de reprise, soit des biens propres, tels que définis ci-après. Ils sont décrits dans l'inventaire objet de l'annexe 14 (*Etat des lieux contradictoire, lequel comprendra un inventaire et un état des biens (retour, reprise et propres)*)).

Pour chaque bien, il est précisé s'il s'agit d'un bien de retour, d'un bien de reprise ou d'un bien propre, leur affectation, ainsi que leur état (bon, moyen, mauvais ou vétuste). A défaut de précision sur la catégorie d'un bien, ce dernier sera qualifié par les parties en application des critères prévus au Chapitre III du Contrat.

L'annexe 14 (*Etat des lieux contradictoire, lequel comprendra un inventaire et un état des biens (retour, reprise et propres)*) est obligatoirement mise à jour annuellement à l'issue de la validation par le Concédant des informations remises par le Concessionnaire dans le cadre du rapport annuel prévue à l'article 39.

Tout plan, rapport d'expertise et document jugé nécessaire à l'identification et à la qualification des biens est annexée à l'annexe 14 (*Etat des lieux contradictoire, lequel comprendra un inventaire et un état des biens (retour, reprise et propres)*). Le Concessionnaire tiendra à jour, en outre, l'ensemble de ces éléments d'informations via un serveur partagé avec TPM.

A compter de la date d'entrée en vigueur du Contrat, TPM met les terrains et les constructions existantes objets du Périmètre Délégué défini à l'annexe 1 (*Plan des ports de plaisance ainsi que le Périmètre Délégué*) à la disposition du Concessionnaire.

Le Concessionnaire prend les terrains et les constructions existantes dans l'état où ils se trouvent à la date de la mise à disposition.

La mise à disposition des terrains et des constructions existantes fait l'objet par les Parties de la signature d'un état des lieux contradictoire dans un délai d'un (1) mois suivant la date d'entrée en vigueur du contrat (annexe 14, *Etat des lieux contradictoire, lequel comprendra un inventaire et un état des biens (retour, reprise et propres)*)).

Le Concessionnaire est réputé connaître et fait son affaire de toutes les servitudes administratives et d'urbanisme définies par les documents d'urbanisme applicables ainsi que les servitudes conventionnelles légales et judiciaires afférentes au terrain et aux constructions existantes. Le Concessionnaire complète, autant que de besoin, l'annexe 14 (*Etat des lieux contradictoire, lequel comprendra un inventaire et un état des biens (retour, reprise et propres)*) dédiée au recensement des servitudes.

Toutes les conséquences, y compris les retards et surcoûts, liées à la découverte de toute autre servitude grevant le terrain et les constructions existantes postérieurement à l'état des lieux contradictoire, sont à la charge du Concessionnaire.

Le Concessionnaire fait son affaire personnelle du respect des servitudes susvisées comme de toute autre servitude susceptible de grever à l'avenir le terrain et les constructions existantes, sans recours contre TPM.

TPM communique gratuitement et préalablement à la signature du Contrat les documents en sa possession relatifs au terrain et aux constructions existantes, et en particulier les études de sol et de sous-sol ainsi que les diagnostics réalisés sur les constructions existantes, dont des copies figurent en annexe 14 (*Etat des lieux contradictoire, lequel comprendra un inventaire et un état des biens (retour, reprise et propres)*).

Le Concessionnaire ne peut se prévaloir vis-à-vis de TPM du caractère incomplet de ces documents et plus généralement de tous les documents, études et schémas de toute nature, relatifs notamment aux caractéristiques du terrain et des constructions existantes qui lui ont été remis préalablement ou non à la signature du Contrat.

Le Concessionnaire déclare ainsi bien connaître le terrain et les constructions existantes et reconnaît par ailleurs avoir eu la possibilité de procéder, avant la date d'entrée en vigueur, à toutes visites, analyses et/ou études complémentaires du terrain et des constructions existantes, qu'il a jugées nécessaires.

Dans les douze (12) mois précédant la fin normale du Contrat ou sans délai en cas de résiliation, le Concessionnaire fait procéder, à ses frais, à une mise à jour contradictoire complète, quantitative et qualitative, de l'inventaire des biens.

20.2 Biens de retour

Il s'agit de biens meubles ou immeubles nécessaires au service public réalisés, fournis ou financés par le Concessionnaire dans le cadre du présent Contrat. La pleine propriété desdits biens est réputée appartenir au Concédant au fur à mesure de leur réalisation, fourniture et acquisition. Cette catégorie comprend notamment au cas présent :

- les biens initiaux mis à la disposition du Concédant au Concessionnaire à la date d'entrée en vigueur du Contrat,
- les éventuels biens mis à disposition du Concessionnaire par le Concédant en cours de Contrat,
- les investissements prévus à l'annexe 7 (*Programme d'investissements*) et l'ensemble des travaux de gros entretien et de renouvellement réalisés par le Concessionnaire,
- tous les travaux de réhabilitation, d'extension ou de modification des biens réalisés par le Concessionnaire, ainsi que les équipements acquis par lui nécessaires au bon fonctionnement du service public délégué,
- tous les logiciels et bases de données susceptibles de concourir à l'exécution du service public.

20.3 Biens de reprise

Les biens de reprise sont constitués des biens meubles et des biens immeubles, acquis par le Concessionnaire en cours de Concession, y compris au titre de ses obligations d'entretien et de maintenance voire de renouvellement si nécessaire, et utiles au fonctionnement du service public concédé.

Ils sont, le cas échéant, repris par le Concédant en fin de Concession, à sa demande, dans les conditions prévues à l'article 51 ci-après, s'il estime qu'ils sont utiles pour la poursuite de l'exploitation de la Concession.

Ces biens appartiennent au Concessionnaire tant que le Concédant n'a pas usé de son droit de reprise. Ils sont répertoriés dans le rapport annuel prévu à l'article 39.

20.4 Biens propres

Les biens propres sont les biens meubles qui ne sont d'une part, ni des biens de reprise appartenant au Concessionnaire, ni des biens de retour nécessaires au fonctionnement du service public d'autre part.

Les biens propres ne sont pas financés, même pour partie, par des ressources de la Concession. Ils ne sont grevés d'aucune clause de reprise obligatoire ou facultative.

Ils appartiennent en pleine propriété au Concessionnaire pendant toute la durée du Contrat et en fin d'exploitation. Ils sont répertoriés dans le rapport annuel prévu à l'article 39.

Article 21 : La mise à disposition des biens par le Concédant et l'incorporation à l'inventaire des biens en cours d'exécution du Contrat

21.1 Mise à disposition au moment de la conclusion du Contrat

Pour permettre au Concessionnaire de remplir sa mission, le Concédant met à sa disposition l'ensemble des biens et ouvrages appartenant à la catégorie des biens de retour décrite à l'inventaire joint en annexe 14 (*Etat des lieux contradictoire, lequel comprendra un inventaire et un état des biens (retour, reprise et propres)*).

L'inventaire joint en annexe 14 (*Etat des lieux contradictoire, lequel comprendra un inventaire et un état des biens (retour, reprise et propres)*) du Contrat est également remis au Concessionnaire sous un format dématérialisé Excel.

La mise à disposition des biens est valablement constatée contradictoirement par procès-verbal de mise à disposition, signé par le Concédant, ou son représentant, et le Concessionnaire.

La mise à disposition est exécutoire à compter de la date de commencement d'exécution du Contrat.

L'inventaire des biens de retour comporte obligatoirement les mentions suivantes :

- la date de mise à disposition,
- la nature du bien (immeuble ou meuble),
- le diagnostic de l'état,
- la description explicite du bien mis à disposition,
- la valeur nette comptable des biens mis à disposition (la valeur nette comptable étant celle à la date de la mise à disposition) et la durée d'amortissement.

L'inventaire comprend également un plan parcellaire du Périmètre Délégué différenciant par des couleurs distinctes les terrains, ouvrages et installations mis à disposition de ceux qui ne le sont pas.

Le procès-verbal de mise à disposition est établi, de manière contradictoire, au plus tard dans un délai de deux (2) mois avant l'entrée en vigueur du Contrat.

Chaque partie pourra faire porter à l'inventaire contenu dans le procès-verbal toute observation qu'elle estimera nécessaire, en accord avec l'autre partie.

Le Concessionnaire accepte les biens apportés par le Concédant dans l'état où ils se trouvent, sous réserve de vices cachés et des observations portées par les parties dans le procès-verbal de mise à disposition. Il s'engage à n'exercer aucun recours à l'encontre du Concédant concernant l'état des biens, étant entendu que, dans le cas où un bien apporté par le Concédant serait garanti, il s'engage à faire bénéficier le Concessionnaire desdites garanties. Le Concessionnaire reste responsable de l'instruction d'éventuels recours contre les tiers garants. Il est précisé que le Concessionnaire ne pourra transiger au regard d'un bien de la Concession sans l'accord préalable et écrit du Concédant.

Les garanties biennale et décennale portant sur un bien dont le Concédant est propriétaire sont exclues du transfert au Concessionnaire.

Le Concessionnaire s'engage à utiliser les biens conformément à leur destination et aux stipulations du Contrat.

21.2 Incorporation en cours d'exécution du Contrat

L'annexe 14 (*Etat des lieux contradictoire, lequel comprendra un inventaire et un état des biens (retour, reprise et propres)*) sera mise à jour annuellement en cours d'exécution du Contrat afin d'y intégrer :

- Les biens de retour réalisés, fournis ou financés par le Concessionnaire en cours d'exécution du Contrat, lesquels appartiennent au Concédant dès leur acquisition ou au fur et à mesure de leur réalisation. Ils sont inscrits au bénéfice du Concédant au registre foncier lorsqu'ils sont de nature immobilière.
- Les biens de retour mis à disposition du Concessionnaire par le Concédant en cours d'exécution du Contrat. Etant précisé que toute mise à disposition d'un bien meuble ou immeuble par le Concédant au Concessionnaire en cours d'exécution de la Concession sera précédée de la signature d'un procès-verbal contradictoire établi entre les représentants des parties.
- Les biens de reprise.
- Les biens propres.

A cet effet, le Concessionnaire a l'obligation d'annexer à son rapport annuel mentionné à l'article 39, l'annexe 14 (*Etat des lieux contradictoire, lequel comprendra un inventaire et un état des biens (retour, reprise et propres)*) mise à jour de manière exhaustive.

Si aucune remarque n'est émise par le Concédant dans un délai de six (6) mois à la suite de la notification du rapport annuel, les éléments d'inventaire seront considérés comme définitifs, étant entendu que :

- les biens identifiés comme biens de retour ne pourront faire l'objet d'une incorporation qu'après accord exprès du Concédant.

De même, les biens identifiés dans un procès-verbal de mise à disposition du Concédant au Concessionnaire ne pourront faire l'objet d'aucune modification sauf accord exprès du Concédant.

L'accord exprès du Concédant devra intervenir antérieurement à la mise à jour de l'annexe 14 (*Etat des lieux contradictoire, lequel comprendra un inventaire et un état des biens (retour, reprise et propres)*) dans les conditions visées ci-avant.

- L'implantation, l'installation ou le retrait d'un bien de reprise à l'intérieur du Périmètre Délégué doit faire l'objet d'une autorisation expresse préalable du Concédant et faire l'objet

d'un procès-verbal contradictoire lorsque le bien a une valeur supérieure à cinq mille (5.000) euros. Le procès-verbal mentionne sa valeur, la date et les modalités d'amortissement retenues (i). En deçà de cinq mille (5.000 euros), l'implantation, l'installation ou le retrait d'un bien de reprise à l'intérieur du Périmètre Délégué doit faire l'objet d'une information écrite au Concédant (ii).

L'accord exprès du Concédant et l'établissement du procès-verbal (i) ou l'information de ce dernier (ii) doivent intervenir antérieurement à la mise à jour de l'annexe 14 (*Etat des lieux contradictoire, lequel comprendra un inventaire et un état des biens (retour, reprise et propres)*) dans les conditions visées ci-avant.

Les mises à jour des inventaires mentionneront notamment :

- La référence du bien dans l'inventaire : code barre et étiquette et données de géolocalisation le cas échéant.
- La date d'incorporation et l'origine des biens si ceux-ci sont incorporés par le Concessionnaire.
- La catégorie de bien (bien de retour, bien de reprise, bien propre).
- La nature du bien (immeuble ou meuble).
- Le diagnostic de l'état et description explicite du bien mis à disposition.
- La valeur nette comptable des biens incorporés (la valeur étant celle à la date d'incorporation) ainsi que leur valeur brute et la durée d'amortissement.

Les mises à jour de l'inventaire seront réalisées à la fois dans le logiciel de suivi de l'inventaire mis en place sur le Périmètre Délégué et sur tous les supports de l'inventaire, y compris dématérialisés.

Tous plans, rapports d'expertise et documents nécessaires à l'identification des biens incorporés seront annexés aux inventaires. Les modifications ainsi réalisées devront, en tout état de cause, être prises en compte par substitution de l'annexe correspondante.

A défaut de mention dans l'un des inventaires de l'annexe 14 (*Etat des lieux contradictoire, lequel comprendra un inventaire et un état des biens (retour, reprise et propres)*) d'un bien nécessaire au fonctionnement du service public, ce bien sera automatiquement considéré comme bien de retour, avec remise à titre gratuit en fin de Contrat.

Le Concédant pourra se faire remettre sur simple demande écrite, un état des inventaires actualisés sur tous ses supports.

A défaut de transmission des inventaires intégraux dans les formes et délais prescrits par le Concédant par simple lettre, le Concessionnaire s'expose aux sanctions prévues à l'article 42 (Pénalités).

En tout état, l'inventaire de l'annexe 14 (*Etat des lieux contradictoire, lequel comprendra un inventaire et un état des biens (retour, reprise et propres)*) sera remis dans son intégralité au Concédant à la fin du Contrat sous support papier et format Excel.

21.3 Déclassement et aliénation des biens de retour

Le Concessionnaire peut, après avoir recueilli les autorisations expresses, proposer d'aliéner les biens de retour qui ne seraient plus nécessaires à la Concession, à l'exception de ceux constituant une dépendance du domaine public.

Le déclassement des biens de retour est prononcé par le Concédant qui en autorise, le cas échéant, la cession, sans que le Concessionnaire ne puisse prétendre à aucune indemnisation, ni bénéficier du produit éventuel de la Cession. Dans une telle hypothèse, l'annexe 14 (*Etat des lieux contradictoire, lequel comprendra un inventaire et un état des biens (retour, reprise et propres)*) doit être mise à jour dès la réalisation de la cession.

Si ladite cession porte sur un bien de retour non entièrement amorti, alors le Concessionnaire a le droit de percevoir, dans la mesure où il a réalisé, acquis ou fourni le bien en question, une indemnité correspondant à la valeur non amortie dudit bien au jour de la cession, minorée des éventuelles subventions non-amorties et des amortissements cumulés de caducité afférent à ce bien constitués par le Concessionnaire.

En cas d'amortissements dérogatoires, la valeur retenue pour l'indemnisation sera celle de la valeur nette comptable inscrite dans les comptes du Concessionnaire, minorée des éventuelles subventions non-amorties et des amortissements cumulés de caducité afférent à ce bien constitués par le Concessionnaire.

En cas de désaccord, les parties pourront procéder à la nomination d'un expert conformément aux dispositions de l'article 55 du Contrat.

Toute sortie de bien de retour de nature mobilière devra faire l'objet d'un accord exprès du Concédant.

Les modifications ainsi réalisées devront, en tout état de cause, être prises en compte par substitution de l'annexe correspondante.

CHAPITRE IV – TRAVAUX

Article 22 : Programme Pluriannuel d'Investissements

22.1. Principes généraux

Le Concessionnaire finance et exécute, sous sa maîtrise d'ouvrage, dans les conditions et le planning prévus à l'annexe 7 (*Programme d'investissements*), le PPI mis à sa charge. Le Concessionnaire s'engage à (i) confier, directement ou par l'intermédiaire des prestataires, à des petites et moyennes entreprises, l'exécution de 3 % du montant des Travaux, (ii) réaliser des actions d'insertion, d'au minimum 5.000 heures, qui permettent l'accès ou le retour à l'emploi de personnes rencontrant des difficultés sociales et professionnelles.

Le Concessionnaire s'engage sur le coût prévisionnel des Travaux en faisant son affaire des surcoûts éventuels, sauf Force Majeure telle que prévue à l'article 16, imprévision telle que prévue à l'article 17, Cause Légitime telle que prévue à l'article 18 ou faute du Concédant ou modification telle que prévue à l'article 52.

Le coût prévisionnel des Travaux sera indexé s'agissant des travaux maritimes au TP07b, des travaux routiers au TP09 et TP01, des travaux bâtiment au BT01, des travaux réseaux au BT47, s'agissant des travaux de conception à l'ING. Le risque d'indexation desdits indices est partagé entre les Parties tel que prévu à l'annexe 20 (*Prise en charge financière de l'indexation des prestations de réalisation des Travaux*).

Le PPI se définit comme la réalisation des Travaux, tels que ces termes sont définis ci-dessous.

Les Travaux se décomposent en deux phases distinctes (ensemble « **Phases** », et prises séparément « **Phase 1** » et « **Phase 2** ») détaillées à l'annexe 7 (*Programme d'investissements*). Chaque Phase est décomposée par Opération (ci-après après les « **Opérations** »). Chaque Opération de Travaux fait l'objet d'un constat d'achèvement dans les conditions fixées à l'article 22.5.

Le montant des Travaux de la Phase 1 est égal à 41.431.527 € HT. Ce prix est ferme et forfaitaire dans les limites et conditions de l'Annexe 20 (*Prise en charge financière de l'indexation des prestations de réalisation des Travaux*).

Les Travaux de la Phase 1 sont réalisés au
31 Octobre 2027 et détaillés dans l'annexe 7 (*Programme d'investissements*).

En cas de retard d'achèvement de la Phase 1 supérieure à quatre (4) mois au regard de la date d'achèvement prévisionnelle de la Phase telle que susmentionnée, les travaux de ou des Opérations de la Phase 1 intégreront les Travaux de la Phase 2.

Les Travaux de la Phase 2 sont réalisés du 1^{er} juin 2028 au 31 décembre 2029 et détaillés dans l'annexe 7 (*Programme d'investissements*). La date de début des Travaux de la Phase 2 pourra être modifiée par le Concessionnaire en concertation avec le Concédant. Elle devra être notifiée au Concédant un mois avant la dernière date prévisionnelle de début de Travaux.

Le montant des Travaux de la Phase 2 est égal à 21.584.093 € HT Ce prix est ferme et forfaitaire dans les limites et conditions de l'annexe 20 (*Prise en charge financière de l'indexation des prestations de réalisation des Travaux*).

Les Travaux Optionnels sont constitués par l'Opération de Réhausse du Quai Cronstadt à Toulon Vielle Darse. Ces travaux font partie du PPI contractualisé à la date de signature du Contrat et du PPI réceptionné dès lors qu'ils doivent être réalisés.

Le calendrier du PPI pourra être adapté notamment à l'issue de chaque année civile dans les deux mois suivant ladite année pour tenir compte notamment :

- de la réalisation des Travaux Optionnels ;
- du calendrier des autorisations administratives ;
- du décalage des travaux de la Phase 1 vers la Phase 2 ;
- de l'évolution des projets de TPM et des communes sur lesquels se situent les Ports.

L'annexe 7 (*Programme d'investissements*) sera mis à jour en conséquence et se substituera de plein droit.

Le modèle financier et les annexes 9 (*Compte d'exploitation prévisionnel*) et 18 (*Plan de financement du PPI, incluant les principales caractéristiques du financement*) pourront être mis à jour, pour tenir compte de la mise à jour de l'annexe 7 (*Programme d'investissements*). Les mises à jour seront communiquées au Concédant pour observations éventuelles. A défaut d'observations dans les quinze (15) jours suivant leur transmission, les mises à jour seront effectuées et se substitueront de plein droit.

Par ailleurs, le Concessionnaire s'engage sur des investissements complémentaires dont la durée de vie est inférieure à la durée de la Concession (ci-après les « Investissements d'Exploitation ») pour un montant égal à 7 596 284 € HT en euros courants. Le détail de ces investissements envisagés à la date de signature du Contrat de Concession figure à titre d'exemple en annexe 22. Il sera mis à jour annuellement. Cette mise à jour sera communiquée au Concédant. L'annexe 22 se substituera de plein droit.

Les conditions de facturation et de paiement de l'éventuel surcoût d'indexation des Travaux sont précisées dans l'Annexe 20 (*Prise en charge financière de l'indexation des prestations de réalisation des Travaux*).

Les éventuels contrats de financement sont conclus sous la seule responsabilité du Concessionnaire, sans que l'existence de ces financements ne crée de droit pour le Concessionnaire à indemnisation en fin de Contrat autre que les indemnités prévues au Chapitre IX du Contrat ou au Chapitre X.

Les principales modalités du plan de financement mis en place par le Concessionnaire sont décrites à l'annexe 18 (*Plan de financement du PPI, incluant les principales caractéristiques du financement*) du Contrat.

Cette annexe présente notamment, le montant et l'échéancier prévisionnel de versement de l'ensemble des financements concourant à la réalisation du PPI (fonds propres, quasi-fonds propres, financements privés externes, amodiations long terme, etc.), ainsi que les éventuels accords de financements conclus par le Concessionnaire.

Le Concessionnaire garde, en toutes circonstances, l'entière responsabilité vis-à-vis du Concédant, de la bonne réalisation du PPI.

Si le Concessionnaire souscrit des instruments de couverture des taux, il le porte à la connaissance du Concédant par courrier recommandé avec accusé de réception. L'annexe 18 (*Plan de financement du PPI, incluant les principales caractéristiques du financement*) sera mise à jour concomitamment à la réception par le Concédant dudit courrier.

Le Concessionnaire s'oblige, s'agissant des Travaux à respecter le calendrier contractuel de réalisation du PPI joint en Annexe 7 (*Programme d'investissements*) au présent Contrat dans les conditions du présent article.

Sauf en cas de faute du Concédant ou de survenance d'un cas de force majeure, d'imprévision ou d'une cause légitime, le non-respect du calendrier contractuel entraîne l'application de pénalités dont les modalités sont prévues à l'article 42 du présent Contrat.

Le Concessionnaire s'engage à organiser autant que nécessaire des réunions de coordination avec TPM, afin que cette dernière puisse s'assurer du bon déroulement des études, des procédures administratives et des travaux.

L'information fournie à TPM dans le cadre de la réalisation des études et des travaux n'exonère pas le Concessionnaire de sa responsabilité exclusive quant à la bonne réalisation du PPI.

Le Concessionnaire ne pourra donc pas exciper d'une immixtion de TPM dans sa maîtrise d'ouvrage du fait dudit contrôle.

TPM assume, sous sa maîtrise d'ouvrage, des travaux sur les pontons du port du Lazaret. Dans l'hypothèse où ces travaux ne seraient pas achevés à la date d'entrée en vigueur de la présente concession, telle que précisée à l'article 2, TPM sera autorisée à les achever sous sa maîtrise

d'ouvrage et à ses frais sans que le Concessionnaire ne puisse s'y opposer ou porter réclamation pour une éventuelle perte d'exploitation.

TPM assure également, sous sa maîtrise d'ouvrage, des travaux sur les ports de Balaguiér, Manteau et Tamaris et des terre-plein. TPM s'engage à consulter le Concessionnaire dans un délai raisonnable, adapté à la nature des travaux en cause, avant leurs réalisations, pour déterminer le calendrier et les modalités d'exécutions desdits travaux en vue d'en limiter les conséquences pour l'exploitation des ports. Le Concessionnaire sera indemnisé des conséquences directes et indirectes (y compris financières) résultantes de la réalisation desdits travaux sur présentations de justificatifs satisfaisants dès lors que lesdits travaux ont des incidences sur l'exploitation des ports. Les délais d'exécutions qui lui sont impartis sont prolongés d'une durée égale à celle durant laquelle les travaux ont perturbé l'exécution du Contrat. Le Concessionnaire ne se voit appliquer aucune pénalité ou sanction prévue au Contrat.

22.2 Réalisation des études

Le Concessionnaire est responsable de la réalisation des études, des plans d'exécution et de l'ensemble des calculs nécessaires à la réalisation du PPI. L'ensemble de ces études est réalisé en parfaite conformité avec les règles de l'art.

Le Concessionnaire accomplit l'ensemble des études et prestations nécessaires à l'obtention de l'ensemble des autorisations administratives nécessaires à la réalisation de ce PPI, notamment l'obtention des autorisations d'urbanisme, environnementales et des autorisations au titre de la Loi sur l'eau, codifiée aux articles L.214-1 et suivants du Code de l'environnement, ainsi que les contraintes de contiguïté avec la défense nationale.

Le Concessionnaire communique à titre informatif à TPM, avant le démarrage des travaux de tout ouvrage ou groupe d'ouvrages d'une Opération, un dossier complet contenant les documents visés « bon pour exécution » relatifs à la réalisation de l'Opération. TPM disposera d'un droit de réutilisation.

Le Concessionnaire adresse à TPM la copie de l'ensemble des dossiers réglementaires (permis de construire, déclaration ou demande d'autorisation au titre du Code de l'environnement, etc.) simultanément à l'expédition ou la remise aux services instructeurs.

Le Concessionnaire assure, sous sa responsabilité, la passation et le contrôle de l'exécution de l'ensemble des contrats d'études et de prestations intellectuelles.

22.3 Réalisation des travaux

Le Concessionnaire exécute les Travaux, objets du PPI conformément à la réglementation applicable, d'origine communautaire, nationale ou locale, dans le respect des règles de l'art et des usages professionnels et des engagements ou mesures pris en faveur de l'environnement, de la santé, de la sécurité au travail et du développement social.

Le Concessionnaire assure l'information des usagers et des riverains pendant l'exécution des travaux et la communication technique et pratique sur la réalisation du PPI.

La responsabilité technique, financière, administrative et la réalisation de ces travaux est entièrement assurée par le Concessionnaire.

Le Concessionnaire fait connaître à TPM pour avis simple le nom des entreprises devant intervenir pour la réalisation des travaux, leurs capacités techniques et financières.

Durant la réalisation des travaux, le Concessionnaire adresse à TPM les rapports des bureaux de contrôle et l'informe des mesures prises pour remédier aux malfaçons détectées.

Le Concessionnaire informe sans délai TPM de tout événement dont il a connaissance susceptible d'affecter la réalisation et le bon fonctionnement des ouvrages objets du PPI.

Le Concessionnaire fait son affaire de la gestion des occupations délivrées sur le Périmètre Délégué des ports pendant la réalisation des travaux.

Il fait son affaire de toutes les réclamations et demandes indemnitaires formées, par des tiers, liées à la réalisation du PPI.

22.4 Déroulement des travaux

Le calendrier (annexe 7, *Programme des investissements*) et les modalités de déroulement des travaux sont arrêtés de façon à limiter au mieux les nuisances en résultant pour l'exploitation du service et les éventuels surcoûts pour le Concessionnaire.

Le Concessionnaire prend toutes dispositions utiles pour assurer la continuité de l'exploitation pendant la durée des travaux.

Le Concessionnaire et le Concédant se rapprocheront pour envisager tout aménagement nécessaire au Contrat en cas de travaux liés à des investissements nouveaux d'une durée supérieure à trois mois ayant un impact significatif sur l'exploitation.

22.5 Constat de l'achèvement du Programme Pluriannuel d'Investissements

Il est procédé, contradictoirement entre TPM et le Concessionnaire, au constat d'achèvement des ouvrages objets du PPI pour chaque opération de Travaux prévue à l'annexe 7 (*Programme des investissements*).

Le Concessionnaire pourra procéder à des réceptions partielles et anticipées pour chaque Opération et signer un procès-verbal de constat d'achèvement de travaux.

Des procès-verbaux de constat d'achèvement de chaque Opération sont établis contradictoirement, faisant état le cas échéant de Réserves, dans un délai de quarante-cinq (45) jours calendaires à compter de la transmission par le Concessionnaire des procès-verbaux de réception, le cas échéant de levée d'éventuelles Réserves, ainsi que des rapports d'essais dans un délai de quinze (15) jours calendaires à compter de leur établissement.

Pour l'établissement des procès-verbaux de constat d'achèvement de chaque Opération, TPM peut vérifier le respect des spécifications, des performances et des fonctionnalités ainsi que la bonne exécution des mesures prises pour tenir compte des éventuelles observations faites lors de la réception de ouvrages objets du PPI relatifs à l'Opération en cause.

TPM dispose, pour délivrer le constat d'achèvement de l'Opération et/ou émettre les Réserves Mineures ou Réserves Majeures, d'un délai de quarante-cinq (45) jours calendaires à compter de la transmission par le Concessionnaire des documents visés au paragraphe précédent. A défaut de décision notifiée dans ce délai, le constat d'achèvement de l'Opération est réputé intervenue sans Réserve.

En cas de réserve de nature à rendre les ouvrages de l'Opération impropres à leurs destinations ou qui compromettent la solidité desdits ouvrages (ci-avant et ci-après les « **Réserves Majeures** »), il n'est pas établi de constat d'achèvement de l'Opération. Un calendrier de levée des Réserves est établi contradictoirement afin qu'il puisse être procédé au constat d'achèvement de l'Opération après la levée des Réserves Majeures.

En cas d'émission par TPM uniquement de réserves de non-conformité des ouvrages de l'Opération, par rapport aux obligations contractuelles du Concessionnaire et qui ne sont pas des Réserves Majeures (ci-avant et ci-après les « **Réserves Mineures** »), il est établi un constat d'achèvement de l'Opération. Un calendrier de levée des Réserves Mineures pouvant être levées (ci-après les « **Réserves Mineures Levables** ») est établi contradictoirement, de sorte que TPM puisse en assurer le suivi. Lesdites Réserves Mineures Levables devront être levées dans un délai fixé par les Parties dans le constat d'achèvement de l'Opération qui ne peut être inférieur à trois (3) mois, sauf accord contraire des Parties. Le constat d'achèvement stipulera également le montant des indemnités devant être versées par le Concessionnaire au Concédant en cas de non-levée desdites Réserves Mineures Levables dans les délais précités.

Les Parties pourront se mettre d'accord dès le constat d'achèvement de l'Opération, ou devront se mettre d'accord postérieurement audit constat dans un délai fixé par les Parties qui ne peut être en toute hypothèse inférieure à deux (2) mois à compter du constat d'achèvement, sur un montant d'indemnisation au bénéfice de TPM en cas de Réserve Mineure ne pouvant être raisonnablement levée par le Concessionnaire (ci-après les « **Réserves Mineures Non-Levables** »). En toute hypothèse, toute Réserve Mineure non-levée dans un délai d'un (1) an à compter du constat d'achèvement sera qualifiée de Réserve Mineure Non-Levable.

Le montant de l'indemnisation en cas de non-levée d'une Réserve Mineure Levable, ou d'une Réserve Mineure Non-Levable, sera fixé par les Parties eu égard au(x) préjudice(s) direct(s) et certains subi(s) par TPM dans la limite de plafond de six pourcent (6 %) du montant de l'Opération concernée du PPI, mentionné à l'article 42 du Contrat.

Une fois qu'il est procédé à la levée des Réserves Mineures de l'Opération, et au paiement indemnitaire susmentionné, les Parties signent un procès-verbal des Réserves Mineures levées et/ou des Réserves Mineures Non-Levables de l'Opération.

A compter du constat d'achèvement de l'Opération, les biens concernés intègrent la catégorie des biens de retour et sont portés à l'inventaire figurant en annexe 4.

Le Concessionnaire doit fournir à TPM, dans un délai de trois (3) mois après le constat d'achèvement de chaque Opération, l'ensemble des documents nécessaires à la bonne connaissance des ouvrages, installations, systèmes, équipements et matériels réalisés, ainsi qu'à leur exploitation et maintenance, et notamment le dossier des ouvrages exécutés et le dossier des interventions ultérieures sur les ouvrages.

La non-fourniture de ces documents dans le délai prévu par le Contrat pourra entraîner l'application de pénalités suivant les modalités prévues à l'article 42.

Article 23 : Gros entretien et renouvellement à la charge du Concessionnaire

Article 23.1 Travaux de gros entretien et de renouvellement des biens

En sus du PPI, le Concessionnaire assure, à ses frais et sous sa maîtrise d'ouvrage, l'ensemble des grosses réparations, renouvellement des infrastructures portuaires ainsi que les travaux de mise en conformité réglementaire.

Ces travaux sont réalisés de sorte que les équipements concédés puissent :

- Répondre aux exigences de sécurité, d'hygiène, environnementales, d'accessibilité et de continuité du service, ainsi que de performance d'exploitation et de qualité de services.

- Être remis au Concédant à l'expiration du Contrat en bon état d'entretien et de fonctionnement.

L'annexe 6 (*Plan d'entretien et de maintenance des biens*) devra préciser le programme de gros entretiens sur, notamment, les actifs suivants :

- Digue
- Terre-pleins
- Quai
- Pontons pour plaisance privée
- Pontons pour navires à passagers situés dans le Périmètre Délégué
- Traitement éventuel des posidonies
- Chaîne-mère et chaîne-fille pour mouillages

Ces interventions sont définies en concertation avec le Concédant pour limiter la gêne dans l'exploitation du service concédé. Le Concessionnaire ne peut vis-à-vis du Concédant prétendre à aucune indemnité en raison de la privation de l'utilisation des biens concernés durant la réalisation de ces travaux.

A cet égard, il appartient au Concessionnaire :

- de s'assurer que les biens et équipements objets du service concédé restent aux normes pendant toute la durée du Contrat,
- d'informer, sans délai, le Concédant des dysfonctionnements des biens nécessitant des travaux relevant de la compétence du Concédant, conformément au présent article,
- de prendre toute mesure conservatoire nécessaire à écarter tout danger pour les biens et les personnes ou toute atteinte à l'environnement,
- d'alerter le Concédant, sans délai, de tout dysfonctionnement des biens et équipements, susceptibles de constituer un danger pour les biens et les personnes ou pour l'environnement.

Un compte de gros entretien et de renouvellement (GER) est ouvert et tenu par le Concessionnaire.

Est inscrit sur ce compte :

- en crédit, les recettes du poste GER hors taxes pour un montant minimum à celui prévu au compte d'exploitation prévisionnel objet de l'annexe 9 (*Compte d'exploitation prévisionnel*) ainsi que les éventuelles recettes liées à la valorisation des biens démolis,
- au débit, des coûts internes du Concessionnaire et les décaissements réels ayant trait aux prestations et travaux de gros entretien et de renouvellement effectués. Les coûts internes seront dûment justifiés et sont limités aux seuls coûts salariaux exposés pour les opérations de GER nets de toute marge et ce au vu des informations salariales communiquées par le Concessionnaire au titre du rapport prévu à l'article 39.

Il est convenu que l'indexation des coûts GER fera l'objet d'un paiement direct par le Concédant dans les trente (30) jours qui suivent l'achèvement de l'opération de GER dès lors que cette indexation dépasse l'indexation des tarifs. Les indices utilisés sont pour les travaux GER maritime le TP07b, pour les travaux GER dragage, le TP06a, pour les travaux

GER bâtementaire le BT50, pour les travaux GER routiers le TP08, pour les travaux GER réseaux le BT01 et le BT50.

Le Concessionnaire établit et transmet au Concédant un récapitulatif des travaux qu'il a réalisés au titre des travaux de grosses réparations et de renouvellement, en précisant la nature et le montant. Le Concédant pourra, sur simple demande, exiger la production d'une copie des justificatifs comptables.

Ce document, précisant également les interventions prévues en année N+1, est joint au rapport annuel prévu à l'article 39.

Le Plan de GER fera l'objet d'une revue annuelle avec TPM pour l'adapter notamment en fonction de la réalisation effective des investissements et des besoins en termes d'infrastructure. Cette mise à jour induira une substitution de plein droit de l'annexe 6 (*Plan d'entretien et de maintenance des biens*).

Au terme normal ou anticipé du Contrat, l'intégralité du solde excédentaire du compte revient, dans un délai d'un (01) mois, au Concédant.

A sa demande, le Concédant est tenu informé par le Concessionnaire des résultats de ces consultations.

Le Concessionnaire assume, à ses frais, risques et périls, toutes les charges et prérogatives liées à sa qualité de maître d'ouvrage, sauf force majeure telle que prévue à l'article 16, imprévision telle que prévue à l'article 17, cause légitime telle que prévue à l'article 18 ou faute du Concédant.

Le Concessionnaire envoie au Concédant copie de l'ensemble des dossiers réglementaires (permis de construire, déclarations et demandes d'autorisations au titre du Code de l'environnement, etc.) simultanément à l'expédition ou à la remise au service instructeur.

A sa demande, le Concédant peut demander communication des études et projets et peut émettre, s'il le souhaite, des observations sur ces documents dans un délai d'un (01) mois à compter de la réception.

Le Concédant n'assure aucune prestation de gros entretien et de renouvellement.

Article 23.2 Entretien des profondeurs

Principes généraux

Le Concessionnaire assure et finance l'ensemble des opérations (études et travaux) de dragage d'entretien du port (extraction, valorisation et/ou mise en dépôt des matériaux).

Ainsi, l'entretien des profondeurs dans les bassins, dans les chenaux d'accès aux ports et aux ouvrages d'accostage est à la seule charge du Concessionnaire. Il lui appartient d'obtenir les autorisations nécessaires à ces opérations et de faire réaliser l'ensemble des études, contrôles, analyses et investigations préalables aux travaux de dragage, dont il transmettra les résultats à TPM dès réception.

Sans que sa responsabilité puisse être recherchée dans ce cadre, TPM s'oblige à faciliter les démarches et actions menées par le Concessionnaire à cette fin.

Le Concessionnaire transmet l'ensemble des comptes-rendus d'exécution aux services de police de l'eau et aux autres autorités compétentes, ainsi qu'une copie de ces envois à TPM.

Fixation des objectifs d'exploitation

Le Concessionnaire assure annuellement la surveillance bathymétrique au sein des emprises portuaires administratives.

Au plus tard en juin de l'année N-1, le Concessionnaire informe TPM, par tous moyens, des opérations d'entretien des profondeurs à réaliser au cours de l'année suivante et propose une date de réunion de concertation afin d'établir précisément le calendrier de réalisation des opérations. La concertation aura lieu entre le 15 juin et le 15 septembre de chaque année d'exploitation des ports.

Le dragage des ports aux fins d'entretien des profondeurs est organisé de façon à minimiser l'impact sur l'exploitation et sur l'environnement. Il vise à maintenir dans tous les ports les cotes d'exploitation normales qui permettent les mouvements de navire en toute sécurité. Il est ainsi exigé que les fonds bathymétriques de l'ensemble des ports garantissent un tirant d'eau permettant la manœuvrabilité des différents bateaux dont les emplacements auront été définis dans les plans de mouillage.

Ainsi, dès l'entrée en vigueur du présent Contrat, le Concessionnaire établit, en concertation avec les usagers du port, la capitainerie et les services de TPM, un tableau fixant les cotes d'exploitation (cotes minimales à garantir) et les cotes de dragage sur les différentes zones portuaires. Il sera accompagné des plans nécessaires à sa bonne compréhension, et d'une évaluation prévisionnelle des coûts annuels d'entretien correspondants.

Ce tableau sera soumis pour validation à TPM dans les trois (03) mois suivant l'entrée en vigueur du présent Contrat.

Information de TPM

Le Concessionnaire transmet systématiquement copie à TPM :

- Des marchés de dragage ;
- De chaque bon de commande ;
- Du détail des quantités extraites par zone portuaire, pour chaque marché et après chaque campagne.

Sauvegarde des ouvrages

Les dragages devront également être assurés, conformément au respect des tirants d'eau adaptés aux plans de mouillage, de sorte qu'ils ne déstabilisent pas et ne mettent pas en péril l'intégrité des quais et des infrastructures avoisinantes.

Le Concessionnaire est entièrement responsable des conséquences d'un éventuel sur-dragage sur les ouvrages d'infrastructures dont la cote maximum de dragage est fixée par conception.

En cas d'incident, il supporte la charge financière de remise en état de l'ouvrage endommagé.

Mise à terre de produits de dragage dans le cadre d'opérations d'investissement

TPM, ou des tiers désignés par TPM, sont susceptibles d'avoir besoin, pour couvrir leurs besoins en remblais liés aux opérations d'investissement à leur charge dans les différents ports, de procéder à la mise à terre de sables issus des dragages.

TPM, ou des tiers désignés par TPM, pourront alors demander au Concessionnaire de prévoir, dans le cadre des dragages d'entretien, la mise à terre des produits du dragage afin qu'ils puissent être réutilisés par eux.

Les études techniques et les études spécifiques nécessaires à la conduite des procédures administratives et les procédures réglementaires nécessaires à ces travaux seront menées par TPM ou des tiers désignés par TPM, sous leur responsabilité.

TPM ou les tiers désignés par TPM s'engagent à financer la part du surcoût correspondant à la mise à terre. Les modalités de réalisation de ces opérations seront précisées au cas par cas entre TPM, les tiers désignés par TPM, et le Concessionnaire.

Valorisation des produits de dragage

Si les matériaux de dragage sont de bonne qualité, susceptibles d'être valorisés, le Concessionnaire est autorisé à engager les études relatives aux modalités d'une valorisation. Il se chargera de l'obtention de toutes les autorisations nécessaires à la mise en œuvre d'un projet qu'il aura retenu.

Le Concessionnaire privilégie, dans la mesure du possible au regard notamment des règles applicables en matière de concurrence, la vente des produits de dragage.

Article 24 : Travaux d'entretien et de maintenance

Les travaux d'entretien et de maintenance sont tous à la charge du Concessionnaire.

Les travaux d'entretien et de maintenance du Concessionnaire comprennent toutes les réparations courantes et les opérations permettant d'assurer le maintien en état de bon fonctionnement de l'exploitation des biens inclus dans le Périmètre Délégué du Contrat, jusqu'au moment où leur vétusté ou une défaillance rend nécessaire des travaux de grosses réparations ou de renouvellement.

Le Concessionnaire assure une maintenance préventive sur l'ensemble de ces biens afin de limiter la maintenance curative.

La maintenance est « préventive » ou « corrective » conformément à la norme NF EN 13306 X 60-319 - 2001, déclinée en 5 niveaux selon la norme FDX 60-600 - 2002:

- « Préventive » : exécutée à intervalles prédéterminés ou selon des critères prescrits et

destinés à réduire la probabilité de défaillance ou la dégradation du fonctionnement d'un bien. La maintenance préventive comprend la maintenance conditionnelle, prévisionnelle et systématique.

- « Corrective » exécutée après détection d'une panne et destinée à remettre un bien dans l'état dans lequel il peut accomplir une fonction requise.

Les travaux d'entretien et de réparations courantes comprennent, en outre, les opérations de nettoyage permettant de garantir l'hygiène et la propreté des installations et de leurs abords (notamment équipements techniques, génie civil, bâtiments, pannes pontons, grues, voiries, réseaux, clôtures, informatique, électricité, automatismes).

Les opérations d'entretien ont principalement pour objet :

- de maintenir aux biens un aspect visuel extérieur satisfaisant ;
- de maintenir un environnement agréable en entretenant convenablement les abords des bâtiments et des autres installations (notamment plantations, espaces verts) ;
- d'éliminer tous les déchets produits par le fonctionnement du service sur l'ensemble du Périmètre Délégué ;
- d'éviter les risques de nuisances pour le voisinage et d'atteinte à l'environnement qui peuvent résulter du fonctionnement des installations, dans le cadre des obligations légales et réglementaires ;
- le remplacement ou la réparation des installations détériorées ou disparues ;
- le curage des réseaux.

Le Concessionnaire s'engage :

- à assurer les obligations réglementaires relatives à la sécurité, à l'entretien et à la maintenance des biens mobiliers et immobiliers du Périmètre Délégué ;
- à respecter les préconisations d'entretien et de maintenance préventive établies par les fabricants de matériels et matériaux ;
- à respecter les notices de fonctionnement des matériels ;
- à prendre en charge les contrôles techniques réglementaires et la levée des réserves.

Le Concessionnaire s'engage à réaliser les 3 objectifs suivants :

1. Au terme de la Concession, a minima le montant total prévu pour la durée de la Concession ;
2. Au terme de la Concession, au moins 80% du montant total prévu pour chaque niveau de maintenance (1 à 5 de la norme NFX60-000) ;
3. A mi-terme de la Concession, au moins 20% du montant cumulé prévu pour chaque niveau de maintenance (1 à 5 de la norme NFX60-000).

La norme NF EN 13306 X 60-319 « terminologie de la maintenance » constitue la base de détermination de l'état des biens et l'organisation de leur maintenance.

En complément de l'article 4.2.2.3.e de la norme FDX 60-600-2002, le futur concessionnaire établira la programmation et la GMAO sur la base de la méthode VSC.

Le Concessionnaire doit disposer sur place ou grâce à des contrats avec des entreprises extérieures et sous sa responsabilité, du personnel nécessaire pour lui permettre de faire face à ses obligations en matière de petites réparations journalières, de réparations de moyenne importance et de maintenance de niveau 1.

De façon générale, le Concessionnaire souscrira les contrats nécessaires pour satisfaire à ses obligations de maintenance et d'entretien.

Une analyse des constats issus de vérifications sera reportée dans le rapport annuel prévu à l'article 39.

Un cahier de maintenance et d'intervention des entreprises extérieures sera tenu à jour par le Concessionnaire.

A l'occasion du rapport annuel prévu à l'article 39, le Concessionnaire intègre dans les interventions le détail des dépenses réalisées pour l'année N au titre des opérations de maintenance et d'entretien.

Le Concédant n'assure aucune prestation d'entretien et de maintenance.

Le non-respect des obligations fixées par le présent article donnera lieu au paiement de pénalités prévu à l'article 42.

Article 25 : Contrôle et exécution des travaux

Le Concédant dispose d'un droit de contrôle sur tous les travaux dont il n'est pas lui-même chargé. Ce droit comporte la communication des projets d'exécution sur lesquels le Concédant donne son avis sans qu'il puisse en résulter une quelconque modification des obligations et responsabilités de ce dernier.

Il aura en outre le droit de suivre l'exécution des travaux et en conséquence aura libre accès aux chantiers, sous réserve d'avoir préalablement défini avec le Concessionnaire la date de sa visite et du respect des règles définies par le Concessionnaire, ou qu'il a fait définir, pour préserver la sécurité des personnes travaillant sur le chantier et pour éviter tout dommage ou retard dans la réalisation des ouvrages du PPI.

L'ensemble des contrôles réglementaires liés aux biens et équipements sont à la charge exclusive du Concessionnaire. A cette fin, le Concessionnaire souscrira les contrats nécessaires auprès d'organismes de contrôle afin de s'assurer de la conformité des bâtiments et équipements au vu des obligations réglementaires relatives tout particulièrement à la sécurité.

Le Concédant se réserve le droit de faire procéder par son propre personnel, ou tout prestataire désigné par lui, au contrôle de maintenance et du renouvellement des biens délégués.

A cet effet, le Concessionnaire prête son concours aux agents du Concédant ou à ceux de l'organisme qui l'assiste en leur facilitant l'accomplissement de leur mission et en leur fournissant tous les documents nécessaires.

Le contrôle exercé par le Concédant n'a pas pour effet de dégager le Concessionnaire de ses obligations et responsabilités au titre de la mise en œuvre des opérations de travaux, de maintenance et d'entretien.

Faute pour le Concessionnaire de réaliser dans le temps et/ou totalement les travaux de réaménagement et de renouvellement prévus à l'annexe 7 (*Programme des investissements*) ainsi que ceux d'entretien des ouvrages, équipements et installations, le Concédant appliquera les pénalités prévues à l'article 42.

En outre, le Concedant peut faire procéder, aux frais et risques et périls du Concessionnaire, à l'exécution d'office des travaux nécessaires après mise en demeure restée sans effet dans un délai raisonnable et adapté aux causes de la mise en demeure fixée par le Concedant mais ne pouvant, sauf urgence justifiée, être inférieur à dix (10) jours.

CHAPITRE V – EXPLOITATION

Article 26 : Principes généraux

Le Concessionnaire assure la gestion des activités objets du service concédé dans le respect de la stratégie et des objectifs énoncés à l'article 1, à savoir, notamment :

- une gestion portuaire performante aux plans technique, service et commercial,
- la promotion et le développement des ports (animation et dynamisation des activités nautiques notamment),
- le renforcement de l'offre de services et le positionnement sur les nouvelles dynamiques de la plaisance, en lien avec les professionnels et les prestataires nautiques,
- le renforcement de la place des ports comme pôles économiques pour TPM,
- le renforcement de la notoriété des ports de TPM à l'échelle méditerranéenne,
- la mise en place d'une concertation et d'une collaboration efficiente et continue avec l'ensemble des acteurs des ports, notamment avec le Comité Local des Usagers Permanent des Infrastructures Portuaires de Plaisance (CLUPIPP), avec lequel deux réunions *a minima* par an devront être organisées,
- une gestion pouvant être contrôlée de façon efficiente par le Concedant.

Le Concessionnaire est tenu de garantir tout au long du présent Contrat :

- la continuité des activités attachées au service public concédé,
- de garantir le respect du principe d'égalité des usagers du service public, et à ce titre, d'appliquer strictement les tarifs et redevances propres à chaque catégorie d'usagers,
- d'affecter à la gestion des activités attachées au service public les moyens techniques et personnels suffisants pour garantir la satisfaction et la sécurité des usagers,
- de façon générale, la bonne exécution de l'ensemble des missions qui lui sont confiées.

En cas d'interruption fautive de la gestion, exploitation des ports, le Concessionnaire s'expose au paiement de pénalités dans les conditions prévues à l'article 42.

Article 27 : Gestion domaniale du plan d'eau

Les autorisations d'occupation privative des postes à flot font obligatoirement l'objet d'un contrat écrit avec tout occupant, quelle que soit sa qualité, établi conformément, selon la durée du titre, au modèle objet de l'annexe 12 A (*Modèle de contrat de poste*).

Elles sont attribuées par la commission d'attribution en respect des règlements particuliers de police objets de l'annexe 8 (*Règlements particuliers de police des ports de plaisance relevant*

de la compétence de TPM) du présent Contrat et conformément à l'annexe 11 (*Protocole d'attribution sur liste d'attente*) relative au protocole d'attribution sur liste d'attente et à l'annexe 19 (*Plan de mouillage et d'affectation par site des bassins*) relative au plan d'affectation du plan d'eau.

La rédaction, la passation des contrats d'occupation et leur gestion sont à la charge et sous la responsabilité du Concessionnaire.

A la date de notification du présent Contrat, le Concessionnaire proposera aux usagers des ports un contrat d'occupation de poste à flot établi conformément au modèle de l'annexe 12 A (*Modèle de contrat de poste*).

A la date de notification du présent Contrat, le Concédant communique au Concessionnaire la liste d'attente tenue par le concessionnaire sortant.

Les différentes catégories d'autorisations privatives des postes à flot figurent en annexe 12 A (*Modèle de contrat de poste*).

Le Concessionnaire assure en outre la gestion de la mise à disposition des postes à flot pour les usagers en escale de courte ou de longue durée, conformément au règlement particulier de police.

Le Concessionnaire doit veiller au respect, par les occupants des obligations résultant des contrats d'occupation dont ils sont titulaires, notamment quant aux assurances couvrant la responsabilité au titre des emplacements occupés.

Les conditions de cession, de résiliation ou de prolongation des autorisations sont fixées en annexe 11 (*Protocole d'attribution sur liste d'attente*) au présent Contrat.

Les autorisations d'occupation privative du plan d'eau ne sont pas constitutives de droits réels.

Tout navire séjournant dans le port doit être maintenu en bon état d'entretien, de flottabilité et de sécurité. Il ne doit pas gêner l'exploitation du port, ni être susceptible de causer des dommages aux ouvrages du port ou aux autres navires. Les agents du Concessionnaire doivent pouvoir à tout moment requérir le propriétaire du navire ou le cas échéant l'équipage ou la personne chargée de son entretien, qui doit être capable, dans un délai de deux (2) heures, de se rendre sur le port et d'effectuer toutes les manœuvres qui peuvent lui être ordonnées.

Sauf nécessité liée à l'exploitation ou urgence, tout déplacement ou toute manœuvre effectuée à la requête du bureau du port ou de la Capitainerie fera l'objet d'un préavis de 24 heures, notifié à l'adresse du propriétaire et apposé en même temps sur le navire. Si le propriétaire fait gardiennier son navire, le gardien est prévenu dans les mêmes conditions que le propriétaire et est requis en ses lieux et place.

Si les agents du Concessionnaire constatent qu'un navire est en état manifeste d'abandon ou d'absence d'entretien, ils pourront le faire évacuer sur ordre hors du domaine portuaire après mise en demeure adressée par simple lettre RAR, au propriétaire ou au gardien désigné par lui, s'ils sont identifiables, et ceci à, ses frais, risques et périls.

Il pourra ici être fait application par les agents de la police du port des dispositions légales et réglementaires en la matière, permettant la déchéance des droits de propriété et l'intervention d'office aux frais et risques du propriétaire.

Article 28 : Gestion domaniale des terre-pleins et des quais

Le Concessionnaire est autorisé à accorder à des tiers au présent Contrat, des autorisations d'occupation temporaire privatives des dépendances bâties ou non bâties des terre-pleins du Périmètre Délégué et ce, dans les conditions prescrites par le Code général de la propriété des personnes publiques et notamment ses articles L.2122-1-1 et suivants, le Code des transports et les règlements particuliers de police objets de l'annexe 8 (*Règlements particuliers de police des ports de plaisance relevant de la compétence de TPM*).

Toute occupation privative du terre-plein fait obligatoirement l'objet d'un contrat écrit avec l'occupant conformément au modèle visé en annexe 12-B (*Modèle d'AOT – terre plein*). Ces contrats seront transmis pour information à TPM. Les occupations privatives d'une durée supérieure à un an nécessiteront l'accord préalable et écrit du Concédant. Le Concessionnaire adressera au Concédant le projet de contrat deux (2) mois minimum, sauf tout autre délai fixé conjointement par les Parties, avant la date de signature envisagée. En cas de silence de TPM à l'issue dudit délai, TPM est réputée avoir donné son accord préalable au Concessionnaire.

Hormis les autorisations mentionnées à l'article 8 et visées à l'annexe 12 – C (*AOT déjà signées*), toute délivrance par le Concessionnaire d'un titre d'occupation du domaine public en vue de l'exercice d'une activité économique donne lieu à l'organisation d'une procédure de publicité et de mise en concurrence dans les conditions prévues par les articles L. 2122-1-1 et suivants du Code général de la propriété des personnes publiques.

Les activités objets des titres d'occupation doivent être de nature à contribuer à l'animation et au développement des ports.

Les autorisations d'occupation temporaire peuvent être assorties de droits réels si cela est mentionné expressément dans l'autorisation d'occupation temporaire.

Les autorisations d'occupation temporaires constitutives de droits réels peuvent être consenties uniquement si les investissements prévus par le demandeur le justifient. La durée retenue pour les autorisations sera proportionnelle au montant des investissements portés par le demandeur et permettra une rémunération équitable et suffisante des capitaux investis, tel que prévu à l'article L2122-2 du Code général de la propriété des personnes publiques.

Le Concessionnaire proposera au Concédant, pour approbation, une grille de lecture simple et permettant d'établir une durée en fonction du montant des investissements portés par le demandeur et de l'équitable rémunération dont bénéficiera ce dernier.

Les tarifs d'occupation font l'objet de l'annexe 10 (*Tarifications spécifiques et mesures visant à accompagner le développement d'activités*). Cette annexe précise les tarifs préférentiels des autorisations délivrées à certaines associations à but non lucratif qui concourent à la satisfaction de l'intérêt général tel que prévu à l'article 2125-1 du Code général de la propriété des personnes publiques.

La convention d'occupation temporaire doit notamment comprendre les clauses contractuelles suivantes :

- précisant la nature de l'activité autorisée,
- précisant que les titulaires sont redevables de tous impôts et taxes liés à la jouissance des lieux occupés,

- interdisant au titulaire de céder leurs droits et/ou de sous-louer les terrains et bâtiments confiés au Concessionnaire sans la signature d'un avenant à la convention initiale, soumise aux mêmes règles que son approbation,
- imposant le respect des demandes de TPM en matière de développement durable,
- imposant, sauf accord contraire entre les Parties, une remise en état des emprises au terme de l'occupation sur demande du Concédant et aux frais du titulaire,
- imposant la faculté pour le Concédant de pouvoir se substituer au Concessionnaire ou co-contractant du titulaire au terme anticipé du présent Contrat,
- fixant, sauf accord contraire entre les Parties, une durée ne pouvant excéder celle du présent Contrat.

De manière générale, le Concessionnaire doit veiller au respect par les occupants des obligations résultant des conventions d'autorisation d'occupation temporaire dont ils sont titulaires, notamment quant à la propreté, la sécurité, le respect de l'affectation et les assurances couvrant leur responsabilité au titre des emplacements occupés, de leur personnel et de leur activité.

Si l'une des conditions susvisées n'est pas respectée, le Concessionnaire assume l'entière responsabilité des conséquences en découlant, y compris sur les plans pénal et financier. En cas de conclusion de telles conventions en méconnaissance des dispositions du Code général de la propriété des personnes publiques et notamment de ses articles L.2122-1 et suivants, le Concessionnaire s'expose au paiement de pénalités prévues à l'article 42.

Le Concédant accepte que, dès lors qu'un manquement du Concessionnaire résulte d'un manquement d'un bénéficiaire d'une convention d'occupation temporaire du domaine public, seules les pénalités figurant expressément dans cette convention peuvent être appliquées par le Concédant au Concessionnaire.

Le Concédant accepte également de renoncer à exercer toute action en responsabilité à l'égard du Concessionnaire uniquement pour des préjudices résultant d'un manquement du bénéficiaire de la convention d'occupation temporaire du domaine public, à condition que l'obligation contractuelle non-respectée par le bénéficiaire ne soit pas stipulée dans le présent contrat, et que la convention d'occupation temporaire ait été conclue avant la date d'entrée en vigueur dudit contrat.

A l'occasion du rapport annuel prévu à l'article 39, le Concessionnaire communiquera la liste actualisée des conventions d'autorisation d'occupation temporaire mentionnant les informations suivantes :

- le titulaire de l'autorisation,
- la date de début et de fin de l'autorisation,
- les surfaces occupées (m2),
- l'activité exercée sur l'emprise occupée,
- le montant de la redevance d'occupation et les modalités de révision.

Article 29 : Promotion et animation du Port et des activités associées

La promotion et l'animation des ports est à la charge du Concessionnaire, et doit permettre le développement de leur attractivité, leur notoriété et leur fréquentation. Les ports sont un atout majeur pour TPM, un levier touristique et économique.

Le Concessionnaire assure notamment la mise en réseau et l'animation des ports avec les partenaires locaux et nationaux (professionnels du tourisme et du nautisme, autres ports, clubs nautiques, associations de plaisanciers etc.).

Il participe également à la valorisation du patrimoine maritime présent dans les ports, par la mise en scène des bateaux et la mise en œuvre d'actions de valorisation spécifiques, tel que cela est prévu à l'annexe 3 (*Projet de développement global et par sites*) du Contrat.

L'ensemble des charges et produits afférents à l'exercice des missions d'animation sont inscrits dans le budget et dans la comptabilité du présent Contrat.

Article 30 : Services rendus aux usagers

La fourniture de fluides, l'accueil des usagers, le WIFI, la veille VHF, ainsi que la surveillance des amarres constituent des services intégrés dans la redevance d'occupation (hormis pour Carré du Port – Vieille Darse faisant l'objet d'une redevance spécifique), conformément au descriptif spécifique à chaque port figurant en annexe 3 (*Projet de développement global et par sites*).

Les autres services pourront faire l'objet d'une facturation distincte.

Le Concessionnaire dispose de la faculté, de façon accessoire et connexe, de mettre en place d'autres services visant à améliorer qualitativement l'offre des services auprès des usagers.

Le Concessionnaire met les usagers en mesure d'exprimer par écrit, par téléphone (par exemple, par une ligne dédiée), par voie électronique et auprès d'un agent habilité à le représenter, leurs réclamations et/ou observations sur les services rendus par le Concessionnaire. Les moyens ainsi offerts sont portés à la connaissance des usagers.

Le Concessionnaire assure le suivi de ses réclamations et observations et les suites qui y sont données. Il les communique au Concédant au moins une fois par trimestre.

Une méthode professionnelle de suivi qualité sera ainsi mise en place par le concessionnaire, lui permettant de faire régulièrement le point avec TPM sur le suivi des indicateurs qualité. Un groupe de travail sera spécifiquement monté pour gérer le suivi de la qualité et des réclamations. Il se réunira a minima 2 fois par an, à la fois pour traiter les réclamations mais aussi mettre en place les actions adaptées. Ce groupe de travail définira préalablement les indicateurs de suivi de la qualité et un tableau de bord de suivi ces indicateurs sera mis en place, à la fois pour organiser un suivi précis et pouvoir tirer des enseignements pertinents le cas échéant, dans les conditions prévues par l'article 52 du Contrat.

Article 31 : Conditions générales d'exploitation

Par une information constante et en coordination avec le Concédant, en sa qualité d'autorité portuaire, le Concessionnaire fait respecter les conditions d'exploitation issues, plus particulièrement, des règlements particuliers de police, objets de l'annexe 8 (*Règlements particuliers de police des ports de plaisance relevant de la compétence de TPM*), ainsi que toute réglementation notamment en matière de sécurité et de protection environnementale.

Les consignes sont portées à la connaissance de chaque usager et du public par voie d'affichage en capitainerie et autres locaux des ports ouverts au public ainsi que sur le site Internet des ports. Le site internet, commun pour l'ensemble des ports concédés au Concessionnaire, reprendra, sur des pages webs distinctes, les informations propres à chaque port. Le site sera également interfacé avec celui de TPM pour les ports gérés en régie directe.

Le Concessionnaire assure l'exploitation continue du service public concédé.

Le Concessionnaire établit en coordination avec TPM les horaires d'ouverture des capitaineries qui ne peuvent avoir pour effet d'interdire ou de restreindre l'accès aux ports de certaines catégories d'usagers.

D'une manière générale, le Concessionnaire prend sous sa responsabilité toutes mesures d'exploitation qui s'imposent pour assurer la sécurité et le bon fonctionnement des ouvrages délégués grâce à une surveillance permanente en vue d'assurer la continuité du service public et de prévenir les accidents.

Dans ce cadre, il assure notamment :

- un contrôle de l'exploitation des ports, avec permanence de surveillance des installations portuaires et liaisons téléphoniques dans les conditions prévues en annexe 3 (*Projet de développement global et par sites*) du Contrat,
- la transmission de la communication des renseignements météorologiques et des informations relatives à la navigation,
- la distribution d'eau et d'électricité, wifi et connexion numérique rapide dans les conditions prévues en annexe 3 (*Projet de développement global et par sites*) du Contrat,
- les installations nécessaires au respect des prescriptions environnementales et réglementaires, notamment celles pour la collecte et le traitement des résidus d'huile et plus largement des eaux dites grises et noires et pour la réception des déchets ménagers et assimilés dans les conditions prévues en annexe 3 (*Projet de développement global et par sites*) du Contrat,
- la mise en place et l'entretien des équipements et matériels de sauvetage,
- l'exploitation des sanitaires à disposition des usagers.

Le Concessionnaire demeure entièrement responsable du plan d'eau, à l'intérieur du Périmètre Délégué.

Le Concessionnaire informe le Concédant de tout danger ou anomalie grave dont il a connaissance et qui serait de nature à entraver la poursuite de l'exploitation des ports, à menacer la sécurité ou la sûreté des ports et de ses usagers et à présenter un risque sérieux pour l'environnement ou la santé. Il assure la coordination avec les services de la gendarmerie maritime et les pompiers.

En cas de danger imminent, une demande de suspension immédiate des activités doit accompagner cette information.

Pour l'exercice des missions des services de l'Etat, le Concessionnaire garantit l'accès de leurs agents ainsi que les personnes agissant pour leur compte aux installations portuaires déléguées dans le respect de la réglementation et des procédures en vigueur dans le Périmètre Délégué.

Article 32 : Respect des normes environnementales

Le Concédant entend faire des ports de TPM des ports durables, exemplaires sur le plan environnemental. L'objectif poursuivi sera de faire des ports de plaisance de la rade de Toulon un exemple en Méditerranée.

A cette fin, le Concessionnaire s'engage, *a minima*, à respecter les normes environnementales dans le Périmètre Délégué, à limiter les impacts environnementaux des investissements projetés dans le PPI et à obtenir les certifications visées ci-après.

Il assure la surveillance et la prévention de pollution et contribue, sous la responsabilité du Concédant et les autres administrations compétentes, à la lutte contre la pollution, pour cela il s'équipera durant la première année du Contrat des matériels et matériaux nécessaires pour assurer dans la mesure du possible une lutte efficace la pollution.

Il est tenu de surveiller l'état sanitaire du plan d'eau dans la limite du Périmètre Délégué qui doit répondre aux prescriptions de la réglementation en vigueur.

Il est tenu de prendre toutes les mesures nécessaires pour éviter la pollution du plan d'eau, notamment par le rejet de déchets de quelque nature que ce soit ou de liquides insalubres comme les hydrocarbures.

Il assure au moins une (01) fois par an le nettoyage du fond du plan d'eau, et réalise au moins deux fois par an une analyse de la qualité des eaux.

En outre, le Concessionnaire s'engage, dans le cadre de la gestion du présent Contrat, à obtenir ou conserver des labellisations :

- Le label Pavillon Bleu des Ports ;
- Certification Port Propres Actifs en biodiversité ;
- Et tout autre labellisation qu'il jugera pertinente (Gold Anchor ...).
- Certification ISO 14001.

En outre, le Concessionnaire s'engage à obtenir dans le cadre de constructions nouvelles l'une des certifications environnementales suivantes pour les bâtiments dont la surface est strictement supérieure à 100m² :

- « NF Ouvrage Démarche Haute Qualité Environnemental (HQE) ».
- Label Bâtiment Durables Méditerranéens (bronze), pour chaque bâtiment de l'Opération, dans un délai d'un an à compter de la délivrance du constat d'achèvement de l'Opération concernée.

A défaut d'obtenir l'un des labels mentionnés ci-avant, le Concessionnaire se verra appliquer les pénalités prévues en article 42 ci-après.

Tout au long de l'exécution du présent Contrat, le Concessionnaire veille à assurer les obligations qui sont mises à sa charge dans le respect de l'environnement.

Dans le cadre de la réalisation des travaux mis à sa charge mais également dans le cadre de sa mission de gestion des activités portuaires, le Concessionnaire prend à ses frais et risques les dispositions nécessaires pour réduire, dans toute la mesure du possible, toute pollution de l'air ou de l'eau, ainsi que les gênes imposées aux usagers, aux personnels et aux voisins, notamment celles qui peuvent être causées par les difficultés d'accès, le bruit des engins, les vibrations, les

fumées, les poussières. Il doit rechercher une conception qui favorise le développement de la biodiversité dans les ports et qui réduise au maximum la consommation en ressources.

Pour assurer ses obligations en terme environnemental, le candidat s'engage à mettre en œuvre les mesures prévues à l'annexe 13 (*Principes et actions relatifs au développement durable*) au présent Contrat.

CHAPITRE VI – REGIME DU PERSONNEL

Article 33 : Reprise du personnel de l'ancien Concessionnaire et des ports gérés en régie

A la date d'entrée en vigueur du présent Contrat, le Concessionnaire reprend le personnel du précédent concessionnaire ainsi que celui de TPM affecté à l'exploitation des ports gérés en régie et intégré dans le Périmètre Délégué, conformément à l'article L.1224-1 du Code du travail, et dont la liste figure en annexe 5 (*Liste du personnel et organigramme*) du présent Contrat. Les éventuels personnels des sous-concessionnaires et sous-traitants précédemment affectés à une emprise portuaire ne seront pas repris par le Concessionnaire.

Le Concessionnaire informe le Concédant des modalités de reprise du personnel conformément à l'article L.1224-1 du Code du travail.

Les modalités de reprise du personnel sont détaillées en annexe 21 (*Principaux termes et conditions du protocole tripartite à conclure entre le Concédant, le Concessionnaire et l'ancien concessionnaire*).

Les provisions sociales, notamment celles relatives aux congés et aux indemnités de départ à la retraite constituées par l'ancien concessionnaire ou devant être constituées par le Concessionnaire sont transférées comptablement et en termes de trésorerie de l'ancien concessionnaire au Concessionnaire, le Concédant s'en portant garant envers le Concessionnaire.

Article 34 : Gestion du personnel

Le Concessionnaire respecte les orientations et les préconisations relatives au devenir du personnel, à sa formation, et plus généralement, toute prescription en matière de gestion de ressources humaines prévue par le Code du travail.

Le Concessionnaire met en permanence à la disposition des activités du service public délégué, le personnel nécessaire en nombre, qualité et qualification afin d'être en mesure de réaliser les missions qui lui sont confiées par le Contrat.

A la date d'entrée en vigueur du Contrat, l'organisation du personnel est définie en annexe 5 (*Liste du personnel et organigramme*).

Le personnel est entièrement à la charge et sous la responsabilité du Concessionnaire qui exécute, conformément à la législation en vigueur, toutes les opérations de gestion du personnel.

A compter de la date d'entrée en vigueur du présent Contrat, le Concessionnaire communique au Concédant toute modification apportée aux conventions collectives et accords collectifs applicables au personnel affecté au service concédé.

Un tableau du personnel faisant apparaître les grades, qualifications, ancienneté et rémunération est transmise annuellement au Concédant dans le cadre du rapport annuel prévu à l'article 39, ainsi qu'au terme du présent Contrat.

Dans le cadre de ce rapport, le Concessionnaire informe également le Concédant de sa politique de gestion du personnel et des modalités de mise à disposition du personnel, le cas échéant, entre structures du Concessionnaire (société mère et filiale).

Il définit et communique au Concédant la politique qu'il envisage de conduire et le ou les systèmes de management qu'il s'engage à mettre en place en matière de santé et de sécurité au travail et de développement social.

Le Concessionnaire remet à TPM, sur simple demande, la liste des personnels affectés au service (avec mention du temps de travail de chacun) et la masse salariale globale affectée aux ports.

Tous ces documents seront considérés comme communicables aux candidats dans le cadre d'une nouvelle mise en concurrence du service public pour quelques raisons que ce soit dans la limite des informations communicables en application de la loi.

Les contrats de travail des salariés du Concessionnaire sont consultables par TPM à tout moment sur demande écrite dans les conditions prévues par la loi.

Dans le rapport annuel du Concessionnaire, sont précisées les éventuelles modifications apportées en matière de convention collective, ainsi que d'éventuels accords d'entreprise et/ou de groupe. Dans ce rapport, sont tenus à jour : la liste des personnels affectés au service (avec mention du temps de travail de chacun et type de contrat) ; la masse salariale globale affectée aux ports.

Tout recours au travail intérimaire pour quelque motif que ce soit par le Concessionnaire ne donnera pas lieu à une quelconque révision des conditions tarifaires.

Toute infraction au Code du travail donnera lieu au paiement de pénalités dans les conditions prévues à l'article 42.

Le Concessionnaire veillera, lors des recrutements de personnels, à favoriser l'insertion des personnes sans emploi, rencontrant des difficultés sociales et professionnelles particulières.

CHAPITRE VII – REGIME FINANCIER

Article 35 : Rémunération du Concessionnaire

En contrepartie des missions qui lui sont confiées par le Contrat, à ses risques et périls, le Concessionnaire est autorisé à percevoir pour son compte, auprès des usagers, l'ensemble des produits tirés de l'exploitation des ports, à savoir, notamment :

- les redevances liées à la gestion domaniale,
- les recettes provenant des services offerts aux usagers,
- toute autre recette issue de prestations accessoires ou connexes au service concédé.

Ces ressources sont réputées permettre au Concessionnaire d'assurer l'équilibre financier du Contrat, ainsi que sa juste rémunération.

La part de risque transférée au Concessionnaire implique une réelle exposition aux aléas de la concession, toute perte potentielle supportée par le Concessionnaire n'étant pas purement nominale ou négligeable.

Le Concessionnaire ne peut prétendre à aucune subvention d'exploitation de la part du Concédant au titre du présent Contrat.

Le Concessionnaire mettra en revanche tout en œuvre pour répondre aux différents appels à manifestation d'intérêts susceptibles de contribuer au financement des investissements. Le Concessionnaire informera le Concédant des démarches entreprises, des contacts établis et de l'avancée de l'instruction des dossiers déposés. Le Concédant accompagne et soutient les démarches du Concessionnaire pour répondre aux différents appels à manifestation d'intérêts susceptibles de contribuer au financement des investissements.

Article 36 : Recettes du service

36.1 Recettes perçues par le Concessionnaire

Le Concessionnaire perçoit auprès des usagers :

- Les redevances attachées aux autorisations d'occupation temporaire du domaine public.
- Les recettes pour services rendus aux usagers.
- Les droits de port.

Le montant et les modalités d'évolution des redevances sur la durée contractuelle sont définis à l'annexe 10 (*Tarififications spécifiques et mesures visant à accompagner le développement d'activités*).

Le Concessionnaire s'engage sur une évolution annuelle globale des tarifs telle que détaillée en annexe 10 (*Tarififications spécifiques et mesures visant à accompagner le développement d'activités*). Il pourra proposer en accord avec TPM et si les dispositions légales et réglementaires le lui permettent des tarifs différenciés entre métropolitains et non métropolitains.

Conformément aux dispositions des articles R.5321-11 à R.5321-15 du Code des transports, le Concessionnaire doit fournir au premier trimestre de chaque année à TPM des perspectives de

l'évolution des tarifs portuaires, qui sera le reflet de sa stratégie de développement des activités portuaires.

L'évolution des tarifs doit refléter une stratégie commerciale et, en cas d'augmentation, correspondre à une évolution des services proposés ou du positionnement commercial du Concessionnaire. Si le Concédant refuse l'évolution des tarifs telle que prévue à l'annexe 10 (*Tarifications spécifiques et mesures visant à accompagner le développement d'activités*), les parties se rencontrent afin d'envisager les modalités de maintenir une neutralité financière pour le Concessionnaire du fait du refus du Concédant. A défaut d'accord sur lesdites modalités dans les trois (03) mois, le Concédant indemniserait le Concessionnaire des conséquences de sa décision de refus en raison des obligations de service public supportées sur le Concessionnaire.

Toutes modifications, tant des redevances que des conditions de révision telles que prévues à cette annexe 10 (*Tarifications spécifiques et mesures visant à accompagner le développement d'activités*) et, éventuellement proposées par le Concessionnaire, sont soumises avant leur application, à l'avis du conseil portuaire, et à la formalisation d'un avenant au présent Contrat.

D'autres recettes peuvent éventuellement être perçues par le Concessionnaire et, plus particulièrement, les subventions ou les produits de sponsoring ou de partenariat au titre de l'organisation de manifestations nautiques et festives ainsi que des recettes se rattachant à des prestations accessoires et connexes au service concédé telles que visées à l'article 6.

Ces recettes sont également incluses, en totalité, dans les recettes d'exploitation du Contrat.

36.2 Révision des tarifs

Les tarifs sont révisés annuellement au 1^{er} janvier de chaque année, sauf délibération contraire de TPM, selon la formule de révision suivante :

$$T_{n+1} = T_n \times (85\% \times IPC_n / IPC_{n-1} + 15\% \times IPPI_n / IPPI_{n-1})$$

Avec :

T_n = tarifs de l'année n au 01/01.

T_{n+1} = tarifs de l'année n+1 au 01/01.

IPC_n = Indice des Prix à la Consommation hors tabac pour la France métropolitaine (Identifiant 001764305) connu pour la décision du Conseil Portuaire, à savoir août de l'année n.

IPC_{n-1} = Indice des Prix à la Consommation hors tabac pour la France métropolitaine (Identifiant 001764305) connu pour la décision du Conseil Portuaire, à savoir août de l'année n-1.

$IPPI_n$: Indice de prix de production de l'industrie française pour le marché français – CPF 35.11 et 35.14 – Electricité vendue aux entreprises consommatrices finales, connu pour la décision du Conseil Portuaire, à savoir juillet de l'année n-1. (Identifiant 010534769).

$IPPI_{n-1}$: Indice de prix de production de l'industrie française pour le marché français – CPF 35.11 et 35.14 – Electricité vendue aux entreprises consommatrices finales, (Identifiant 010534769) connu en juillet de l'année n-1.

En cas de délibération contraire de TPM concernant la formule de révision de tarif susmentionnée, TPM indemnise le Concessionnaire à l'euro, l'euro de la révision annuelle des tarifs.

Dans le cas où l'un des indices retenus dans la formule de révision n'est plus publié, le Concessionnaire a l'obligation d'en informer dans les plus brefs délais TPM et formule des propositions d'indices de substitution accompagnées d'un mémoire technique. Après la révision des tarifs au 01/01/24, en cas de volatilité de l'indice IPPI au-delà de 10% (à la hausse ou à la baisse), il sera appliqué l'indice IPC en lieu et place dudit indice.

Le Concessionnaire et TPM se mettent d'accord, par simple échange de lettres recommandées avec accusé de réception, sur son remplacement par un paramètre équivalent correspondant sensiblement au même élément du prix de revient. Ce nouvel indice prend effet dans un délai d'un (01) mois à partir de la date à laquelle TPM a été informée par le Concessionnaire, sauf en cas de refus de celui-ci signifié au Concessionnaire dans le même délai et justifié par des observations motivées.

Le Concessionnaire peut décider, parce qu'il l'estime judicieux commercialement, de ne pas appliquer d'indexation à tout ou partie des tarifs ou de ne l'appliquer que partiellement. Le Concessionnaire n'a droit à aucune indemnisation au titre des conséquences de la décision de non-indexation ou d'indexation partielle.

Toute évolution tarifaire qui ne s'exercerait pas conformément au Contrat est irrégulière sauf délibération contraire de TPM prise après avis du conseil portuaire sur proposition du Concessionnaire.

36.3 Facturation

Le Concessionnaire fait son affaire de la facturation des prix des prestations, des redevances et droits de port dues par les usagers et titulaires de droits d'occupation. Il demeure seul responsable du recouvrement de ces sommes.

Le Concessionnaire conserve les factures adressées à chaque usager pendant la durée légale conformément aux dispositions de l'article L.123-22 du Code du commerce.

Le Concessionnaire s'engage sur un montant plafond des frais de siège qui seront facturés à la société Concessionnaire Ce montant, exprimé en % du chiffre d'affaires est fixé à huit 8%, étant précisé que les frais de siège correspondent aux missions de gestion commerciale et de prestations administratives assurées par les associés du Concessionnaire ou les affiliés des associés ayant conclu des contrats de prestations avec le Concessionnaire.

Article 37 : Redevance versée par le Concessionnaire

En contrepartie de l'occupation du Périmètre Délégué, qui appartient au domaine public, le Concessionnaire versera au Concédant :

- Un droit d'entrée d'un montant estimatif de 2 500 000 €.

Ce droit d'entrée correspond à l'encours des financements de l'ancien concessionnaire ayant financés les biens de retour repris par le Concédant et mis à disposition du Concessionnaire, tels qu'ils résultent du bilan de clôture de l'ancienne concession.

Le montant estimatif du droit d'entrée pourra être ajusté par le Concédant en fonction des éléments du bilan de clôture de l'ancienne concession. Le montant définitif sera dès lors notifié par le Concédant au Concessionnaire.

Le droit d'entrée sera payé par le Concessionnaire au Concédant à la date la plus tardive (i) dans un délai de 30 jours à compter de ladite notification et (ii) dans un délai de 30 jours à compter de la date d'entrée en vigueur du Contrat.

Les parties se rencontrent pour examiner les modalités éventuelles de compensation afin d'assurer la neutralité financière du droit d'entrée.

Une redevance annuelle : cette dernière est composée d'une part fixe et d'une part variable. Elle est assujettie à la TVA pour ces deux composantes.

37.1 Part fixe de la redevance

La part fixe de la redevance est d'un montant annuel de 95 000 € H.T.

Elle sera versée par le Concessionnaire une fois par an, sur émission d'un titre de recettes par le Concédant au cours du second semestre de l'année considérée.

La part fixe est révisable annuellement, au 1er janvier de chaque année, par application de la formule suivante :

$$RF_n = RF_o * (IRL_n / IRL_o)$$

Où

- RF_n est le montant de la part fixe révisé de l'année n ,
- RF_o est le montant initial de la part fixe (valeur mois Mo),
- IRL_n est la dernière valeur connue de l'indice de référence des loyers publié trimestriellement par l'INSEE au 1er janvier de l'année n ,
- IRL_o est la dernière valeur connue de l'indice de référence des loyers publié trimestriellement par l'INSEE au mois Mo .

Le mois Mo est le mois de janvier 2023.

La première révision interviendra au 1er janvier 2024.

37.2 Part variable de la redevance

La part variable de la redevance est calculée chaque année sur la base du chiffre d'affaires issu du compte de résultat de la concession tel qu'il apparaît au rapport annuel visé à l'article 39.

Elle est égale à 0,25% du chiffre d'affaires.

Pour le versement de cette redevance, le Concessionnaire transmettra les éléments justifiant son calcul au travers du compte rendu financier annuel portant sur l'exercice précédent.

La redevance due au titre d'une année N sera versée au Concédant au plus tard un mois après le dépôt du rapport annuel prévu à l'article 39, et en toute hypothèse avant le 1er octobre de l'année N+1.

Le Concédant émettra un titre de recettes pour son recouvrement.

Article 37.3 Clause d'intéressement

Si le résultat net après impôts cumulé est positif et supérieur à celui prévu aux états financiers annuels comptables pour une année donnée, alors les deux tiers de la différence positive entre le résultat net réalisé de l'année considérée et son résultat net prévisionnel tel qu'il ressort de l'annexe 9 (*Compte d'exploitation prévisionnel*), éventuellement mise à jour, seront payés au Concédant. L'allocation des 2/3 des excédents sera versée au Concédant pour moitié dans les huit (8) mois suivant la clôture de l'exercice considéré et l'autre moitié sera affectée à un compte de trésorerie dédié pour développer des travaux ou des services liés au développement durable.

Article 38 : Impôts et taxes

Tous les impôts et taxes, existants ou à venir, établis par l'Etat, les collectivités territoriales ou les établissements publics, y compris les impôts relatifs aux immeubles (en ce compris la taxe foncière applicable aux terres-pleins et au plan d'eau), ayant trait à l'activité et à l'ensemble des biens objet du présent Contrat, sont à la charge exclusive du Concessionnaire.

Si le Concédant est le redevable légal et/ou direct, il refacture au Concessionnaire le montant des impôts et taxes. Il en sera notamment ainsi pour la taxe de séjour, directement payée par TPM.

La taxe d'enlèvement des ordures ménagères (TEOM) est prise en charge par le Concessionnaire.

CHAPITRE VIII – CONTROLE ET SANCTIONS

Article 39 : Rapport annuel

39.1 Dispositions générales

En application des articles L. 3131-1 et suivants et R. 3131-2 et suivants du Code de la commande publique, le Concessionnaire transmet au Concédant chaque année, (i) par port et (ii) de manière consolidée sur la totalité du Périmètre Délégué, avant le 1^{er} juin, un rapport comprenant :

- une analyse de la qualité du service,
- un compte-rendu technique,
- un compte-rendu financier.

Le rapport annuel est transmis sur un support physique électronique (Excel).

Les informations transmises doivent être exploitables par le Concédant (données non protégées, format modifiable).

39.2 Contenu du rapport

Le rapport annuel est établi comme suit :

Une synthèse indiquant *a minima* les éléments suivants :

- date de remise du rapport,
- rappel des principales caractéristiques du Concessionnaire : société, dirigeant, composition du capital, etc.
- rappel des principales données contractuelles : négociations contractuelles en cours, subdélégations en cours, principaux contrats de sous-traitance,
- principales données économiques de l'exercice par activités (sous forme de tableaux présentant notamment les données suivantes : nombre d'utilisateurs par catégorie, nombre de passages en escale, suivi du *turnover*, évolution des profils de clients, etc.),
- principales données financières de l'exercice au regard de l'exercice précédent (chiffre d'affaires, montant des charges, résultat d'exploitation, résultat net),
- principaux investissements réalisés au cours de l'exercice,
- autres éléments à la libre appréciation du Concessionnaire.

Analyse de la qualité de service, port par port :

- liste des actions d'animation et de promotion mises en œuvre par le Concessionnaire,
- compte-rendu et relevés de décision de la commission d'attribution des postes annuels,
- présentation des démarche(s) qualité mise(s) en œuvre sur les ports pendant l'année pour l'amélioration de la satisfaction des usagers,
- nombre de réclamations enregistrées et traitées faisant mention des dates de réclamation, des délais de réponse, du destinataire de la réclamation (Concédant ou Concessionnaire), de la

nature de la demande (en substance), de la nature de la réponse apportée (le tout sous forme de tableau),

- résultat des enquêtes de satisfaction réalisées annuellement auprès des usagers sur les ports,
- arrêt/suspension de l'activité des ports auprès des usagers : nature de l'arrêt/suspension et cause, justification apportée par le Concessionnaire, mesures préventives et correctives apportées,
- pénalités : état des pénalités versées au Concédant pour non-respect des clauses du Contrat.

Compte-rendu technique, port par port :

- une liste détaillée des travaux de renouvellement et de grosses réparations réalisées pendant l'exercice, et en indiquant de façon précise l'état d'avancement du Programme Pluriannuel d'Investissements des ports de plaisance (Annexe 7, *Programme des investissements*),
- nombre d'agents affectés à l'exécution du Contrat (en ETP) et volume du recours à l'intérim et à la sous-traitance (en ETP),
- programme de formation réalisé sur l'année N et envisagé sur l'année N+1 ainsi qu'un organigramme à jour,
- état sur le personnel indiquant : la qualification de chaque personnel, son statut, son ancienneté,
- état des contentieux en cours,
- l'inventaire mis à jour des biens prévu à l'annexe 14 (*Etat des lieux contradictoire, lequel comprendra un inventaire et un état des biens (retour, reprise et propres)*),
- plan de mouillage actualisé,
- plan de maintenance : nombre d'opérations réalisées, nature, fréquence et montants,
- note retraçant les actions menées par le Concessionnaire au titre du développement durable et de la protection de l'environnement, notamment en lien avec les indicateurs environnementaux des labels souhaités ou obtenus,
- liste des contrats et autorisations d'occupation temporaire des terre-pleins reprenant les informations visées aux articles 27 et 38,
- état récapitulatif par entreprise le montant et la nature des prestations confiées à des tiers,
- autre éléments à la discrétion du Concessionnaire.

Compte-rendu financier, port par port :

- déclaration annuelle des données sociales (DADS) du Concessionnaire,
- comptes sociaux ainsi que leurs annexes,
- les rapports généraux et spéciaux des commissaires aux comptes pour l'exercice écoulé,
- soldes intermédiaires de gestion,
- compte d'exploitation conforme au modèle prévu à l'annexe 9 (*Compte d'exploitation prévisionnel*),
- budget prévisionnel de l'année en cours,
- état du compte GER,

- état des provisions constatées et justifications de ces provisions,
- attestations d'assurance du Concessionnaire.

Article 40 : Tableau de bord périodique

Au plus tard, le 20 du mois suivant le terme d'un trimestre de l'année civile, le Concessionnaire remet au Concédant un tableau de synthèse des données suivantes :

- indicateurs d'exploitation,
- indicateurs de commercialisation,
- indicateurs d'investissements,
- indicateurs de gestion,
- un comparatif du chiffre d'affaires à date par comparaison avec le prévisionnel objet de l'annexe 9 (*Compte d'exploitation prévisionnel*).

Par ailleurs, une situation comptable et de trésorerie trimestrielle sera communiquée du Concessionnaire au Concédant les 1^{er} mars et 1^{er} septembre de chaque année.

Article 41 : Contrôle du Concédant

Le Concédant a un pouvoir de contrôle étendu sur l'exécution des missions par le Concessionnaire, dans le respect de l'autonomie de gestion de ce dernier.

Le Concédant peut demander au Concessionnaire, dans un délai qu'il fixe, des informations complémentaires sur le rapport annuel, tous les comptes rendus et documents annexes prévus au titre du présent Contrat ou toute autre donnée utile à l'exercice de son contrôle.

La non-production des documents visés par le présent Contrat dans les délais fixés, peut être sanctionnée dans les conditions prévues à l'article 42 ci-après.

Le Concédant peut avoir recours à des organismes de contrôle extérieurs, choisis par ses soins. Les procédures de contrôle sont alors définies de manière indépendante par ces derniers.

Toutes les personnes accréditées à cet effet par le Concédant peuvent se rendre sur place et se faire présenter toutes les pièces nécessaires à leur contrôle.

Elles peuvent procéder à toutes vérifications utiles, pour s'assurer que les biens confiés au Concessionnaire sont exploités et entretenus dans les conditions du présent Contrat et que les intérêts contractuels du Concédant sont sauvegardés.

Le Concessionnaire devra notamment prêter son concours à TPM, dans le cadre des obligations du Contrat et l'assister dans ses relations avec les organismes et administrations en lui apportant les informations qu'il estimera nécessaires.

TPM a le droit de contrôler les renseignements donnés dans le rapport annuel prévu à l'article 39. A cet effet, un représentant habilité peut procéder sur place et sur pièces à toute vérification utile pour s'assurer du fonctionnement du service dans les conditions du Contrat et prendre connaissance de tous documents techniques, comptables et autres nécessaires à l'accomplissement de leur mission, notamment :

- Audit sur les contrats de sous-traitance ;
- Enquêtes de satisfaction auprès des usagers ;

- Audit « client mystère » ;
- Vérification de consommation énergétique (eau, électricité) entretien technique types, etc.

Le Concessionnaire facilite l'accomplissement du contrôle. A cet effet, il doit notamment :

- Autoriser à tout moment l'accès des installations du service délégué aux personnes mandatées par TPM ;
- Justifier auprès de TPM des informations qu'il aura fournies, notamment dans le cadre du rapport annuel, par la production de tout document technique ou comptable utile se rapportant directement au Contrat ;
- Désigner un ou plusieurs représentants compétents pour répondre aux questions posées par TPM.

Article 42 : Pénalités

En cas de manquement du Concessionnaire à ses obligations contractuelles ne résultant pas d'un cas de force majeure, d'un cas d'imprévision, d'une cause légitime ou d'une faute du Concédant, les pénalités visées ci-après peuvent être appliquées sans préjudice s'il y a lieu, des sanctions prévues à l'article 43.

Ces pénalités sont libératoires de toute demande de dommages et intérêts de TPM.

Les pénalités sont non cumulables entre elles pour un même fait générateur ; dans une telle hypothèse, seule la pénalité la plus importante pourra être appliquée par le Concédant.

Manquement	Pénalités
En cas d'interruption fautive de gestion d'un ou plusieurs ports supérieure à deux (02) heures consécutives.	1.500 € par jour calendaire, sans qu'il soit besoin d'une mise en demeure préalable. Toute interruption de deux heures consécutives par jour, sur une période de 24 heures, donne lieu à application de la pénalité.
Retard, non réalisation (partielle ou totale) d'une Opération prévue au PPI à échéance convenue	1/3000 ^{ème} du montant de l'Opération en cause, par jour calendaire de retard et par Opération, ce dans la limite de 6 % du montant de l'Opération concernée. du PPI.
Manquements aux dispositions du Code général de la propriété des personnes publiques lors de la délivrance d'autorisation d'occupation du domaine public	10.000 € par convention délivrée illégalement, après mise en demeure par le Concédant de justifier les modalités de délivrance de l'autorisation restée infructueuse dans un délai de trente (30) jours ouvrés.

Non-délivrance d'un document exigé par l'article 22 au titre du constat de la réalisation du PPI	500 € par jour ouvré et par document manquant.
Non-respect des obligations relatives à l'entretien ou la maintenance des biens sur la base d'un constat établi en présence du Concessionnaire et après une mise en demeure restée sans effet à l'issue d'un délai de 10 jours, réduit à 5 jours en cas d'urgence	500 € par jour ouvré et par manquement avéré
Pénalité pour retard dans la production, non production ou production non conforme des documents visés par le Contrat après une mise en demeure restée sans effet à l'issue d'un délai de 5 jours	500€ par jour ouvré de retard
Non-respect des prescriptions du règlement particulier de police des ports	1500 € par infraction constatée
Non-respect des tarifications spécifiques et des gratuités prévues à l'annexe 10 (<i>Tarifications spécifiques et mesures visant à accompagner le développement d'activités</i>) du Contrat	5000 € par infraction constatée
Non-respect des principes d'égalité des usagers devant le service public, de laïcité et de neutralité du service public.	500 € par infraction constatée
Pénalité pour inaction dans la mise en œuvre du projet de développement et d'animation du port (tel que prévu à l'annexe 3, <i>Projet de développement global et par sites</i> du Contrat) après une mise en demeure restée sans effet à l'issue d'un délai de 15 jours ouvrés.	Jusqu'à 40.000 € par an
Non-respect des règles particulières du protocole d'attribution sur liste d'attente (annexe 11, <i>Protocole d'attribution sur liste d'attente</i> du Contrat)	5.000 € par infraction constatée
Non-respect de l'obtention de l'un des labels visés à l'article 32 dans les délais impartis	50.000 € par label non obtenu
Pénalité pour infraction au titre de la réglementation du travail dissimulé en application des articles 8221-3 à 8221-5 après mise en demeure restée infructueuse à l'issue d'un délai maximum de 15 jours.	10.000 € par infraction constatée

Les pénalités sont décidées et calculées trimestriellement par le Concédant et sont payées par le Concessionnaire dans un délai de trente (30) jours à compter de la réception du titre de recettes correspondant.

Les pénalités sont plafonnées annuellement à un montant cumulé égal à quatre-vingt mille euros (80.000 €) et sont plafonnées à cent cinquante mille euros (150.000 €) sur cinq (5) années, à l'exclusion des pénalités pour « retard, non réalisation (partielle ou totale) d'une Opération prévue au PPI à échéance convenue » faisant l'objet d'un plafond distinct.

Article 43 : Mise en régie provisoire

En cas de faute grave du Concessionnaire, notamment si la sécurité publique ou la protection de l'environnement viennent à être compromises ou si le service n'est exécuté que partiellement, et après une mise en demeure restée sans effet à l'issue d'un délai de 15 jours, le Concédant peut mettre le service délégué en régie provisoire, aux frais du Concessionnaire, selon les modalités suivantes. Le Concessionnaire rembourse le Concédant du montant de la prestation initiale mise en régie augmenté au maximum de 20% du fait de l'intervention d'un nouveau prestataire et des frais supportés par le Concédant pour la mise en œuvre de la procédure. Le surcoût maximum de 20% ne peut être en toute hypothèse supérieur à cinq cent mille euros (500.000 €) sur la durée du Contrat.

Dans ce cas, le Concédant se substitue, ou substitue toute personne désignée, dans les droits et obligations du Concessionnaire. Aucune des pénalités prévues à l'article 42 du Contrat n'est applicable au Concessionnaire pendant la période de mise en régie provisoire.

L'utilisation des ouvrages par le Concédant ou l'exploitant qu'il a subrogé au Concessionnaire, est précédée d'un état des lieux contradictoire, duquel découlent les responsabilités respectives des parties. Il en est de même à la fin de la régie provisoire.

Dans l'hypothèse où la cause ayant généré la mise en régie provisoire disparaît du fait de la diligence du Concessionnaire, ce dernier est autorisé à reprendre l'exploitation du service et bénéficie à nouveau de tous les droits attachés au présent Contrat.

Les frais supportés par le Concédant pour la mise en œuvre de la procédure, sont immédiatement exigibles auprès du Concessionnaire, sous réserve de la transmission des justificatifs des frais de mise en régie provisoire effectivement supportés par le Concédant.

Dès lors que la mise en régie provisoire du service délégué est poursuivie pendant plus de six (6) mois consécutifs, le Contrat est résilié dans les conditions de l'article 46.

CHAPITRE IX – FIN DU CONTRAT

Article 44 : Dispositions générales

44.1 Faits générateurs

Le Contrat prend fin :

- à l'expiration de sa durée normale, telle que définie à l'article 2,
- en cas de résiliation pour faute, en application de l'article 46,
- en cas de résiliation pour motif d'intérêt général en application de l'article 47,

- en cas de résiliation pour bouleversement définitif de l'économie du Contrat en application de l'article 48,
- en cas de force majeure, en application de l'article 49,
- en cas de résiliation rendue nécessaire suite à un refus de délivrance, à une suspension ou à un retrait d'autorisation administrative en application de l'article 53.2.

Le Concédant ou le nouveau concessionnaire se trouve subrogé dans les droits du Concessionnaire à la date de fin du Contrat.

44.2 Continuité du service

Au terme du Contrat ou tout autre cas de fin anticipée, TPM, ou le nouvel exploitant, est subrogé dans les droits et obligations du Concessionnaire concernant le service délégué sauf (i) pour les factures émises par le Concessionnaire sous l'empire de son Contrat et (ii) les éventuels emprunts en cours.

Dans les douze (12) mois qui précèdent la fin normale du Contrat et immédiatement en cas de décision de résiliation, le Concédant peut prendre toute mesure nécessaire pour faciliter le passage progressif de l'ancien au nouveau régime d'exploitation, sous réserve de ne pas affecter la bonne exécution du service jusqu'à la fin effective du Contrat.

Aussi, à l'occasion d'une éventuelle remise en concurrence de l'exploitation du service délégué, le Concédant peut organiser une ou plusieurs visites des installations afin de permettre aux candidats d'en acquérir une connaissance suffisante garantissant une égalité de traitement.

Le Concédant se réserve la faculté de réunir les représentants du Concessionnaire ainsi que, le cas échéant, ceux du nouvel exploitant pour organiser au mieux le transfert de l'exploitation du service, et notamment pour permettre au Concessionnaire d'exposer les principales consignes et modes opératoire à suivre pour le fonctionnement des ouvrages, équipements et installations.

Le Concessionnaire communique au Concédant une liste nominative des personnels susceptibles d'être repris par le Concédant ou le futur exploitant. Cette liste mentionne les informations prévues à l'article 34. Le Concessionnaire communique également à TPM la liste de tous les contrats d'approvisionnement, de fournitures, de location ou de services (électricité, téléphone, matériel d'exploitation, etc.) qui détaille les éléments principaux de chaque contrat (objet, fournisseur, conditions financières) afin de permettre à TPM ou au nouvel exploitant d'en obtenir le transfert ou la résiliation à la suite de la fin du Contrat.

Douze (12) mois avant le terme normal du Contrat, et immédiatement en cas de décision de résiliation, le Concessionnaire s'engage à ne procéder à aucun recrutement ni modification importante de la situation du personnel sans l'accord préalable du Concédant.

De plus, le Concessionnaire sera également tenu de remettre à TPM son fichier client et de reverser à TPM les recettes perçues au titre des tarifs acquittés par les usagers de toute nature, et non consommés à l'échéance du Contrat (produits constatés d'avance).

Article 45 : Echéance normale du Contrat

Au terme normal du Contrat, le Concessionnaire sera tenu de remettre sans indemnité les ouvrages, installations, matériels et mobiliers mis à sa disposition par le Concédant et plus largement, toutes les installations relevant du Périmètre Délégué dans un bon état d'entretien et de fonctionnement dans les conditions fixées par l'article 51.

Jusqu'à la fin du Contrat, le Concessionnaire aura assumé les obligations d'entretien, de maintenance et de renouvellement des matériels, équipements, mobiliers et plus largement de tous les biens.

Au terme du Contrat, le Concédant ou le nouvel exploitant, est subrogé dans les droits et obligations, du Concessionnaire concernant le service concédé sauf pour les factures émises par le Concessionnaire et éventuels contrats d'emprunts.

La trésorerie constituée au titre des provisions sociales est transférée au Concédant dans le cadre du bilan de clôture.

Article 46 : Déchéance

Le Concessionnaire encourra la déchéance en cas de faute d'une particulière gravité. La particulière gravité de la faute sera constatée par l'inexécution persistante d'une ou de plusieurs obligations contractuelles et / ou réglementaires et / ou par un comportement fautif du Concessionnaire compromettant la poursuite du Contrat dans des conditions normales.

Conformément à la jurisprudence en vigueur, il pourra notamment s'agir des cas où :

- le Concessionnaire méconnaît systématiquement les termes du Contrat,
- le Concessionnaire n'exécute pas, de manière répétée ou durable ses obligations contractuelles résultant du Contrat,
- le Concessionnaire refuse d'obéir aux injonctions et aux mises en demeure du Concédant,
- le Concessionnaire abandonne ou interrompt volontairement l'exécution du service,
- le Concessionnaire refuse de s'acquitter des obligations financières (entre autres taxes, redevances et amendes) stipulées dans le Contrat dans les délais prescrits,
- le Concessionnaire n'a pas repris ses activités après une mise en régie éventuelle,
- la mise en régie du service délégué perdure au-delà de six (6) mois consécutifs,
- en l'absence de démarrage des Travaux de la Phase 1 ou des Travaux de la Phase 2 figurant en annexe 7 (*Programme d'investissements*), au plus tard à la date tombant douze (12) mois suivant la date prévisionnelle de démarrage desdits travaux, le cas échéant mis à jour conformément à l'article 22, ou
- s'il apparaît que la date effective d'achèvement des Travaux de la Phase 2 interviendra douze (12) mois en retard au regard de la date contractuelle d'achèvement des Travaux de la Phase 2, telle qu'elle est notifiée dans les conditions de l'alinéa 9 de l'Article 22.1 pour une raison autre qu'un retard dû à un cas de Cause Légitime.

Lorsque le Concédant considère que les conditions de la déchéance sont réunies, il envoie au Concessionnaire une mise en demeure, par lettre recommandée avec accusé de réception, de remédier au(x) manquement(s) constaté(s) dans un délai de deux mois minimum à compter de la réception de la mise en demeure par le Concessionnaire.

La déchéance peut être prononcée si le Concessionnaire ne s'est pas conformé à ses obligations dans le délai qui lui est imparti dans la mise en demeure.

Le Concessionnaire déchu ne percevra aucune indemnité, à l'exception, toutefois, du versement par le Concédant au Concessionnaire d'une indemnité égale à (sans double comptage) :

- (a) la valeur nette comptable des biens de retour : (i) de chaque Opération tel que ce terme est défini à l'article 22-1 et le cas échéant du GER immobilisé de chaque Opération, (ii) des Investissements d'Exploitation tel que ce terme est défini à l'article 22-1 ainsi que la valeur nette comptable du droit d'entrée visé à l'article 37 , et si la résiliation intervient avant la date d'achèvement de chaque Opération, l'ensemble des dépenses engagées à cette date concourant à la réalisation de l'Opération concernée ;
- (b) la valeur nette comptable de biens de reprise que le Concédant décide de reprendre ;
- (c) la valeur de la TVA éventuelle à reverser au Trésor Public ;
- (d) les frais et les coûts liés à la résiliation anticipée des instruments de financement souscrits par le Concessionnaire (tels que définis en annexe 18 (*Plan de financement du PPI, incluant les principales caractéristiques du financement*)), en ce compris :
 - (i) la soulte de résiliation des instruments de couverture de taux liés aux instruments de dette ou des coûts de rupture du taux fixe y afférents (si la résiliation des instruments de couverture ou de taux fixe se traduit par une soulte positive ou un gain, celle-ci (ou celui-ci) bénéficiera au Concédant) ;
 - (ii) les intérêts et commissions courus non échus et/ou dus et non payés, les éventuels coûts de remploi dus au titre des instruments de financement ;
 - (iii) les frais liés au financement, à savoir la différence entre le montant de l'encours des instruments de dette tels que définis à l'annexe 18 (*Plan de financement du PPI, incluant les principales caractéristiques du financement*) et le montant de la valeur nette comptable des biens de retour de chaque Opération financés par lesdits encours et du droit d'entrée ;
- (e) les montants de la subvention échus et non versés ;
- (f) les frais de rupture des autorisations d'occuper le domaine public conclus par le Déléataire, sauf reprise par le Déléant ou le successeur du Déléataire desdits contrats.

Le montant d'indemnité sera diminué :

- (a) si la déchéance intervient avant l'achèvement desdites Opérations,
 - d'un maximum de 10 % du Coût des Travaux de(s) Opérations en cours et concernées par la déchéance couvrant les éventuels frais de remise en état de ces biens et et l'indemnité correspondant à la totalité du préjudice direct et indirect subi par le Concédant à raison de la fin anticipée de la concession . ,
 - Et d'un montant forfaitaire de cinq cent mille euros (500.000 €) pour indemniser le préjudice lié aux troubles induits par le manquement du Concessionnaire compromettant l'exploitation du service objet du Contrat.

- (b) si la déchéance intervient après l'achèvement desdites Opérations, d'un montant forfaitaire de cinq cent mille euros (500.000 €) pour indemniser le préjudice lié aux troubles induits par le manquement du Concessionnaire compromettant l'exploitation du service objet du Contrat.
- (c) des éventuelles indemnités d'assurance perçues par le Concessionnaire, à moins que le Concessionnaire ait pris les dispositions nécessaires pour que le Concédant puisse les percevoir directement ;
- (d) de toutes les sommes dont le concessionnaire resterait redevable vis-à-vis du Concédant par application du présent Contrat ;
- (e) les éventuelles Subventions non-amorties et amortissements cumulés de caducité constitués par le Concessionnaire.

L'indemnité est payée au Concessionnaire au plus tard dans les trois (3) mois qui suivent la date d'effet de la déchéance. Son montant sera majoré des coûts de portage financier entre la date de prise d'effet de la résiliation jusqu'à son paiement effectif par le Concédant, calculés au taux €STR (sans qu'il ne puisse être inférieur à 0) majoré de la marge applicable aux instruments de financement tels qu'indiqués en annexe 18 (*Plan de financement du PPI, incluant les principales caractéristiques du financement*). Tout retard dans le versement des sommes dues donne lieu à intérêts de retard, calculés au taux prévu par l'article R. 3133-25 du Code de la commande publique.

En tout état de cause, l'indemnité due et versée au Concessionnaire devra être au minimum égale à la somme des paragraphes (a), (c) et (d) du cinquième alinéa du présent article.

La trésorerie constituée au titre des provisions sociales et pour gros entretien – renouvellement et maintenance constituées est transférée au Concédant dans le cadre du bilan de clôture.

Sous réserve du respect des règles en vigueur, il peut être sursis par TPM à la prise d'effet de la résiliation pour faute, pour permettre aux créanciers financiers du Concessionnaire, par l'intermédiaire d'un représentant unique mandaté à cet effet, et dont l'identité aura été communiquée à TPM par le Concessionnaire au plus tard quinze (15) jours après la réception par le Concessionnaire de la mise en demeure visée ci-dessus, de proposer, dans un délai de deux (02) mois à compter de la notification au Concessionnaire du prononcé de la résiliation pour faute, une entité substituée au Concessionnaire en vue de la poursuite de l'exécution du Contrat.

Si à l'expiration de ce délai, le représentant des créanciers financiers du Concessionnaire n'a pas proposé une telle entité substituée ou si TPM a refusé, de façon motivée, son accord à la substitution proposée, la résiliation du Contrat entre immédiatement en vigueur.

La dissolution ou la liquidation judiciaire du Concessionnaire entraîne la résiliation du Contrat au tort du Concessionnaire et à ses frais et risques dans les conditions générales de déchéance prévues au présent article.

Dans le cas de la résiliation pour cause de liquidation judiciaire du Concessionnaire, la résiliation interviendra au jour du jugement de liquidation. Le Concédant prendra acte du jugement rendu et prononcera la résiliation du Contrat.

Le Concédant pourra appeler les garanties visées à l'article 15.

Article 47 : Résiliation pour motif d'intérêt général

Le Concédant peut mettre fin au Contrat avant son terme normal pour un motif d'intérêt général.

La décision prend effet dans un délai d'un an à compter de sa notification dûment motivée, adressée par lettre recommandée avec demande d'avis de réception.

Dans ce cas, le Concessionnaire sera indemnisé du préjudice subi par lui, Le Concédant versera au Concessionnaire une indemnité égale à (sans double comptage):

- (a) la valeur nette comptable des biens de retour : (i) de chaque Opération tel que ce terme est défini à l'article 22-1 et le cas échéant du GER immobilisé de chaque Opération, (ii) des Investissements d'Exploitation tel que ce terme est défini à l'article 22-1 ainsi que la valeur nette comptable du droit d'entrée visé à l'article 37 , et si la résiliation intervient avant la date d'achèvement de chaque Opération, l'ensemble des dépenses engagées à cette date concourant à la réalisation de l'Opération concernée ;
- (b) la valeur nette comptable de biens de reprise que le Concédant décide de reprendre ;
- (c) la TVA éventuelle à reverser au Trésor Public ;
- (d) les frais et les coûts liés à la résiliation anticipée des instruments de financement souscrits par le Concessionnaire (tels qu'indiqués en annexe 18 (*Plan de financement du PPI, incluant les principales caractéristiques du financement*)), en ce compris :
 - (i) la soulte de résiliation des instruments de couverture de taux liés aux instruments de dette ou des coûts de rupture du taux fixe y afférents (si la résiliation des instruments de couverture ou de taux fixe se traduit par une soulte positive ou un gain, celle-ci (ou celui-ci) bénéficiera au Concédant),
 - (ii) les intérêts et commissions courus non échus et/ou dus et non payés, les éventuels coûts de emploi dus au titre des instruments de financement ;
 - (iii) la différence entre le montant de l'encours des instruments de dette tels que définis à l'annexe 18 (*Plan de financement du PPI, incluant les principales caractéristiques du financement*) et subordonnées actionnaires , et le montant de la valeur nette comptable des biens de retour de chaque Opération financés par lesdits encours et du droit d'entrée ;
- (e) les montants de la subvention échus et non versés ;
- (f) les frais de rupture du Contrat et des sous-contrats dûment justifiés dans la limite de :
 - (i) 5% du coût des travaux restant à décaisser des Opérations en cours concernant la rupture du contrat de conception-construction ; et

(ii) 500.000 € pour indemniser les frais de rupture des Contrats liés à l'exploitation.

(g) une indemnité d'un montant correspondant à :

(i) 3% du Coût des Travaux des Opérations en cours et restant à réaliser, telles que prévues à l'annexe 7 (*Programme d'investissements*) et au dernier modèle financier transmis au Concédant ;

six fois la moyenne du résultat net annuel prévisionnel escompté sur toute la durée du Contrat conformément aux chiffres de l'annexe 9, le cas échéant mise à jour, dans le cas où la résiliation interviendrait après la livraison de l'ensemble des travaux prévus à l'annexe 7 (*Programme d'investissements*) ;

- Dans le cas où la résiliation interviendrait avant la livraison des Travaux de la Phase 1, ce montant serait de une fois la moyenne du résultat net annuel prévisionnel escompté sur toute la durée du Contrat conformément aux chiffres de l'annexe 9 (*Compte d'exploitation prévisionnel*)
- Dans le cas où la résiliation interviendrait après la livraison des Travaux de la Phase 1 et avant la livraison des Travaux de la Phase 2, ce montant serait de trois fois la moyenne du résultat net annuel prévisionnel escompté sur toute la durée du Contrat conformément aux chiffres de l'annexe 9 (*Compte d'exploitation prévisionnel*)
- Dans le cas où la résiliation interviendrait dans les six dernières années du Contrat, l'indemnité sera diminuée à due proportion ;

(h) les coûts de licenciements de tout personnel du Concessionnaire, dont le contrat de travail ne serait pas repris par le Concédant ou le nouvel exploitant du port, sous réserve que les frais de licenciement résultent directement et nécessairement de la décision de résiliation et que le Concessionnaire ait tout mis en œuvre, sans résultat, pour réaffecter le personnel ;

(i) les frais de rupture des autorisations d'occuper le domaine public conclus par le Concessionnaire, sauf reprise par le Concédant ou le successeur du Déléataire desdits contrats.

L'indemnité est mandatée par le Concédant dans un délai de trois (03) mois suivant la date de prise d'effet de la résiliation.

Le montant de l'indemnisation versée au Concessionnaire est diminué :

- (a) des éventuelles indemnités d'assurance perçues par le Concessionnaire, à moins que le Concessionnaire ait pris les dispositions nécessaires pour que le Concédant puisse les percevoir directement ;
- (b) de toutes les sommes dont le Concessionnaire resterait redevable vis-à-vis du Concédant par application du présent Contrat ;

- (c) des éventuels frais de réparation, entretien et renouvellement qui auraient dû être assumés par le Concessionnaire avant le terme anticipé du Contrat et qui ont été ou qui doivent être pris en charge par le Concédant ou le nouvel exploitant ;
- (d) des éventuelles subventions non-amorties et amortissements cumulés de caducité constitués par le Concessionnaire.

La trésorerie constituée au titre des provisions sociales et pour gros entretien – renouvellement et maintenance constituées est transférée au Concédant dans le cadre du bilan de clôture.

L'indemnité est payée au Concessionnaire au plus tard dans les trois (3) mois qui suivent la date d'effet de la résiliation. Son montant sera majoré des coûts de portage financier entre la date de prise d'effet de la résiliation jusqu'à son paiement effectif par le Concédant, calculés au taux €STR (sans qu'il ne puisse être inférieur à 0) majoré de la marge applicable aux instruments de financement souscrits par le Concessionnaire tels qu'indiqués en annexe 18 (*Plan de financement du PPI, incluant les principales caractéristiques du financement*). Tout retard dans le versement des sommes dues donne lieu à intérêts de retard, calculés au taux prévu par l'article R. 3133-25 du Code de la commande publique.

Article 48 : Bouleversement définitif de l'économie générale du Contrat

En cas d'événement imprévisible lors de la conclusion du Contrat et extérieur aux Parties entraînant un bouleversement de l'économie du Contrat, le Concédant et le Concessionnaire se rapprochent dans les meilleurs délais pour envisager toutes les mesures utiles. Le bouleversement de l'économie n'est pas constitué par une simple rupture de l'équilibre financier ou un manque à gagner du Concessionnaire.

Le Concessionnaire devra poursuivre l'exécution de ses obligations, moyennant éventuellement le versement d'une contribution par le Concédant au titre des sujétions exceptionnelles de service public. Cette contribution est déterminée au regard des conséquences directes résultant de l'événement imprévisible. Le versement de ladite contribution n'est envisageable que si l'exécution du Contrat ne peut être poursuivie dans ses conditions initiales.

Le Concessionnaire qui, par action ou omission, aurait sérieusement aggravé les conséquences d'un cas d'imprévision n'est fondée à l'invoquer que dans la mesure des effets que l'événement aurait provoqués si cette action ou omission n'avait pas eu lieu.

En tout état de cause, en cas de survenance d'un événement d'imprévision, le Concessionnaire n'est pas délié de ses obligations de réaliser les prestations dont l'exécution n'est pas directement empêchée par la survenance dudit événement d'imprévision.

Dans le cas où le bouleversement de l'économie perdurerait au-delà du délai raisonnable défini par les Parties, alors le Concessionnaire pourra être autorisé, avec l'accord de Concédant, à renoncer au bénéfice du Contrat sous réserve d'un préavis de neuf (9) mois adressé par lettre recommandée avec avis de réception.

Le Concessionnaire ne percevra aucune indemnité à l'exception des éléments suivants :

- a. une indemnité correspondant à la valeur nette comptable des biens de retour, incluant le GER immobilisé et la valeur nette comptable du droit d'entrée

- b. le cas échéant, une indemnité correspondant à la valeur nette comptable des biens de reprise que le Concédant décide de reprendre
- c. la TVA éventuelle à reverser au Trésor Public
- d. les éventuelles subventions échues et non versées.

Sera déduit, le cas échéant :

- (i) les éventuels frais de remise en état des biens
- (ii) les éventuels subventions non-amorties et amortissements cumulés de caducité constitués par le Concessionnaire
- (iii) les éventuelles indemnités d'assurance perçues par le Concessionnaire, à moins que le Concessionnaire ait pris les dispositions nécessaires pour que le Concédant puisse les percevoir directement
- (iv) toutes les sommes dont le concessionnaire resterait redevable vis-à-vis du Concédant par application du présent Contrat.

La trésorerie constituée au titre des provisions sociales et pour gros entretien – renouvellement et maintenance constituées est transférée au Concédant dans le cadre du bilan de clôture.

Pour l'application du présent article sont notamment visées les conséquences financières des événements suivants dès lors qu'ils ont une dimension exceptionnelle : intempéries exceptionnelles, tempêtes, inondations, tremblements de terre, éruptions volcaniques, guerres extérieures ou intérieures, attentats, risques sanitaires ou animaliers, soulèvements et mouvements de grève générale autres que celles du personnel du Concessionnaire, dès lors que ces événements sont déclarés comme tels par l'autorité habilitée.

Article 49 : Résiliation pour force majeure

Lorsqu'un cas de force majeure se prolonge au-delà de douze (12) mois à compter du constat contradictoire entre les Parties de l'évènement constituant un tel cas, la résiliation du Contrat est de plein droit.

En toutes hypothèses, le Concessionnaire a droit à l'indemnisation prévue à l'article 48.

Article 50 : Rachat anticipé

Le Concédant a le droit de procéder au rachat de la Concession moyennant un préavis d'un (1) an. Dans cette hypothèse, le rachat ne prendrait effet qu'au 1^{er} janvier de l'année qui suit la date d'arrivée à échéance du préavis.

Le Concessionnaire reçoit alors une indemnité calculée conformément à l'article 47, laquelle sera calculée et versée selon les mêmes termes.

En cas de contestation, le montant de l'indemnité sera évalué à dire d'experts selon les procédures et règles en vigueur.

Par le versement de cette indemnité, le Concédant est libéré de toutes obligations à l'égard du Concessionnaire.

Le Concessionnaire est tenu de remettre les ouvrages et outillages en bon état d'entretien compte tenu de leur âge et de leur destination au Concédant.

Le Concédant est tenu de se substituer au Concessionnaire pour l'exécution de tous les engagements pris par lui dans des conditions normales pour l'achèvement des travaux et pour l'exploitation, et de continuer à assurer le service.

Le rachat anticipé de la Concession, selon les modalités ci-dessus, pourra être effectué par anticipation dans le cas où le Concessionnaire ne s'acquitte pas de son obligation de réaliser le PPI prévu à l'annexe 7 (*Programme des investissements*).

Article 51 : Sort des biens

51.1 Les biens de retour

A l'expiration du terme normal du Contrat, et quelles qu'en soient les causes, le Concessionnaire sera tenu de restituer gratuitement au Concédant les biens de la Concession classés comme biens de retour, à l'exception de ceux retirés pendant la durée du Contrat avec l'accord de le Concédant.

L'ensemble des ouvrages et équipements du service devra être en bon état de fonctionnement et d'entretien compte tenu de leur âge et de leur destination. L'état des biens devra permettre de poursuivre l'exploitation normale du service en conformité au regard de la réglementation en vigueur, particulièrement en matière de bâtiments, d'environnement ou de santé, sécurité publique et au travail.

Six (6) mois avant le terme du Contrat ou dès que les Parties sont informées de sa fin anticipée, les Parties se rapprocheront afin d'établir un état des lieux et un état descriptif des travaux d'entretien restant à réaliser par le Concessionnaire avant le terme du Contrat.

Le Concessionnaire devra exécuter les travaux correspondants de remise en état avant l'expiration du Contrat.

Si le Concédant et le Concessionnaire ne parvenaient pas à un accord amiable, le Concédant pourra faire appel à un expert désigné conformément à l'article 55. Il appartiendra, le cas échéant, au Concessionnaire de réaliser les travaux d'entretien prescrits par l'expert dans le cadre de cette procédure.

Faute pour le Concessionnaire de réaliser les travaux correspondants de remise en état avant l'expiration du présent Contrat, le Concédant pourra faire appel à la garantie prévue à l'article 15.1

Le Concédant ou le nouvel exploitant désigné à cet effet entrera en possession des biens de retour et tous les produits de la Concession lui reviendront à dater du même jour.

51.2 Les biens de reprise

A l'expiration du Contrat pour quelle que cause que ce soit, le Concédant pourra reprendre, contre indemnités, tout ou partie des biens classés comme biens de reprise.

L'estimation de ces biens sera effectuée sur la base de leur valeur initiale diminuée de l'amortissement déjà réalisé, des dépréciations supportées (Valeur Nette Comptable) et des éventuelles subventions non-amorties, sous réserve d'un entretien conforme aux préconisations du constructeur et/ou des normes en vigueur et d'un bon état d'entretien et de fonctionnement.

A défaut d'accord, l'estimation sera fixée à dire d'expert. Cette indemnité est calculée sur la base du dernier rapport annuel dressé par le Concessionnaire actualisé, le cas échéant, sur la base d'éléments justificatifs produits par ce-dernier.

Le Concessionnaire sera tenu de remettre à ses frais dans leur état primitif les dépendances de la Concession sur lesquelles auront été installés ou implantés tous biens classés comme biens de reprise non repris par le Concédant. En cas de manquement, la remise en état pourra être effectuée d'office aux frais et risques du Concessionnaire.

Le Concessionnaire pourra toutefois être dispensé de cette obligation par le Concédant, notamment si elle lui fait abandon pur et simple des biens édifiés. Les biens dont le maintien a été accepté deviennent la propriété du Concédant.

51.3 Stock et approvisionnement

Le successeur du Concessionnaire pourra reprendre les stocks correspondant au fonctionnement normal de la Concession, sur la base de leur valeur nette comptable à la fin du Contrat. Le successeur du Concessionnaire et le Concessionnaire feront leurs affaires de la reprise éventuelle des stocks et approvisionnement.

51.4 Les biens propres

A l'expiration du Contrat pour quelle que cause que ce soit, le Concessionnaire sera tenu de remettre à ses frais dans leur état primitif les dépendances de la Concession sur lesquelles auront été installés ou implantés tous biens classés comme biens propres. En cas de manquement, la remise en état pourra être effectuée d'office aux frais et risques du Concessionnaire.

Le Concessionnaire pourra toutefois être dispensé de cette obligation par le Concédant, notamment s'il renonce à la remise en état. Dans ce cas, les biens dont le maintien a été accepté deviennent la propriété du Concédant.

L'estimation de ces biens sera effectuée sur la base de leur valeur initiale diminuée de l'amortissement déjà réalisé (Valeur Nette Comptable) des dépréciations supportées (Valeur Nette Comptable) et des éventuelles subventions non-amorties sous réserve d'un entretien conforme aux préconisations du constructeur et/ou des normes en vigueur et d'un bon état d'entretien et de fonctionnement. A défaut d'accord, l'estimation sera fixée à dire d'expert. Cette indemnité est calculée sur la base du dernier rapport annuel dressé par le Concessionnaire actualisé, le cas échéant, sur la base d'éléments justificatifs produits par ce-dernier.

A défaut pour le Concessionnaire de s'être acquitté des obligations mentionnées au présent article 51 dans le délai de trois (3) mois à dater de la fin du Contrat, il pourra y être pourvu d'office, à ses frais et risques. Le Concédant pourra appeler la garantie émise par l'actionnaire de référence du Concessionnaire visée à l'article 15 ci-avant.

CHAPITRE X – DIVERS

Article 52 : Réexamen du Contrat

52.1. Modification contractuelle

52.1.1 Evolution des conditions économiques et techniques d'exécution du Contrat

Pour tenir compte de l'évolution des conditions économiques et techniques d'exécution du Contrat de nature à modifier substantiellement son économie générale, les Parties conviennent

d'ores et déjà de modifier le Contrat par voie d'avenant afin d'assurer l'équilibre économique du contrat, dans les cas suivants :

- en cas de modification du Périmètre Délégué objet de l'annexe 1 (*Plan des ports de plaisance ainsi que le Périmètre Délégué*) ou d'évolution du PPI ou d'évolution des Investissements d'Exploitation ;
- en cas de changement majeur dans les coûts d'exploitation ou les coûts d'investissement dû à un changement législatif et réglementaire. Etant entendu que pour l'application du présent article, le changement législatif et réglementaire désigne toute modification, création, suppression d'une législation, réglementation ou changement d'interprétation par le Conseil d'Etat ou la Cour de Cassation, y compris les normes, référentiels, documents et recommandations techniques et financiers ainsi que, en matière fiscale et comptable, tout changement d'interprétation des administrations compétentes ;
- en cas de variation du chiffre d'affaires réel à la hausse ou à la baisse de plus de 20 % par rapport au chiffre d'affaires prévisionnel figurant au compte d'exploitation prévisionnel objet de l'annexe 9 (*Compte d'exploitation prévisionnel*) ;
- en cas de Force Majeure (article 16), d'imprévision (article 17), de Causes Légitimes (article 18) ou de Fait du Prince (article 19).

Le réexamen des conditions financières du Contrat a lieu à la demande de l'une des deux parties sur production de pièces justificatives, et notamment un mémoire technique et financier.

L'accord des Parties portant modification du Contrat dans le cadre de ce réexamen, donnera lieu à la formalisation d'un avenant conformément à la réglementation en vigueur.

A défaut d'accord, dans un délai de deux (02) mois à compter de la demande de la Partie qui aura sollicité le réexamen du Contrat, la procédure prévue à l'article 55 trouvera à s'appliquer.

Dans le cadre de transferts de propriétés de l'Etat vers TPM, les Parties conviennent d'ores et déjà de se rencontrer pour intégrer au Périmètre Délégué les zones de mouillage du Port du Lazaret et du port de Saint-Mandrier. La discussion portera notamment sur les recettes, charges et investissements correspondant à ces zones.

Les parkings du Lazaret, du Tamaris, du Manteau, de la Seyne-sur-Mer, de Toulon Vieille Darse, tels que définis dans le Périmètre Délégué et actuellement gratuits pour les usagers, pourront faire l'objet d'aménagements spécifiques afin de les rendre payant. La tarification et le mode d'exploitation devront faire l'objet d'un accord préalable de TPM.

Ces hypothèses constituent des clauses de réexamen au sens de l'article L. 3135-1 et R. 3135-1 du Code de la commande publique.

52.1.2. Modification et extension des biens du Plan Pluriannuel d'Investissements (PPI).

Modification du PPI préalable à la réalisation des travaux

Tout projet de modification de l'annexe 18 (*Plan de financement du PPI, incluant les principales caractéristiques du financement*) est portée, préalablement à sa réalisation, à la connaissance de TPM par le Concessionnaire, accompagné, le cas échéant, sur demande de TPM, des principaux termes et conditions des nouveaux accords de financement projetés, ainsi que d'une note justifiant que la modification de l'annexe 18 (*Plan de financement du PPI, incluant les principales caractéristiques du financement*) maintient la robustesse financière du Concessionnaire à un niveau suffisant et n'est pas de nature à affecter sa capacité à assurer à

court, moyen et long termes la bonne exécution des obligations qui lui sont confiées en application du présent Contrat.

TPM fait connaître son opposition dans un délai de soixante (60) jours à compter de la réception du projet de modification. Le Concessionnaire fournit, à ses frais, toute information demandée par TPM nécessaire à l'instruction de ladite demande, et notamment le modèle financier et la note d'hypothèses ayant été utilisées pour bâtir ledit modèle Financier, des tests de sensibilité ainsi qu'une attestation d'audit du nouveau modèle en cas de modification substantielle et si TPM le demande.

TPM peut s'opposer à une modification du plan ou des accords de financement du Concessionnaire, ou à tout refinancement des financements privés externes et/ou des fonds propres, lorsqu'elle estime que la modification ou le refinancement envisagé ne maintient pas la robustesse financière du Concessionnaire à un niveau suffisant ou affecte sa capacité à assurer à court, moyen et long termes la bonne exécution de ses obligations au titre du Contrat.

Le Concessionnaire communique sans délai à TPM, en cas de modification des accords de financement ou de refinancement des financements privés externes et/ou des fonds propres, une copie des nouveaux accords conclus à cet effet entre le Concessionnaire et les créanciers financiers dès lors que cela change le contenu de l'annexe 18 (*Plan de financement du PPI, incluant les principales caractéristiques du financement*).

Le gain pouvant résulter, pour les actionnaires ou associés du concessionnaire, de ladite modification est calculé sur la base du dernier modèle financier mis à jour et adressé au Concédant qui servira au calcul du refinancement. Il est établi en comparant l'écart constaté sur le TRI actionnaire, grâce à ce modèle, entre les conditions de financements sur la durée de la concession avant modification et celles issues de la modification envisagée.

Le gain financier pouvant résulter de ladite modification tient compte de l'ensemble des coûts liés à cette opération, c'est-à-dire le coût des études liées au refinancement, les commissions et indemnités dus aux créanciers financiers (notamment les frais liés à la rupture des instruments de dette et des instruments de couverture) et les honoraires des conseils.

Le modèle est accompagné d'une attestation des créanciers financiers certifiant l'usage de celui-ci pour le refinancement, notamment pour le passage en comité de crédit ainsi que d'une attestation d'audit émanant d'un expert indépendant relative à l'intégrité du nouveau modèle.

Les modalités de versement du gain par le Concessionnaire au Concédant seront définies d'un commun accord, préalablement à l'acceptation du refinancement par le Concédant.

Des dispositions similaires s'appliqueront pour tout gain lié à des subventions non prévues au compte d'exploitation prévisionnel figurant en annexe 9 (*Compte d'exploitation prévisionnel*).

Modification du Plan Pluriannuel d'Investissements en cours de réalisation des travaux.

Pourvu qu'il n'en résulte aucune modification essentielle au sens du Code de la commande publique, le Concessionnaire peut, sous sa maîtrise d'ouvrage, apporter des modifications aux ouvrages et installations, établir et réaliser des ouvrages et installations supplémentaires, non intégrés à l'annexe 7 (*Programme des investissements*).

Dans ce cas, il doit construire et notifier au Concédant un dossier explicatif et justificatifs intégrant l'ensemble des éléments techniques et financiers concernés par cette modification.

Le Concédant dispose d'un délai d'au moins deux (2) mois pour se prononcer sur la demande du Concessionnaire.

La modification ne pourra intervenir qu'après approbation expresse et préalable du Concédant.

Le refus du Concédant, pour quel que motif que ce soit, ne saurait donner lieu à indemnisation du Concessionnaire.

L'ensemble des investissements ainsi réalisés sur la durée résiduelle du Contrat ne donneront lieu à aucune indemnité au terme normal du Contrat, sauf accord contraire du Concédant.

Le Concédant peut également prescrire, dans l'intérêt du service public, des modifications des ouvrages.

Les modalités de réalisation et de financement relatives à de telles modifications et à leur étude détaillée sont établies par voie d'avenant au présent Contrat. Cet avenant précise également les éventuelles conséquences sur le compte d'exploitation prévisionnel objet de l'annexe 9 (*Compte d'exploitation prévisionnel*).

52.1.3 Non-obtention d'une autorisation administrative nécessaire à la réalisation d'un investissement prévu à l'annexe 7 (Programme des investissements)

En cas de non-obtention définitive d'une autorisation administrative indispensable à la réalisation d'un investissement prévu à l'annexe 7 (*Programme des investissements*) au présent Contrat (autorisation d'urbanisme, autorisation au titre de la loi sur l'eau, etc.), les Parties conviennent d'ores et déjà de se rencontrer pour déterminer les conséquences d'une telle situation sur le présent Contrat.

A cet effet, les Parties étudieront le principe de la conclusion d'un avenant au présent Contrat, dont l'objet pourra intégrer :

- la suppression de l'obligation faite au Concessionnaire de réaliser la partie du PPI objet de la non obtention d'une autorisation administrative indispensable à sa réalisation, et le cas échéant, la substitution d'un nouveau PPI,
- le transfert du coût initial dudit investissement sur la provision pour indexation,
- la réduction de la durée de la concession, compte tenu de la diminution du montant des investissements devant être amortis par le Concessionnaire sur la durée du Contrat,
- les conséquences attachées à l'éventuelle réduction de la durée de la concession sur les autorisations d'occupation domaniale consenties,
- l'évolution de la redevance due au Concédant.

Si la non obtention d'une autorisation administrative a pour conséquence de diminuer le montant à financer tel que la part couverte par les instruments de couverture n'est plus intégralement nécessaire au financement du projet, le coût de recalage desdits instruments sera à la charge de TPM sous réserve que d'autres investissements utiles au projet ne puissent pas être réalisés, financés et couverts par lesdits instruments.

52.2. Modification unilatérale

TPM dispose de la possibilité de procéder à tout moment à une modification que le Concessionnaire ne peut refuser d'exécuter.

TPM a toute latitude pour demander des modifications sous réserve du respect des articles L.6 4°, L3135-1 et suivants, et R3135-1 et suivants, du code de la commande publique. TPM peut demander des modifications pour tout motif d'intérêt général, notamment afin que les ouvrages et équipements portuaires puissent répondre à des nouveaux besoins pour le service public, à une évolution technologique ou afin d'améliorer la qualité et les performances du service.

Le Concédant se réserve la possibilité de modifier unilatéralement le Périmètre Délégué si les deux conditions suivantes sont respectées :

- L'immeuble concerné n'est manifestement pas nécessaire à l'exploitation ;
- L'immeuble concerné ne fait pas l'objet d'une valorisation ou exploitation en cours ou projeté à court terme.

Dans les soixante (60) jours suivant la réception d'une demande de modification, et sauf si les Parties conviennent d'un délai plus ou moins important, le Concessionnaire établit et remet à TPM une étude comportant :

- un avis motivé sur les avantages et inconvénients que présente la modification envisagée sur les plans technique et organisationnel,
- les modalités de mise en œuvre envisagées,
- l'impact financier de ces modifications,
- l'impact en termes de délai de ces modifications.

En toute hypothèse, que TPM décide ou non, de mettre en œuvre la modification, elle supporte l'intégralité du coût des dépenses liées à la réalisation de l'étude, et le cas échéant de la modification.

Une telle modification est constitutive d'une cause légitime telle que prévue à l'article 18 (Causes Légitimes).

Article 53 : Recours ou retrait contre le Contrat et les autorisations administratives

53.1 Recours ou retrait contre le Contrat et/ou l'un de ses actes détachables

En cas de retrait ou de recours administratif ou contentieux formé à l'encontre du Contrat ou de l'un de ses actes détachables, les Parties examineront conjointement dans les meilleurs délais le risque contentieux afférent au dit recours ou retrait et se rencontreront à l'issue de cet examen, et au plus tard dans un délai de cinq (05) jours calendaires suivant la réception du recours par le(s) destinataire(s).

Dans tous les cas, le Concessionnaire communiquera à TPM le/les mémoire(s) en défense qu'il pourra déposer devant le Tribunal administratif dans le cadre de l'instance. TPM formulera ses observations dans un délai de vingt-quatre (24) heures en cas de référé et dans un délai de dix (10) jours ouvrés en cas de recours au fond. Le Concessionnaire demeure en tout état de cause libre de ses écritures et de ses observations devant le tribunal administratif.

Les frais de conseils et de représentation en justice sont assumés par chaque partie en ce qui la concerne.

A l'issue de l'examen par les parties des moyens invoqués à l'appui du recours :

(i) Si les parties estiment, d'un commun accord, que le recours n'est pas sérieux, le Contrat se poursuit normalement et les Parties formalisent cette décision par écrit.

(ii) si les parties estiment, d'un commun accord, que le recours est sérieux ou si les parties sont en désaccord quant au caractère sérieux du recours, l'exécution du Contrat sera suspendue sauf dans le cas où TPM demanderait au Concessionnaire, par décision expresse notifiée par lettre recommandée avec demande d'avis de réception, de poursuivre l'exécution du Contrat, à charge pour TPM de prendre en charge, le paiement direct des sommes nécessaires à une telle poursuite, le cas échéant. La suspension du Contrat constitue une Cause Légitime au sens de l'article 18.

Dans l'hypothèse où la suspension du Contrat excéderait six (06) mois, le Contrat pourra être résilié dans les conditions de l'article 49 (Résiliation pour Force Majeure) du Contrat.

Toutefois, si après examen TPM considère que les moyens invoqués à l'appui du recours sont pertinents, TPM pourra résilier le Contrat, et le Concessionnaire sera alors indemnisé conformément aux modalités d'indemnisation prévues à l'article 49 (Résiliation pour Force Majeure) du Contrat.

53.2. Recours contre les Autorisations Administratives

En cas de recours administratif ou contentieux contre une ou plusieurs autorisations administratives nécessaires à la réalisation du PPI objet de l'annexe n° 7 (*Programme des investissements*) ou des Investissements d'Exploitation, il est expressément convenu que la Partie ayant connaissance dudit recours et accès au dossier notifie immédiatement à l'autre Partie une copie du recours et des pièces.

Les Parties conviennent alors de se rencontrer dans les plus brefs délais, adaptés à l'éventuelle situation d'urgence induite par le recours, et au plus tard dans un délai de dix (10) jours calendaires, afin d'en apprécier le caractère sérieux ou non et d'en apprécier les conséquences.

Le cas échéant, les Parties devront, si la nature du vice le permet, prendre toute mesure (telle que par exemple le dépôt de demande d'autorisation d'urbanisme modificative), afin de couvrir le vice de légalité invoqué dans le recours et de permettre la poursuite normale de l'exécution du Contrat.

Dans tous les cas, le Concessionnaire communiquera à TPM le/les mémoire(s) en défense qu'il pourra déposer devant le Tribunal administratif dans le cadre de l'instance. TPM formulera ses observations dans un délai de vingt-quatre (24) heures en cas de référé suspension et dans un délai de dix (10) jours ouvrés en cas de recours au fond. Le Concessionnaire demeure en tout état de cause libre de ses écritures et de ses observations devant le tribunal administratif.

Les frais de conseils et de représentation en justice sont assumés par chaque Partie en ce qui la concerne.

Les hypothèses suivantes pourront se présenter :

(i) Si les parties estiment, d'un commun accord et à l'issue de leur rencontre prévue dans les délais ci-dessus, que le recours n'est pas sérieux, le Contrat se poursuit normalement et les parties formalisent cette décision par écrit.

Après la notification de l'ordonnance ou du jugement, s'il est fait droit au recours, c'est à dire que l'autorisation administrative, quelle qu'elle soit est annulée ou son exécution suspendue, le b du (ii) ci-après s'applique.

(ii) Si l'une ou les deux parties estiment, à l'issue de leur rencontre prévue dans les délais ci-dessus, que le recours est sérieux et que l'exécution d'une autorisation administrative pourrait

être suspendue par le Tribunal ou bien qu'une autorisation administrative pourrai(en)t être annulée(s), alors l'exécution du Contrat est suspendue et TPM notifie une décision en ce sens au Concessionnaire, indiquant qu'il est fait application de l'article 18 du Contrat, sauf à ce que le moyen ayant conduit les parties à suspendre le Contrat soit directement et exclusivement imputable à une faute du Concessionnaire.

Les cas suivants pourront alors se présenter :

(a) Si le recours est rejeté, alors TPM notifie par écrit au Concessionnaire de reprendre l'exécution du Contrat.

La période allant de la date de notification du recours et des pièces visées au premier alinéa du présent article jusqu'à la date de notification de la décision de reprise de l'exécution du Contrat constitue une cause légitime au sens de l'article 18.

(b) S'il est fait droit au recours, alors les Parties se rencontrent pour examiner ensemble la possibilité – ou non – de poursuivre l'exécution du Contrat, le cas échéant après conclusion d'un avenant dans les conditions prévues à l'article 52.

Si TPM estime que le Contrat ne peut pas être poursuivi dans les conditions initiales ou bien que les modifications nécessaires du Contrat, pour les adapter à la nouvelle situation créée, seraient, de son avis raisonnable, trop importantes, alors elle peut en décider la résiliation de ce dernier dans les conditions de l'article 49 (Résiliation pour Force Majeure).

Si TPM estime que l'exécution du Contrat peut être poursuivie, les parties détermineront, dans les conditions prévues à l'article 52, les adaptations au Contrat initialement conclu, nécessaires à la poursuite de leurs relations contractuelles. TPM notifie au Concessionnaire la poursuite du Contrat et assume les conséquences financières de la poursuite du Contrat.

En l'absence de décision de TPM dans un délai d'un mois ou à défaut d'accord des Parties sur la conclusion d'un avenant, le Contrat sera résilié pour force majeure dans les conditions de l'article 49 (Résiliation pour force majeure).

53.3. Retrait

Sans préjudice des articles 53.1 et 53.2 ci-dessus et en cas de retrait par TPM ou toute autre autorité publique habilitée, d'un des actes détachables du Contrat, les Parties conviennent qu'il sera fait application de l'article 47 du Contrat (Résiliation pour motif d'intérêt général).

53.4 Annulation, Résolution ou Résiliation du Contrat par le juge

En cas d'annulation, de résolution ou de résiliation du Contrat par le juge, faisant suite au recours d'un tiers, le Concessionnaire aura droit, conformément aux dispositions de l'article L. 3136-7 du Code de la commande publique à une indemnité calculée dans les conditions stipulées ci-dessous et, s'agissant des frais liés aux financements mis en place dans le cadre de l'exécution du Contrat et des coûts financiers pour le Concessionnaire résultant de sa fin anticipée, fondée sur les principales caractéristiques du financement mentionnées en Annexe 18 conformément aux dispositions de l'article L. 3136-8 du Code de la commande publique. Le Concédant reconnaît expressément le caractère utile des dépenses engagées par le Concessionnaire, y compris les frais et coûts financiers au titre des financements, conformément à cette annexe.

Les stipulations du présent article et celle de l'annexe 18 (*Plan de financement du PPI, incluant les principales caractéristiques du financement*) sont réputées divisibles des autres stipulations du Contrat, conformément aux dispositions de l'article L. 3136-9 du Code de la commande

publique. Elles continueront de produire leurs effets entre les Parties jusqu'au complet paiement de toute somme due conformément à leurs termes.

En cas d'annulation, de résolution ou de résiliation du Contrat par le juge, faisant suite au recours d'un tiers, TPM est redevable et devra verser au Concessionnaire une indemnité intégrant les éléments suivants :

- (a) la valeur nette comptable des biens de retour : (i) de chaque Opération tel que ce terme est défini à l'article 22-1 et le cas échéant du GER immobilisé de chaque Opération, (ii) des Investissements d'Exploitation tel que ce terme est défini à l'article 22-1 ainsi que la valeur nette comptable du droit d'entrée visé à l'article 37 , et si la résiliation intervient avant la date d'achèvement de chaque Opération, l'ensemble des dépenses engagées à cette date concourant à la réalisation de l'Opération concernée ;
- (b) le cas échéant, le Concessionnaire percevra également la valeur nette comptable de biens de reprise que le Concédant décide de reprendre ;
- (c) la TVA éventuelle à reverser au Trésor Public ;
- (d) des frais et les coûts liés à la résiliation anticipée des instruments de financement souscrits par le Concessionnaire (tels qu'indiqués en annexe 18 (*Plan de financement du PPI, incluant les principales caractéristiques du financement*)), en ce compris :
 - (i) la soulte de résiliation des instruments de couverture de taux liés aux instruments de dette ou des coûts de rupture du taux fixe y afférents (si la résiliation des instruments de couverture ou de taux fixe se traduit par une soulte positive ou un gain, celle-ci (ou celui-ci) bénéficiera au Concédant) ;
 - (ii) les coûts financiers intercalaires et commissions courus non échus et/ou dus et non payés, les éventuels coûts de remploi dus au titre des instruments de financement ;
 - (iii) la différence entre le montant de l'encours des instruments de dettes tels que définis à l'annexe 18 (*Plan de financement du PPI, incluant les principales caractéristiques du financement*) et subordonnées actionnaires , et le montant de la valeur nette comptable des biens de retour de chaque Opération financés par lesdits encours et du droit d'entrée ;
- (e) les montants de la subvention échus et non versés ;
- (f) les frais de rupture des sous-contrats dans la limite de :
 - (i) si l'annulation, la résolution ou la résiliation du Contrat intervient avant l'achèvement du PPI (i) les coûts de rupture du sous-contrat de conception-construction dument justifiés dans la limite de 5% du coût restant à décaisser des travaux et des études et (ii) les coûts du sous-contrat de maintenance dument justifiés dans la limite de cinq fois le montant annuel moyen desdites prestations sur la durée du Contrat ;

- (ii) si l'annulation, la résolution ou la résiliation du Contrat intervient après l'achèvement du PPI, les coûts de rupture du sous-contrat de maintenance dûment justifiés et dans la limite de cinq fois le montant annuel moyen desdites prestations sur la durée du Contrat ;
- (g) sous réserve que les frais de licenciement résultent directement et nécessairement de la décision de résiliation et que le Concessionnaire ait tout mis en œuvre, sans résultat, pour réaffecter le personnel, les coûts de licenciements de tout personnel du Concessionnaire ou de l'un de ses co-contractants, dont le contrat de travail ne serait pas repris par le Concédant ou le nouvel exploitant du port.

L'indemnité est mandatée par le Concédant dans un délai de trois (03) mois suivant la date de prise d'effet de la résiliation.

Le montant de l'indemnisation versée au Concessionnaire est diminué :

- (a) des éventuelles indemnités d'assurance perçues par le Concessionnaire, à moins que le Concessionnaire ait pris les dispositions nécessaires pour que le Concédant puisse les percevoir directement ;
- (b) de toutes les sommes dont le Concessionnaire resterait redevable vis-à-vis du Concédant par application du présent Contrat ;
- (c) des éventuels frais de réparation, entretien et renouvellement qui auraient dû être assumés par le Concessionnaire avant le terme anticipé du Contrat et qui ont été ou qui doivent être pris en charge par le Concédant ou le nouvel exploitant ;
- (d) des éventuelles subventions non-amorties et amortissements cumulés de caducité constitués par le Concessionnaire.

La trésorerie constituée au titre des provisions sociales et pour gros entretien – renouvellement et maintenance constituées est transférée au Concédant dans le cadre du bilan de clôture.

L'indemnité est payée au Concessionnaire au plus tard dans les trois (3) mois qui suivent la date d'effet de la résiliation. Son montant sera majoré des coûts de portage financier entre la date de prise d'effet de la résiliation jusqu'à son paiement effectif par le Concédant, calculés au taux €STR (sans qu'il ne puisse être inférieur à 0) majoré de la marge applicable aux instruments de financement souscrits par le Concessionnaire tels qu'indiqués en annexe 18. Tout retard dans le versement des sommes dues donne lieu à intérêts de retard, calculés au taux prévu par l'article R. 3133-25 du Code de la commande publique.

En tout état de cause, l'indemnité due et versée au Concessionnaire devra être au minimum égale à la somme des paragraphes (a), (d) et (e) du troisième alinéa du présent article.

Article 54 : Intérêts de retard

Toute somme due par le Concessionnaire au Concédant portera, à compter de sa date d'éligibilité, intérêt au taux légal augmenté de deux (02) points.

Toute somme due par le Concédant au Concessionnaire donnera lieu, en cas de retard de paiement, à l'application d'intérêts moratoires dans les conditions prévues par l'article L. 3133-13 du Code de la commande publique, notamment pour le versement de la subvention dans les conditions prévues à l'article 22.1.

Article 55 : Règlement des différends

Les parties s'efforcent de régler à l'amiable leurs éventuels différends relatifs à l'interprétation, à l'exécution du Contrat ou à la fin du Contrat.

En cas de différend persistant au-delà d'un délai de trois (03) mois, les parties désignent conjointement un expert indépendant, qui sera chargé d'émettre un avis sur le différend. A défaut d'accord entre les parties sur le nom de l'expert, ce dernier sera désigné par le Président du Tribunal administratif de Toulon, à la requête de la partie la plus diligente.

Les parties déterminent conjointement, dans une lettre adressée à l'expert dès sa désignation, le délai dans lequel il doit rendre son avis. Ce délai ne pourra être supérieur à deux (2) mois. L'expert peut demander aux parties la communication, dans les plus brefs délais, de tout document ou pièce utile à l'analyse du différend.

Ni la survenance d'un différend, ni la saisine d'un expert ne sauraient en aucun cas soustraire le Concessionnaire à ses obligations au titre du Contrat.

A défaut de conciliation entre les parties, les différends relatifs à l'interprétation, à l'exécution ou à la fin du Contrat sont portés par la Partie la plus diligente devant le Tribunal administratif de Toulon.

Tribunal administratif de Toulon

5, rue RACINE, 83000 TOULON

Tél. : 04 94 42 79 30 / Courriel : greffe.ta-toulon@juradm.fr

Toute saisine de ce Tribunal peut s'opérer soit par voie postale (aux coordonnées mentionnées ci-avant), soit par voie électronique à partir de l'application internet « Télérecours citoyens » accessible par le site de téléprocédures : <http://www.telerecours.fr/>.

Article 56 : Election de domicile – Délais de notification

A défaut de stipulations spécifiques contraires, fixées dans le présent Contrat, tout délai imparti à TPM ou au Concessionnaire commence à courir le lendemain du jour où s'est produit le fait qui sert de point de départ à ce délai.

Lorsque le délai est fixé en jours, il s'entend en jour calendaire et expire à la fin du dernier jour de la durée prévue. Lorsque le dernier jour d'un délai est un samedi, un dimanche, un jour férié ou chômé, le délai est prolongé jusqu'à la fin du premier jour ouvrable qui suit, sauf dispositions expresses différentes dans le Contrat.

Pour l'exécution du présent Contrat, les parties font élection de domicile :

- pour le Concédant, en son siège administratif,
- pour le Concessionnaire, en son siège social.

Fait à Toulon,

Le

En deux (02) exemplaires originaux

Pour le Concessionnaire

Pour le Concédant TPM
Le Président de la Métropole Toulon
Provence Méditerranée